

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUETE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES
SUR
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul, Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Péyani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noll (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Léonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon) (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyser, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Léonard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burklín secr., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœuvres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Franticek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Franticek Krejci, Josef Hora, Anton Hampi (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Kurt Kläber

Kurt Kläber est né le 4 novembre 1897. Ecole élémentaire et 2 années d'instruction secondaire. Puis, apprenti mécanicien. Quelques années plus tard, il se voua au journalisme, fit des



voyages en Autriche-Hongrie, en Serbie. Il connaît la situation dans les Balkans par différents voyages de reportages à Niche, à Sofia, à Bucarest. Pendant la guerre, il était de l'opposition. Membre du groupe de Spartakus. Il adhéra en 1920 au parti communiste. Fit plusieurs voyages en France, en Italie et aux Etats-Unis d'Amérique. Mineur pendant trois ans, puis ouvrier de hauts-fourneaux, et enfin Recteur d'une Université ouvrière. Ecrivain et co-éditeur de la „Proletarische Feuilletonskorrespondenz“ et en cette qualité co-responsable de l'Union des écrivains prolétaires-révolutionnaires. Auteur des „Barricades de la Ruhr“, des „Passagers de III classe“ etc.

Indiquer des solutions pour les questions balkaniques n'est pas chose simple, surtout dans un espace tellement limité. Je ne puis donc répondre détaillément; je ne puis qu'esquisser des généralités, et ce seulement en réponse aux questions qui me sont présentées.

Je dois tout d'abord relever que dans tous mes voyages aux Balkans j'ai toujours eu l'impression que, du moins dans les classes d'en bas, chez les ouvriers, les paysans, les petits commerçants, il existe déjà une Unité Balkanique, et

que chaque lutte entre Macédoniens, Serbes, Bulgares, etc., les classes nationalistes des employeurs les ont fait pénétrer artificiellement dans les peuples.

La vie de marché à Bucarest, à Niche, à Salonique, est internationale-balkanique, et cela se voit avec plus de netteté dans les ports yougoslaves, grecs et roumains.

Dans cette vie de trafic et de marché, dans cette vie primitive d'échange, les gens appartenant à de différents peuples se traitent absolument comme des égaux — et même jusqu'à un certain degré ils s'accordent réciproquement des facilités sur de très larges échelles.

Il en est ainsi surtout si l'on pénètre dans les fabriques, dans les mines, dans les agglomérations ouvrières en général. Partout où dans les Balkans un ouvrier se trouve en face d'un autre ouvrier, il se sent immédiatement comme appartenant à une et même famille, et s'il ne dépendait que de lui, la Fédération Balkanique serait constituée depuis longtemps déjà.

Ceci, je l'observai pendant la guerre aussi. Lorsque les Bulgares franchirent le Danube à Giurgiévo, et lors des massacres qui s'ensuivirent, ce n'était point l'ouvrier ou le paysan qui jouait le rôle de la Bulgarie irréconciliable — c'étaient les officiers qui fusillèrent les Roumains que l'on avait fait prisonniers, et toutes les bestialités et cruautés qui y advinrent doivent être aussi inscrites sur leur compte.

Il en fut de même près de Skopje et de Prilep. Les soldats paysans bulgares étaient même favorablement vus dans les colonies serbes et macédoniennes, on échangeait de l'eau-de-vie contre des oeufs, il y eut même des amourettes, et s'il y eut certaines sévices, cela n'a été dû qu'à des ordres d'en haut: il fallait, tout simplement entretenir artificiellement de l'hostilité.

Naturellement, la faute en fut aussi aux commandants serbes et roumains. L'excitation des uns contre les autres a été faite et est faite réciproquement. C'est le même procédé de produire de la haine et de la panique, comme en

France contre les Allemands après 1870, en Allemagne actuellement contre les Français: à tout prix, la revanche; à tout prix, une nouvelle guerre; à tout prix, la vengeance de l'humiliation subie. Des paysans serbes et bulgares me racontaient souvent comment de tels sentiments de progromes et de haines étaient provoqués. On envoit à cet effet sur la frontière des troupes militaires, les déguise en paysans, on leur fait faire des attaques, des fusillades, des meurtres ignobles, on réduit en cendres des villages tout entiers, puis viennent les renforts militaires, et ainsi on poursuit et applique une politique de haines et de catastrophes qui peut à tout instant provoquer une conflagration mondiale.

Mais, malgré cela, ou précisément à cause de cela, les paysans restent fermes. Le fait même que dès que les troupes se retiraient, les paysans reprenaient leurs bons rapports, reprenaient leurs relations amicales sur la frontière, constitue la meilleure preuve qu'ils ne prennent point au sérieux cette terreur de leur castes militaires et financières, ou qu'ils ne la prennent plus au sérieux. On observe même que, après chaque assaut pareil, les Serbes, les Bulgares, les Macédoniens, les Grecs se sentent plus fortement encore comme une conception: de pauvres paysans; et que tout cela ne sert qu'à resserrer plus encore les liens communs qui les nouent.

On voit ceci surtout lors de la fuite d'un prisonnier politique ou lors du franchissement de la frontière d'un suspect politique: les paysans bulgares remettent le fugitif aux paysans serbes, grecs, comme ils auraient remis un dépôt d'une main en une autre, et je n'ai jamais entendu que dans les couches d'en bas de l'autre peuple le fugitif n'ait pas trouvé le meilleur asile.

Je peux prétendre la même chose des minorités dans les Balkans, qu'il s'agisse de Bessarabiens, de Macédoniens, surtout de Macédoniens des environs de Skopje; ou qu'il s'agisse de colons grecs que l'on a jetés quelque peu brutalement au milieu de Macédoniens; ou qu'il s'agisse, encore, des minorités allemandes, croates: l'ouvrier, le paysan n'a rien contre eux, se comporte le plus amicalement avec eux, cherche des moyens de se faire comprendre, et s'il arrive quand-même des luttes entre des paysans disons macédoniens et serbes, ce n'est que parce que par des mensonges et calomnies on les a excités les uns contre les autres. En Bessarabie, où l'on a vendu à des paysans roumains les champs et les prairies des paysans bessarabiens, on affirmait que les Bessarabiens, malgré qu'ils avaient reçu des contrevaieurs pour leurs champs, ne voulaient point quitter le pays, et on ne put provoquer des pogromes que par l'eau-de-vie et d'ignobles insinuations. Mais aussitôt que les paysans comprenaient qu'ils n'étaient que les victimes d'excitations, ils recherchaient de nouveau des moyens d'entente.

Dans les combats entre disons les Macédoniens et les Serbes, il n'y eut point de lutte entre les troupes d'attaque macédoniennes et les paysans serbes des régions-frontières: la lutte n'a lieu qu'entre les Macédoniens et les troupes serbes, et encore faudra-t-il ajouter que ces troupes serbes sont recrutées de contrées dans lesquelles on ne connaît point les véritables Macédoniens et on fait accroire à ces soldats que les Macédoniens ne sont que des brigands de grands chemins.

Les hostilités qui se sont produites entre des ouvriers bulgares, grecs, croates ou hongrois n'ont également été provoquées qu'artificiellement, et ces hostilités prouvent aussi assez nettement que le capitalisme balkanique, lorsqu'il s'agit de profits, ne connaît point de questions de nationalités. Il travaille, par exemple, fort volontiers en Serbie avec des ouvriers bulgares, en Bulgarie avec des ouvriers grecs ou wrangéliens, en Hongrie avec des Croates ou des Allemands. Il est vrai qu'il ne fait importer les ouvriers étrangers que pour les employer dans son jeu contre les ouvriers indigènes. Et aussitôt que les ouvriers indigènes ont accepté ses salaires, il excite les deux groupes d'ouvriers les uns contre les autres, jusqu'à ce que les étrangers, battus, brisés, et riches de quelques expériences en plus, se voient obligés de rentrer chez eux.

On peut d'ailleurs mentionner ici que l'ancienne Entente, cette autorité de paternité et de maternité des Etats balkaniques d'aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de profit, d'argent, de paquets d'actions, se moque bien de nationalités, de minorités etc., change du jour au lendemain son attitude envers les différents gouvernements, ses pactes de garantie, etc. Depuis que la Grèce a conclu un traité avec la Russie, l'Angleterre déverse de nouveau des emprunts sur la Bulgarie, la favorise, lui fait même entrevoir un port sur l'Egée. La Yougoslavie, qui jadis jouissait des faveurs de l'Angleterre, depuis qu'elle a laissé entrer chez elle de l'argent français est également abandonnée par l'Angleterre et remplacée par l'Albanie, et la Roumanie, où croît lente-

ment un capital indigène, un capital qui voudrait lui-même puiser les profits que réalisent actuellement les sociétés anglaises de pétrole, est menacée de défaveurs et d'appuis à la Hongrie.

Il me reste à ajouter que ni les gouvernements balkaniques actuels, qui se trouvent sous la domination et la tutelle de leurs capitalistes et gros-propriétaires terriens, et ni ceux de l'Entente ne pourront mettre une fin aux rivalités des différents pays et à l'oppression des minorités. Ils ne réussiront également pas à former une Fédération ou une Unité Balkanique.

Cela n'est possible que si les organisations nationalistes et fascistes, constituées et payées par les groupes des capitalistes et qui terrorisent aujourd'hui les différents Etats et maintiennent et renforcent l'hostilité à l'extérieur aussi, sont dissoutes et chassées par les ouvriers et les paysans, et qu'à la place des rois et ministres protégés par les pires crimes et par les bandes d'assassins les plus sanguinaires, viennent les Sowjets et des représentations populaires.

Alors, les ouvriers et paysans des différents pays, qui forment presque les 85% des populations en Roumanie, Serbie, Bulgarie, Albanie, Grèce, verront immédiatement que, derrière les barrières des frontières, ce sont leurs camarades, leurs frères qui demeurent, et rien ne se dressera plus contre la constitution d'une Fédération, si ce n'est de petites difficultés fort facilement surmontables.

Et que cette Fédération doit certainement venir, point n'est besoin de le relever spécialement. Tout l'impose. Non seulement la volonté absolue des ouvriers et paysans de se considérer comme une et même famille balkanique; mais aussi le Danube, afin qu'il devienne de nouveau la voie commune de navigation et de prospérité; la nécessité du florissement économique; la technique toujours en progrès; le caractère spécifique de la péninsule balkanique; le fait d'appartenir partiellement à une et même race.

Et il ne faut même pas que cela soit une Fédération qui supprime la structure nationale et économique de l'un ou l'autre Etat. Cette Fédération peut être aussi large et aussi basée sur une vie nationale spécifique, que l'U. R. S. S.

Kurt Kläber

Luigi Campolongo

Luigi Campolongo est né en Italie, en 1876. Il a fait ses études de droit à Parme et à Gènes. Proscrit une première fois en 1898 après les émeutes de Milan, il passa une partie de sa jeunesse en France, où il collabora au „Petit Provençal“ de Marseille. Rentré en Italie 1901, il collabora à l'„Avanti“ de Bisso-lati, et au „Tempo“ de Treves et fut successivement rédacteur en chef du „Lavoro“ de Gènes, du „Nuovo Giornale“ et du „Popolo“ de Florence qu'il avait fondé.

Luigi Campolongo revint en France en 1910, où il collabora au „Petit Parisien“ et il dirigea les bureaux parisiens du „Secolo“ de Milan et du „Messaggero“ de Rome. Mais, en 1923, ces deux grands organes démocratiques étant passés au fascisme, il démissionna sur le champ et se transforma en agriculteur, dans le Lot et Garonne, où il dirige deux grandes propriétés, tout en continuant à collaborer à l'„Oeuvre“ de Paris, à la „France“ de Nice, à la „France“ de Bordeaux et à la „Dépêche“ de Toulouse.

Ne pouvant plus rentrer en Italie, à cause de la campagne qu'il mène contre le fascisme et comme journaliste et comme Président de la „Ligue Italienne des Droits de l'Homme“ et comme membre du Comité Central de la „Concentration Anti-fasciste“, Luigi Campolongo se considère, et on le considère, comme proscrit.

Ses oeuvres littéraires sont: „La Zattera“ (roman), „Popolo“ (contes), „La Nuova Israele“ (roman), „Francisco Ferrer y Guardia“, „Amilcare Cipriani“, „Nella Tormenta“.

Luigi Campolongo appartient depuis 1924 au Parti Socialiste Unifié et a été, avec Mr. Leonida Bissolati, le premier à protester contre le Pacte de Londres qui donnait à l'Italie la Dalmatie et qui avait été signé après des pourparlers d'où la Serbie avait été exclue.

Le numéro de La Fédération Balkanique que j'ai devant les yeux, porte, en même temps que le questionnaire auquel je vais répondre, des extraits d'une enquête faite en Macédoine serbe par un fasciste italien: M. Monelli. Puisque — ainsi que le fait très justement remarquer l'un de vos collaborateurs — les horreurs que M. Monelli signale en Macédoine serbe sont les mêmes dont se plaignent les Macédoniens écrasés par la domination bulgare ou grecque, qui donc oserait affirmer que la «solution actuelle de la question macédonienne» est conforme aux principes de liberté et de justice? Quant «aux intérêts de la

paix», ils ne peuvent pas être garantis là où il n'y a pas de liberté.

D'une façon générale, ce n'est que lorsque les Balkans seront rendus aux Balkaniques et que les grandes puissances européennes renonceront — ou, pour mieux dire, devront renoncer — à les considérer comme des pays soumis — de facto si non de jure — à mandat, ou bien comme le champ de leurs compétitions insensées, que l'on pourra poser utilement sur le tapis la question des droits des minorités ethniques.

Mais les rivalités qui dressent les uns contre les autres les Etats Balkaniques ne font que servir les desseins de la grande diplomatie européenne, intrigante et avide. Ce qui revient à dire que le salut des Balkans est entre les mains des Balkaniques eux-mêmes. Il faudrait, en effet, être des illuminés ou des fous pour supposer que l'Europe puisse accepter de bon gré la formule des Balkans aux Balkaniques: elle ne l'admettra que lorsque ces derniers, l'ayant adoptée, le lui imposeront.

Seulement cette grande idée ne pourra être réalisée que lorsque les gouvernements actuels auront laissé la place à des gouvernements issus de la volonté éclairée des peuples:

à des gouvernements s'inspirant des principes de la démocratie moderne.

Les gouvernements balkaniques actuels ont partie liée avec tel ou tel autre gouvernement européen. Ils ont intérêt à opposer les uns aux autres les peuples qu'ils oppriment, et il font, par là, le jeu de la vieille Europe. Car si cette opposition est à la base de leur domination, celle-ci est la condition indispensable de l'intervention illicite de l'Europe dans les affaires balkaniques.

Que les principes de la démocratie entrent dans l'esprit des masses populaires balkaniques, que l'amour de la paix, qui est au sommet de ces mêmes principes, succède dans l'âme des peuples aux haines féroces de race qu'alimente un nationalisme aveuglé et brouillon, et la Fédération des Peuples Balkaniques trouvera dans la démocratie européenne les concours nécessaires pour devenir une réalité.

Les différentes démocraties européennes ne pourront exercer une influence profonde et décisive sur la politique de leurs gouvernements respectifs que lorsque il y aura dans les Balkans des démocraties capables de résoudre le problème intérieur des rivalités balkaniques.

Luigi Campolongo

Méfiances Balkaniques et intrigues Danubiennes

On peut dire que jamais il n'y eut plus d'intrigues sur le Danube, ni plus de méfiances et de suspicions justifiées dans les Balkans. Si un incident quelconque se produisait demain à la frontière Albano-Serbe ou à la frontière Serbo-Bulgare, il pourrait engendrer les effets les plus désastreux. On en est revenu à une phase de tension analogue à celle qui a précédé la guerre mondiale. La tension est même plus vive; l'enchevêtrement des alliances est plus compliqué; la pression des grandes puissances sur les Etats secondaires se fait plus forte et plus brutale. Les difficultés de ces Etats — le régime Bratiano n'est pas plus solide en Roumanie que le régime Liaptcheff en Bulgarie — invitent plutôt les gouvernements à rechercher des dérivatifs à l'extérieur.

Lorsqu'on parle de Locarno Balkanique ou Danubien, c'est pour duper le public. Ceux qui font allusion à un pacte de paix ne songent en réalité qu'à dissimuler leurs desseins belliqueux. Partout règne l'idée de conquête ou de revanche — de conquête pour les prétendus vainqueurs, de revanche pour ceux qui ont dû céder des territoires. Les dynasties se demandent si un bon conflit armé ne raffermirait pas leur autorité branlante; les dictateurs, pour briser les oppositions paysannes ou autres, ne seraient pas fâchés de mobiliser leurs effectifs. Ce qui les a maîtrisés jusqu'ici, c'est qu'on était encore trop près de l'autre guerre; mais ils se sentent de plus en plus libres, au fur et à mesure que grandissent de nouvelles générations qui ne l'ont pas connue. L'immixtion de l'Italie et de la France dans les affaires de l'Europe Sud-Orientale a encore aggravé les risques de collision. Plus récemment, la soudure des querelles Danubiennes aux querelles Balkaniques a fait de toute une partie du Continent un champ de bataille permanent. Or, cette soudure a été opérée par la politique de Mussolini.

Jusqu'à une date relativement proche, le gouvernement fasciste n'avait que menaces pour les Etats Danubiens issus du démembrement de l'Empire Austro-Hongrois. Il s'opposait avec violence à toute création d'une Fédération même douanière entre ces Etats. Il boudissait à l'idée qu'il pourrait avoir un lien fût-il purement économique entre Vienne et Pesth, car le grand résultat de la guerre mondiale, pour lui, avait été beaucoup moins dans l'annexion du Tirol du Sud et de la Vénétie Julienne que dans la dispersion du corps de nations qui avait jusque là pesé sur sa frontière du Nord en enjambant la barrière des Alpes. Le jour où il se rapprocha de la Hongrie, plus exactement le jour où il prit l'initiative de ce rapprochement, il fit accomplir un tour complet à sa politique.

Les raisons de cette volte-face étaient elles-mêmes assez compliquées. Peut-être M. Mussolini cherchait-il un appui pour le cas où l'Autriche s'unirait à l'Allemagne et où celle-ci deviendrait ainsi sa voisine immédiate. Peut-être voulait-il forcer la Roumanie à se déclarer pour lui, en soutenant contre elle les revendications des Magyars irrédentistes, que nous ne discuterons pas ici. Peut-être encore, et plutôt, était-il en quête d'un allié sûr contre la Yougoslavie qu'il encerclait peu à peu, et chez laquelle il vise à entretenir une inquiétude croissante, jusqu'à l'heure qu'il jugera propice à un ultimatum.

Une étrange confusion règne dans toutes les tractations diplomatiques que le Duce a poursuivies durant ces derniers mois. Il a négocié à la fois avec la Pologne, la Lithuanie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie elle-même. On est surpris de constater qu'il a pu conférer simultanément avec Kovno, et avec Varsovie, ou avec Bucarest et avec Budapest, ou avec Sofia, Angora et Athènes, sans compter Belgrade. On n'était plus habitué à ce DonJuanisme politique. Ce qui est évident, c'est que Mussolini a porté le trouble de la frontière Allemande et de la frontière Russe jusqu'à l'Egée et à la mer Jonienne.

La Roumanie, qui a traité avec Rome, se méfie de la Hongrie qui a aussi traité avec Rome. Qu'est-ce que le Duce a bien pu promettre au comte Bethlen qu'il a reçu deux fois? Un morceau de Transylvanie, ou la Transylvanie toute-entière? Quel engagement a-t-il pu contracter vis-à-vis de la Grèce, se demande-t-on à Sofia, et vis-à-vis de la Turquie, se demande-t-on à Athènes? Comment concilie-t-il, les uns avec les autres, les obligations contradictoires auxquelles il a dû souscrire? Si une guerre éclatait demain, comment seraient composés les camps adverses? La Hongrie et la Roumanie seraient-elles amies ou ennemies? La Roumanie continuerait-elle à participer à la Petite-Entente, ou bien de concert avec d'autres se ruerait-elle sur la Yougoslavie qui a été de fait son associée, depuis 1913? La Grèce marcherait-elle aux côtés des Serbes, comme en 1913, ou cheminerait-elle de concert avec les Bulgares ainsi que le souhaitait jadis le couple royal Constantin-Sophie?

Mais c'est à Belgrade surtout que règne la méfiance et qu'on s'accoutume à l'idée de la guerre inévitable, d'une guerre où seraient entraînés la France et la Tchécoslovaquie. Les traités de Tirana avaient déjà accredité cette pensée; elle peut acquérir plus de consistance demain, si Mussolini accomplit tel geste dont on lui attribue l'intention. Sans exagérer, on peut dire, en dépit des témoignages officiels contraires, que l'Europe du Sud-Est est en pleine fermentation d'avant-guerre.

Paul Louis

La catastrophe sismique en Bulgarie et l'„action“ du gouvernement Liaptcheff

Le tremblement de terre qui a réduit en ruines une grande partie de la Bulgarie du Sud a catastrophiquement éprouvé la population. Des districts tout entiers ont été détruits. Sur 516.000 habitants, 266.000 sont restés sans abri, sans moyen d'existence, livrés à la faim, au froid, aux maladies. A Philippople, cette deuxième grande ville de la Bulgarie, 3600 maisons ont été complètement détruites, 6000 ont

été à demi détruites, et ainsi 75.000 personnes, sur une population de 85.000, sont restées sans abri. Dans le district de Philippople, en dehors de la ville même, 35 villages sur 89 ont été terriblement éprouvés; il y eut 3124 maisons complètement détruites et 4100 à demi détruites, et sur une population de 136.000 personnes, 34.000 sont sans abri. Dans le district de Borissovgrad, 38.000 personnes, sur une population

de 43.000, sont sans abri. Dans le district de Tchirpan, sur une population de 76.000 personnes, 71.000 sont sans abri. Dans le district de Stanimaka, 38.000, sur 82.000. Dans le district de Haskovo, 10.000 sur 67.000, en dehors de la ville du même nom où il y eut 15 maisons complètement détruites et 235 à-demi détruites, etc. Il y eut en tout 17.102 maisons complètement détruites et 19.579 à-demi détruites.

On le voit, le malheur a été et est très grand. 266.000 personnes sur une population de 516.000, sans abri, sans nourriture, privées de leurs moyens d'existence, livrées à la misère, aux intempéries, aux maladies.

Un mouvement très naturel s'est emparé de toute la population en Bulgarie pour venir en aide aux sinistrés, et à l'étranger aussi on s'en est vivement ému. On a organisé des collectes en Bulgarie et à l'étranger. Des comités spéciaux ont été constitués pour recueillir des secours.

Le gouvernement bulgare, et différentes organisations humanitaires bulgares, se sont empressés d'exprimer des désirs de venir en aide à la population si tragiquement éprouvée. Même les capitalistes et les banquiers ont participé aux souscriptions ouvertes (...naturellement, par des oboles ne représentant même pas un millième de leurs fortunes). Le gouvernement, son parti, sa presse s'efforcent aussi à calmer l'opinion publique alarmée en proclamant que les ministres veillent paternellement au bien-être du peuple et que des secours efficaces seront portés aux sinistrés.

Mais, tout comme dans les autres cas où des malheurs se sont abattus sur le peuple bulgare, les dirigeants firent bien semblant de s'apitoyer sur le sort des masses, de venir à leur aide; mais lorsqu'il s'agit de porter l'aide efficace, il en fut tout autre.

Tel en 1913: lors du tremblement de terre à Tirnovo et à Gorna-Orékhovitsa, le gouvernement d'alors, également un gouvernement des capitalistes et exploités des masses, n'a rien fait du tout de réel pour les sinistrés. Tel dans la question des réfugiés: les gouvernements des capitalistes et des exploités des masses n'ont rien fait pour alléger la misère de ces malheureux, bien au contraire les dirigeants ont voulu exploiter cette misère pour se procurer, par des emprunts, de l'argent pour payer leurs suppôts.

Aujourd'hui, le malheur est tellement grand qu'une incurie ouverte de la part du gouvernement bulgare, de la grande bourgeoisie, de la Ligue Militaire, aurait inévitablement provoqué dans tout le pays une telle vague d'indignation que des conséquences catastrophales en auraient résulté pour la clique au pouvoir. Aussi Liaptcheff et ses amis ont ils proclamé à haute voix que le gouvernement prendrait les mesures adéquates.

Mais on ne peut agir contre sa nature. Les potentats bulgares sont les représentants de la grande bourgeoisie, des spéculateurs, des banquiers, des officiers, et peu leur chaud la misère du peuple. Ces classes, possédantes et privilégiées, elles, ont fort peu souffert des conséquences de la catastrophe sismique, et les masses, les 95% de la population, ne sont pour elles que des objets d'exploitation et non point des sujets de soins et de secours. Pour les spéculateurs, les accapareurs, les usuriers, la catastrophe a donc même été une bonne aubaine: tout comme pendant la guerre ils se sont enrichis aux dépens de la misère des masses, nous les voyons aujourd'hui s'élançant de nouveau vers de gros profits aux dépens des sinistrés. Les prix du blé, du pain, de la viande, des produits alimentaires, des vêtements, du bois, des matériaux de construction, il les ont augmentés d'emblée dans tout le pays, et féroceement et hors de toute proportion dans les régions éprouvées. Ainsi, dans toute la Bulgarie, le prix du pain a haussé de 20%, et dans les contrées dévastées, de 15%!

Les sinistrés campent en plein air. Ils campent? Ils gisent! Pas de baraquements, pas de tentes. Un petit nombre d'entre eux se sont construit avec des lambeaux d'étoffes des espèces de tentes; ce sont les plus heureux, quoique ces lambeaux d'étoffes ne les protègent guère contre la pluie. Le maire de Tchirpan, Christoff, télégraphie, deux semaines après la catastrophe: «Le temps est très rigoureux, il fait très froid, toute la nuit il a plu et un vent très violent a fait rage. Il pleut toujours. Nous sommes transis de froid et de pluie. La construction des baraques n'a pas encore commencé, faute de matériaux de construction. Nous sommes en plein air. Une vive désespérance s'est emparé de nous tous.» De Borissovgrad on écrit: «Tous les sinistrés sont hâves et malades par suite de sous-alimentation. La pluie pénètre librement à travers les lambeaux d'étoffes avec lesquelles on a construit des tentes. Les autorités ont mis saisi sur le bois de construction et nul ne peut acheter même une seule planche. La construction des baraques n'a pas encore commencé. L'unique pharmacie de notre ville est presque sans médica-

ments.» Le «Narod», en insérant ces faits, qualifie lui-même d'«incurie criminelle» l'attitude du gouvernement.

Mais ce n'est pas tout. Non seulement le gouvernement Liaptcheff ne prend aucune mesure sérieuse pour venir en aide à ces sinistrés, mais il interdit aussi toute action de secours provenant des masses travailleuses, et même toute organisation de se secourir eux-même issue du sein des éprouvés eux-mêmes. Par une loi qu'il a fait voter, affectant 100 millions de lévas pour des sinistrés, il constitue un Comité Central pour «diriger l'action de secours», et toute autre action indépendante des organisations politiques, professionnelles, économiques, toute initiative privée pour recueillir de l'argent et d'autres secours en vivres, habillements etc. est strictement défendu.

Avant même la proclamation de la susdite loi, le gouvernement avait déjà interdit tout comité populaire et n'avait autorisé que la constitution de comités des fascistes et de ceux se trouvant sous l'influence des fascistes. Ainsi, les étudiants de l'Université de Sofia avaient voulu entreprendre une action de secours et former un comité spécial à cet effet, mais le gouvernement a interdit cette action et n'a permis une telle activité qu'à ceux des étudiants qui sont groupés dans une organisation fasciste.

Mais l'arc a été trop tendu. En présence de la grande pitié des sinistrés et de l'insuffisance notoire des secours portés de la part des dirigeants, les masses travailleuses se sont elles-mêmes mises à l'oeuvre en passant outre à l'interdiction gouvernementale. L'initiative en a été prise par les syndicats professionnels indépendants. Ils ont constitué à Sofia un Comité Central de secours et des sous-comités partout en Bulgarie. Ils ont adressé un Appel ardent à tous les ouvriers et paysans de Bulgarie et de l'étranger de venir en aide à leurs frères si cruellement éprouvés de la Bulgarie du Sud. Ils ont aussi, dans des Résolutions, formulé les revendications suivantes:

que la reconstruction des villes et des villages détruits soient entreprise non pas par les moyens d'un emprunt à contracter, mais par les moyens mêmes de l'Etat, par l'imposition des possédants;

que les femmes et enfants sinistrés sans abri soient immédiatement logés dans d'autres villes et villages;

que la population pauvre éprouvée soit exemptée de tout impôt pendant 5 à 10 ans;

que les produits alimentaires accaparés et entassés par les spéculateurs et les gros-commerçants soient saisis et distribués gratuitement aux sinistrés;

que les grandes habitations des grands propriétaires soient réquisitionnées et que les sinistrés sans abri y soient installés;

que des mesures sévères soient édictées contre les spéculateurs pour empêcher qu'ils augmentent d'une façon effrénée les prix des marchandises de première nécessité et spécialement les prix des denrées alimentaires;

que le gouvernement refuse de payer les réparations; que le gouvernement réduise ses dépenses démesurées pour l'armée, la police, la gendarmerie;

que le gouvernement impose spécialement les possédants pour distribuer des secours aux sinistrés;

que des relations diplomatiques et commerciales soient nouées avec l'U. R. S. S., pour donner aux ouvriers et paysans russes la possibilité de venir au secours de la Bulgarie du Sud;

que le gouvernement n'empêche pas l'action de secours des organisations professionnelles;

que toute distribution de secours aux sinistrés soit placée sous le contrôle des comités constitués par les sinistrés eux-mêmes, ce pour mettre un terme aux nombreux abus qui ont déjà eu lieu dans ces distributions.

Mais le gouvernement Liaptcheff ne songe même pas à remplir ces revendications des masses travailleuses. Car il ne songe même pas à aider sérieusement les sinistrés. Pour lui, le plus important, c'est d'esquisser un simulacre. Il veut diriger lui-même l'action tellement insuffisante de secours, afin qu'il puisse favoriser ses propres partisans et protégés parmi les sinistrés, quelque minime qu'en soit le nombre. Le gouvernement de la Ligue Militaire ne songe surtout qu'à maintenir le régime de terreur pour que les masses, dans leur désespoir, n'entreprennent pas une action organisée contre lui.

Ce sinistre gouvernement Liaptcheff a eu même la cruauté de maintenir dans les prisons de Philippople, dont les murs branlent à la suite des violentes secousses sismiques répétées, 150 condamnés politiques. A tout instant, ces malheureux sont menacés d'être ensevelis sous les décombres. Toute la population de Philippople campe en plein air, et ces détenus politiques sont maintenus dans des bâtisses qui peuvent crouler à chaque instant. Les parents de ces

prisonniers ont adressé des requêtes aux autorités demandant de faire camper en plein air les détenus politiques comme le reste de la population. Le gouvernement a répondu en faisant entourer la prison par un cordon de policiers et de soldats, l'arme chargée et bayonnette au canon, prêts à faire feu sur tous ceux qui essaieraient de se sauver du danger de tout instant d'être ensevelis sous des ruines s'effondrant.

Cependant, l'action des masses continue. La poussée est trop forte. La plupart des sinistrés sont de pauvres ouvriers, de pauvres paysans, de pauvres artisans. Car c'étaient leurs demeures qui étaient les plus misérables et qui ont croulé bien vite sous le choc des secousses sismiques. Et ce sont eux qui sont restés sans abri, sans travail, sans moyen de subsistance. Aussi, les ouvriers, les

paysans, les artisans, en un mot les masses travailleuses de toute la Bulgarie s'empressent-ils d'accourir au secours de leurs frères sinistrés. Malheureusement, leur action ne sera efficace que dans les mesures de leurs moyens, et ces moyens sont bien restreints. Et ce n'est pas un gouvernement de la Ligue Militaire bulgare, un gouvernement défendant seulement les intérêts des banquiers, des gros-commerçants, des gros-industriels, qui prendra des mesures sérieuses en faveur des masses travailleuses, même lorsque ces masses se trouvent sous le coup d'une catastrophe tellement tragique. Dans ce cas aussi nous voyons combien il est nécessaire que ce régime soit renversé au plus tôt pour faire place à un régime représentant les vrais intérêts des masses travailleuses.

D. Vlahoff

L'Albania non si tocca *)

II.

Après Vallona

Au 3 septembre 1920 **) tout portait à croire que les dirigeants futurs de l'Italie renonceraient pour toujours à toute aventure visant la conquête de l'Albanie: la débâcle était complète, l'impérialisme italien avortait par un dénouement ultra-tragique et, d'autre part, la colossale lutte soutenue avec succès par le petit peuple albanais confirmait, une fois de plus, que ce peuple était inébranlable dans sa volonté de vivre libre...

Dès lors, il y eut chez nous en Albanie un courant optimiste vis-à-vis de l'Italie. On y allait jusqu'à prétendre qu'on ne devait plus fêter l'anniversaire de la libération de Vallona pour ne pas molester inutilement notre soeur latine, tout conflit avec elle se trouvant liquidé par l'Accord de Tirana (1920). Et, encouragée par cet optimisme, une délégation albanaise partait pour Rome, au début de novembre 1920, pour réaliser l'entente commerciale prévue par ce même accord: elle y resta plus de deux mois, flânant dans les hôtels de la grande ville sans parvenir à rien... Puis, elle rentra. Les remplaçants de Giolitti, sous la pression du fascisme en évolution, revenaient à leur tactique traditionnelle vis-à-vis de l'Albanie naissante: empêcher la consolidation du petit Etat par une lutte sourde et infâme...

D'autre part, on assistait, comme par miracle, à une entente italo-yougoslave à Rapallo, et la presse étrangère, dans ses commentaires, prétendait presque unanimement que cette entente renfermait des stipulations secrètes défavorables pour l'Albanie. L'Italie à Rapallo sacrifiait cyniquement l'indépendance du Monténégro et, simultanément, continuait à maintenir ses troupes à Scutari, ses postes et ses écoles à Scutari, Durazzo et Vallona. De plus, elle gardait une attitude de simple spectatrice dans les conflits armés albanio-yougoslaves, paraissant être plutôt favorable aux sottises incessantes de Belgrade (1920, 21, 22, 23, 24). Malgré tout cela, l'opinion du monde avancé s'était définitivement ralliée à notre cause en 1920 et 21, et des efforts héroïques, déployés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, arrachèrent à la Conférence des Ambassadeurs cette fameuse décision du 9. XI. 1921 laquelle confirmait l'indépendance de l'Albanie et en précisait la délimitation territoriale: nous avions perdu, comme un troisième démembrement depuis le Congrès de Berlin de 1880, plus de 50 villages en faveur de la Yougoslavie et de la Grèce, en compensation de la petite île de Sassinò, retenue et fortifiée par l'Italie. En revanche, vers le mois de juin 1922, par un coup hardi, nous étions parvenus à supprimer les postes et les écoles italiennes, mettant fin radicalement aux capitulations héritées de la domination turque.

Durant toute cette phase de luttes pénibles, Rome avait tout fait pour nous barrer le chemin de notre libéra-

tion nationale, sans omettre aucun moyen dont elle disposait. Mais tous ses efforts échouèrent misérablement.

Le fascisme, une fois au pouvoir, reprit la lutte de plus belle: bientôt un blocus financier des plus redoutable menaçait notre petit Etat, et la mission militaire de la délimitation des frontières ralentissait ses travaux. Durant plus de deux années, les généraux des «civilisés» vivaient aux dépens des finances de notre malheureux pays épuisé, sans parvenir à nous donner des frontières délimitées. C'était toujours Belgrade, encouragée par Rome, qui continuait à s'y opposer, ici pour un village, là pour un amas de rochers... En attendant, le fascisme italien exploitait nos embarras financiers d'une façon inexorable.

Mais tous ces embarras ont été surmontés, personne en Albanie ne se prêtant à une capitulation économique... Alors — c'était vers le mai 1923 — on assista à une troisième manœuvre du «Duce»: Marchesi di Durazzo, ministre italien en Albanie, entreprit un voyage à travers l'Albanie Centrale et Méridionale, et en même temps on se mit à chuchoter: «Les beys féodaux se liguent contre la démocratie sous les auspices du ministre italien, ayant à leur tête Ahmed Zogou...» (***)

Cette fois-ci, le danger paraissait imminent: l'armée manquait presque de tout, la gendarmerie ne pouvait plus être payée régulièrement, l'administration civile laissait à désirer, et la lutte de classe devenait inévitable, fatale...

Enfin, vers le mois de mai 1924, cette guerre civile, tant désirée par Mussolini et préparée par son ministre en Albanie, éclatait... Mais encore une fois les tentatives criminelles de Rome subirent un échec retentissant: la démocratie albanaise, constituée des meilleurs éléments du pays, auxquels se rallièrent les forces armées de l'Etat, porta un coup décisif à la caste des féodaux. La lutte, en réalité, n'avait duré que trois jours, et les principaux chefs de cette caste de dégénérés se réfugièrent à l'étranger, pour pouvoir échapper à la colère des masses indignées... (9-13 juin 1924).

La victoire était complète, et les calculs du «Duce» ont été déjoués. Dès lors, les problèmes intérieurs, funeste héritage de la longue domination étrangère, allaient recevoir des solutions radicales: le pauvre paysan albanais, cyniquement exploité par le bey féroce depuis des siècles, allait rentrer en possession de sa cabane et de son champs. Il n'aurait plus à souffrir de cette misère qui l'avait fraternisé avec toutes les calamités. Nos enfants chantèrent à toute gorge, et pour la première fois après la réduction des Balkans par les Romains (An 25 après J. C.), la gloire de l'Albanie libérée et émanicipée. Tout était pour une nouvelle ère qui transformerait rapidement l'Albanie en une Suisse prospère, libre et heureuse...

«L'Albanie non si tocca» a dit Mussolini. Nous ajoutons, sans craindre d'être démenti: «Malheur à ceux qui en désirent la conquête!...»

Bedri Pejani

***) Alors premier ministre.

*) Suite du No. 89 de la «Fédération Balkanique».

**) Date de l'évacuation de Vallona par l'Italie.

Succès de la démonstration de Alba-Julia Trahison des Nationaux-Tsaranistes

La démonstration géante de Alba-Julia a pris des proportions telles que la Roumanie n'avait point vues depuis les démonstrations ouvrières des premières années après la

guerre. De tous les coins du pays se sont rassemblés à Alba-Julia 200.000 paysans, et aussi beaucoup de travailleurs, particulièrement des mineurs de la vallée du Jiu, amenés

par les social-démocrates qui se trouvent en cartel avec le Parti National-Paysan. Mais le succès et l'importance de la démonstration de Alba-Iulia ne consiste pas tant dans le nombre des participants, ni dans les sacrifices que les paysans ont faits pour venir, à pied ou dans des voitures, de distances parfois de centaines de kilomètres. La valeur de la démonstration et sa principale signification consiste en ceci, que, à Alba-Iulia, les masses paysannes ont montré par des faits qu'elles sont prêtes à des sacrifices plus grands encore, qu'elles n'attendent qu'un signal seulement pour se lancer en avant et écraser par la révolution la domination des banquiers, des tchokoïs, des gros-propriétaires et des généraux de Bucarest. La démonstration de Alba-Iulia est encore importante parce que, à cette occasion, s'est démasquée toute la creuse démagogie et toute l'impotence des chefs nationaux-tsaranistes, leur peur de tout mouvement et action de masse qui pourrait mener à la révolution.

Pendant des années et des années, les nationaux-tsaranistes ont essayé toutes sortes de méthodes pour remplacer les libéraux au pouvoir, pour forcer ceux-ci à partager le pouvoir, l'exploitation du pays avec la bourgeoisie agraire, avec les gros-paysans, avec la bourgeoisie moyenne des villes et particulièrement des nouvelles provinces, avec les sommets de la petite-bourgeoisie et des intellectuels petit-bourgeois — c'est-à-dire avec les catégories sociales représentées précisément par le P.N.Ts. Mais ni le suffrage universel, ni la lutte parlementaire, ni les appels à la «conscience» et aux «devoirs constitutionnels» du roi Ferdinand n'ont donné des résultats. Il semblait un moment que les N.Ts. allaient essayer leur chance dans une aventure avec Carol. Ils ont mis et mettent encore de grandes espérances en l'aide des capitalistes étrangers, particulièrement des capitalistes anglais et américains intéressés à pénétrer en Roumanie et à y mettre la main sur les richesses du pays aujourd'hui monopolisées à peu près toutes par le trust libéral. Mais tout cela n'a pas eu de succès. Les libéraux sont restés toujours au pouvoir, appuyés sur une dictature de plus en plus ouverte.

La mort du roi Ferdinand, puis la mort de Ionel Brătianu, l'installation d'une Régence sans prestige ni popularité, la crise économique et financière, les échecs dans la politique extérieure, tout cela a été utilisé par les N.Ts. pour exercer une pression politique sur les libéraux. Et comme les masses, devant l'insuccès des méthodes de «lutte» des nationaux-tsaranistes, commençaient à perdre la confiance en eux, ces derniers ont voulu recourir à de nouveaux moyens démagogiques. Ils espéraient que, en commençant à parler de «résistance civile», d'emploi de moyens illégaux contre le régime illégal, ils maintiendraient les masses sous leur influence, en leur donnant l'illusion qu'ils sont enfin décidés à une politique de faits et qu'ils mèneront les masses populaires à la révolution contre la domination libérale. En même temps, les «hommes d'Etat» nationaux-tsaranistes espéraient intimider les libéraux et la Régence par la menace de la «révolution», les chantage et les forcer ainsi à des concessions. Alba-Iulia, où les «nouveaux moyens de lutte» devaient être mis en pratique, était devenue ainsi un symbole, le suprême espoir des masses paysannes, petit-bourgeoises et même de certaines couches des travailleurs des villes. A Alba-Iulia, proclamaient orbi et urbi les nationaux-tsaranistes, on va mettre le gouvernement et la Régence devant «des faits accomplis». Alba-Iulia devait être le renversement par la force du gouvernement Brătianu, l'anéantissement du régime libéral et l'instauration d'un nouveau gouvernement, le commencement d'une nouvelle ère dans la vie de la Roumanie.

Et les masses se sont rassemblées à Alba-Iulia, le 6 mai, pleines de confiance et d'espoir. Elles ont entendu avec dévotion les services divins, ont suivi avec piété les processions religieuses, ont juré en masse, solennellement, de ne pas se reposer avant d'avoir chassé la domination misérable et injuste, — les paysans ont participé avec soumission à ce scénario démagogique, basé sur l'exploitation et les

superstitions des masses, et se sont apprêtés ensuite à entendre le signal de la lutte.

Mais ce qu'ils ont eu à entendre a été tout-à-fait autre chose qu'un signal de lutte, de guerre. Les chefs les ont invités, à la fin de cette creuse comédie, à retourner à leurs foyers et... à y attendre.

Attendre? c'est tout? — se sont demandés les deux cent mille paysans. Mais qu'en est-il du renversement par la force des libéraux? puisque c'est pour cela que nous nous sommes rassemblés! Ah, mais non!

Et lassés de tant attendre au mot d'ordre des chefs nationaux-tsaranistes, les masses, écoeurées, bouillonnant de haine contre la domination des libéraux, assoiffées de combattre, ont répondu par un formidable cri de guerre: «A Bucarest!». Dans le cerveau des paysans rassemblés se dessinait clairement la réalité: de bon gré, les banquiers, les tchokoïs et les généraux ne céderaient point la place; ce ne serait que le poing actif du peuple insurgé qui les y forcerait, et le contact entre le poing du peuple et le derrière du gouvernement, c'est dans la Capitale seulement qu'il pourrait être réalisé et victorieusement résolu.

Ce fut le moment culminant de Alba-Iulia. Le peuple paysan soulevé et franchissant le seuil de la révolution, d'un côté, — et de l'autre, la direction national-tsaraniste, reculant en face de la révolution paysanne se déclenchant. C'était le moment décisif: ou avec le peuple insurgé, ou contre lui, et par cela même dévoilement du caractère réactionnaire, lâche et impotent des nationaux-tsaranistes. Et les nationaux-tsaranistes ont choisi la dernière voie: ils ont trahi le peuple convoqué pour accomplir des faits et rassemblé dans une même pensée, et ils sont passés du côté des gouvernants. Dans un accord tacite avec les autorités, les chefs nationaux-tsaranistes, au lieu de donner à l'armée révolutionnaire des 200.000 paysans mobilisés une direction de guerre, au lieu d'amener cette armée devant les soldats et d'attirer ceux-ci, eux-mêmes des paysans en uniforme, du côté du peuple insurgé, au lieu de tout cela, les N.Ts. ont saboté l'élan des masses, ont divisé leurs forces, dirigé leurs colonnes sur des points divers, et les ont livrées aux autorités pour que, fatiguées par des harcèlement, effritées, et ensuite dispersées, elles regagnent leurs foyers.

Le pas vers la révolution des masses rassemblées qui avaient commencé à occuper les édifices publics, les trains et les gares, et qui avaient commencé la marche sur la Capitale, fut saboté, empêché, déjoué par les chefs mêmes.

Alba-Iulia est passée. Le gouvernement Brătianu continue à rester au pouvoir et proclame le renforcement de la terreur et le redoublement de l'énergie de l'appareil d'oppression de l'Etat. La réserve des moyens des nationaux-tsaranistes est épuisée. Au-delà de Alba-Iulia — et c'est précisément Alba-Iulia qui le prouve — c'est seulement la révolution qui reste. Mais la révolution, les chefs N.Ts. ont prouvé qu'elle leur répugne. A la question des masses: «Que faire maintenant?», les chefs n'ont plus à leur disposition aucune réponse qui puisse dissiper la profonde désillusion du peuple paysan. Au-delà du moment culminant de Alba-Iulia, qui a démontré que les masses paysannes sont prêtes pour le grand combat, mais que les chefs en lesquels elles ont mise leur confiance et leurs espoirs en sont indignes, c'est la débâcle, c'est la crise qui attend le P.N.Ts. On parle déjà d'un gouvernement de concentration Titulesco-Iorga — l'aile droite du P.N.Ts. Déjà on trompette que la réussite de l'emprunt de 60 millions de dollars renforce les positions du gouvernement Brătianu. Toutes sortes de combinaisons, même un combinaison Averesco, sont mises en circulation.

Mais la paysannerie se dégrise. Elle a ouvert à Alba-Iulia les yeux sur la nue réalité. Vaincant avec l'aide des ouvriers avancés des villes la démoralisation causée par la trahison de Alba-Iulia, elle va se préparer pour une autre Alba-Iulia, une Alba-Iulia de faits, et non pas d'engueulades démagogiques à la Raditch. Une Alba-Iulia de la Révolution Ouvrière-Paysanne.

I. Mateescu

Un gaffe qui en dit long...

Les fêtes de l'«Union» de la Bessarabie, à Kichineff, se sont déroulées au milieu de l'indifférence générale. Non seulement les masses du peuple se sont abstenues d'y prendre part, mais ceux mêmes qui ont été les héros de cette triste «Union» à coups de bayonnettes et de noyades dans le Dniestre, il y a dix ans, n'étaient pas présents et refusaient d'y prendre part, faisant ainsi acte d'hostilité démonstrative. En dehors des mascarades habituelles — discours ronflants, parades militaires, etc. — rien de signifiant.

Ah, pardon! Une seule chose s'est produite à ces fêtes, qui mérite d'être retenue, parcequ'elle confirme d'une manière significative ce que tout le monde d'ailleurs le sait déjà assez pertinemment. Dans les cercles hautement officiels, on s'efforce d'en faire parler le moins possible. Mais la chose s'est passée en public, et a eu un écho dans la presse aussi. Sous le titre «Le général Averesco et le Sfatul Tserii», l'organe du Parti National-Tsaraniste «Dreptatea» du 4 mai porte à la connaissance publique ce qui suit:

«M. le général Averesco a tenu à assister aux fêtes organisées par les libéraux à Kichineff, pour plaire à

M. Bratiano, dans l'espérance d'être tenu en évidence pour le besoin d'un gouvernement d'inter-règne. Mais c'est précisément cet esprit qui a joué à M. le général Averesco une farce impitoyable. On sait qu'il a la manie innocente des discours. (Chaque vieillesse a ses faiblesses.) Et à Kichineff, il était impossible que M. le général ne tienne pas un discours aux Bessarabiens... Oubliant qu'il prenait part aux fêtes de l'«Union», il a dit que l'«Union» n'était pas une «Union» proprement-dite, parce que la Bessarabie, en 1917, n'était pas un Etat autonome reconnu... En conséquence, le Sfatul Tserii n'était point une représentation légale et consacrée de la Bessarabie, dont le rattachement à la mère-patrie n'a été due non pas tant au vote historique, qu'à l'initiative du général Averesco d'envoyer des troupes au delà du Pruth. C'est seulement ensuite que l'Union a été due aux sentiments patriotiques des Bessarabiens.

«Dans son intention, ajoute la «Dreptatea», M. le général vengeait les libéraux contre les parlementaires nationaux-tsaranistes, anciens membres du Sfatul Tserii, qui se sont abstenus des fêtes. En fait, le discours a produit une impression pénible au sein du gouvernement. On est intervenu auprès du général pour qu'il renonce à imprimer cette partie de son discours...»

La bouche du pécheur parle la vérité, dit un proverbe

roumain. Du point de vue patriotique, M. le général Averesco a fait une gaffe. Mais, en réalité, il a laissé échapper la vérité. Le Sfatul Tserii n'était en effet pas une représentation légale et consacrée de la Bessarabie; la Bessarabie elle-même n'était pas encore à ce moment un Etat autonome reconnu comme tel, mais faisait partie encore, comme une république nationale, de la Russie, de la Russie révolutionnaire bien-entendu, et le rattachement de la Bessarabie à la Roumanie n'a pas été dû au vote libre du Sfatul Tserii. Ce vote n'a été qu'un geste de théâtre commandé. Ce sont les armées de l'oligarchie roumaine, commandées par le général Averesco, qui ont «fait» l'«Union» en occupant de force la République Moldave, aidées par la trahison sans pareil des anciens députés «nationalistes» du Sfatul Tserii, actuellement membres du Parti National-Paysan.

Ceci, nous le savions, certes. Mais faites par un personnage de la taille de M. le général Averesco, ancien commandant des troupes qui ont occupé la Bessarabie, personnage qui a négocié alors avec Rakowski et a signé un traité s'obligeant à évacuer la Bessarabie deux mois après avoir terminé l'approvisionnement des troupes, faites par un tel personnage, ces déclarations acquièrent le caractère de document historique.

C'est comme tel que nous les retenons.

Delablay

Front de la Révolution contre le front de la Réaction!

Belgrade, commencement de mai

Les masses laborieuses de la Yougoslavie, opprimées, affamées, privées de tout droit, depuis dix ans de la domination arbitraire des potentats serbes, n'ont vraiment pas eu un printemps plus sombre.

La symphonie du réveil d'une vie nouvelle dans la nature se brise dans les cris des centaines de milliers d'affamées dans tout le pays; dans l'assourdissement sanglant des gémissements d'innombrables meurtres et crimes perpétrés par le régime en Macédoine; dans les grincements de dents des masses paysannes pillées et des ouvriers et employés sans travail; dans le désespoir de la classe moyenne effondrée que le capitalisme yougoslave, aidé par le pouvoir étatique, a condamné à une mort lente, dans l'intérêt de ses profits.

La brutale et féroce réaction danse sa dernière sarabande. Ils veulent s'amuser encore un peu, les potentats, le monarque et les «forces obscures» du royaume des S. C. S.

Mais viendra la fin de ce régime de despotisme effréné. Et alors, les criminels devront rendre compte de leurs forfaits devant le tribunal de tous les opprimés et privés de droits de toutes les nations de la Yougoslavie. La sentence qui sera prononcée, ils l'auront bien méritée.

*

Quelles impressions de la politique intérieure yougoslave peut-on avoir recueillies ces derniers temps?

D'un côté, nous avons la coalition des radicaux, des démocrates, des cléricaux slovènes et des musulmans bosniaques, avec à leur tête le gouvernement Voukitchévitch-Korochez-Marinkovitch; de l'autre côté, ce que l'on appelle l'opposition parlementaire, comprenant la coalition paysanne-démocrate (Raditch-Pribitchévitch), et la fraction des agrariens serbes. Deux camps opposés dans la Skoupechtchina, qui luttent pour le pouvoir et les biens du peuple. Ceux qui sont au pouvoir, et ceux qui se trouvent dans l'opposition parlementaire, n'ont qu'un seul but: le pouvoir, et le maintien de l'ordre actuel capitaliste et impérialiste. Les premiers détiennent le pouvoir à l'aide de la gendarmerie, de l'Okhrana et de la puissance militaire; les seconds, avec une démagogie sans exemple, mettent à profit le mécontentement du peuple en exerçant une pression sur le front uni de la police, du jésuitisme catholique et de la bankocratie, afin qu'eux aussi, qui ont si fidèlement servi le régime de l'hégémonie et du militarisme panserbes, se voient adjudgée une portion de pouvoir. Au moment même où serait résolue la question de l'entrée dans le gouvernement de la coalition paysanne-démocratique, nous verrions immédiatement disparaître l'attitude de combat de la phraséologie démagogique employée par Don Quichotte-Pribitchévitch et Sancho Pança-Raditch — il en fut ainsi de Ljuba Davidovitch, Groll, etc. La synthèse de vie de ces tribuns populaires fraudeurs consiste seulement en de la servilité et du laquaisisme aveugle vis-à-vis de la camarilla toute-puissante.

La crise intérieure, la lutte qui se poursuit à l'intérieur du parti radical entre Voukitchévitch — avec les jeunes «leaders» radicaux à la Dr. Jevremovitch, Kobasitcha, l'aventurier notoire R. Parezanine —, le groupe des «Pachitchiens»

autour de l'ancien ministre de l'intérieur Roja Maksimovitch, Srskitich, Dr. Stoyadinovitch, et le «Centre» autour de Micha Trifounovitch, Dr. Nintchitch, Ouzounovitch, n'a point le caractère d'un profond processus social dans le parti. Cette lutte est surtout le résultat des querelles réciproques des différentes coteries et cliques du même régime d'espionnage et de police: des querelles entre ceux qui jouissent momentanément de la confiance de la camarilla et de la cour et qui détiennent formellement le pouvoir, et ceux qui sont refoulés à l'arrière-plan et qui possèdent un peu plus de traditions de parti et désirent maintenir quelque peu la politique que Pachitch avait inaugurée dans le parti. Le parti radical est un cadavre vivant qui ne se maintient encore que grâce au pouvoir et à la corruption.

*

Disons ici quelques mots du front Pretchanski (le front des contrées d'au-delà de la Save: Croatie, Slavonie et Voyvodine), qui aurait été créé par Raditch et Pribitchévitch par leur lutte «irréconciliable» contre l'hégémonie des partis serbes et du régime «des chuchotements» (c'est ainsi que ce régime a été nommé par le radical mécontent Trifounovitch, ancien ministre, dans un discours qu'il a prononcé contre Voukitchévitch à la session du 2 mai du club parlementaire radical).

Tout d'abord: le front Pretchanski n'existe pas seulement pour les contrées d'au-delà de la Save et du Danube; ce front comprend aussi la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro, la Dalmatie, la Serbie, etc., et surtout la Macédoine. La grande majorité de la population, les larges masses populaires de toutes les nations de l'Etat, ont ressenti les «bienfaits» du nouveau régime dès les premières années mêmes de l'union. Les détenteurs du pouvoir emploient tous les moyens pour faire sauter l'anneau qui se renforce toujours davantage autour d'eux. Mais Messieurs Raditch et Pribitchévitch n'ont point le droit moral de se placer à la tête de ce front Pretchanski, car ils étaient et sont les complices de l'oppression et de l'étranglement des populations laborieuses de la Yougoslavie. Rien ne peut effacer les traces sanglantes de l'époque ministérielle de Pribitchévitch, et la trahison de Raditch reste une éternelle stigmatisation dans la lutte de libération du peuple croate.

Ainsi, le front Pretchanski n'est point chose nouvelle; il fut né avec les autres fronts dans les premiers jours de la domination du militarisme et de l'hégémonie panserbes.

Le front de la domination réactionnaire n'embrasse pas que les partis serbes dominants. Il s'étend plus loin et englobe Korochez, le ministre de l'intérieur actuel, représentant des cléricaux slovènes et de la curie romaine. Et il englobe aussi les leaders de l'opposition parlementaire d'aujourd'hui, Raditch et Pribitchévitch. Leur libéralisme, leur politique, n'est que de l'apparence, n'est que du blasphème, et a bien peu de commun avec ce que les ouvriers, les paysans et les pauvres citoyens de l'au-delà de la Save désirent. Ceci doit être bien noté par ceux des travailleurs de la Croatie et des autres provinces qui caressent encore l'illusion que l'arrivée de ces gens au pouvoir changerait le

système de la domination et améliorerait les conditions du pays.

Il est évident qu'un processus des classes et une polarisation sociale s'opèrent en Yougoslavie aussi, à l'instar des autres pays. D'un côté, la concentration toujours plus resserrée de la grande-bourgeoisie, de l'autre côté les masses mécontentes et apauvries des paysans serbes et d'autres nationalités, de la classe moyenne, des pauvres citadins, avec à leur tête la classe ouvrière.

Les motifs de ce que tous ces éléments, peu à peu, se trouvèrent sur une seule ligne contre la réaction, le fascisme et l'arbitraire, contre la tyrannie, la violence, l'oppression, ces motifs ne sont aucunement platoniques. Ils sont issus des mêmes facteurs: de l'anéantissement économique, de la privation de droits, de la privation de toute liberté. C'est là une partie inhérente de l'époque actuelle de l'impérialisme et du fascisme de différentes formes. Ces

facteurs objectivement révolutionnaires accélèrent la révolution subjective des couches qui sont le plus atteintes par le régime absolutiste.

Il ne reste donc, dans une telle situation objectivement révolutionnaire, que de créer un lien des plus étroit entre tous les facteurs subjectivement révolutionnaires du pays. De lui donner une forme et un contenu, un but déterminé. Ce front de la révolution, ce front de la révolte contre le front de la réaction, porté par un immense élan de la force titanique du Prométhée enchaîné, doit avoir aussi une avant-garde disciplinée et politiquement consciente dans l'union des ouvriers et des paysans.

Ce front de la révolution qui apparaît à l'horizon, devient de plus en plus concret, de plus en plus imminent. Soyons prêts à tous les sacrifices, pour la victoire finale.

C'est de l'issue de cette lutte que dépend pour les peuples balkaniques la levée d'une aurore véritable, lumineuse.

Dimitrije Jovanovitch

Dix années de terreur blanche et d'oppression nationale en Yougoslavie

L'histoire de l'existence de dix ans de la Yougoslavie peut être considérée tout simplement comme l'histoire de la terreur blanche et de l'oppression nationale, sans scrupule aucun, de la part de la bourgeoisie serbe hégémonique. Au cours de ces dix années, la bourgeoisie serbe a continuellement exercé une terreur non-diminuée sur les masses laborieuses et les peuples et provinces non-serbes placés sous son joug, et s'est continuellement efforcée à les maintenir sous sa domination et son exploitation absolues et illimitées, pour tâcher ainsi d'ériger son Etat bourgeois-monarchiste et militariste dans les frontières permises par les traités «de paix». Elle s'est en même temps efforcée non seulement de conserver l'Etat Yougoslave dans ses frontières d'aujourd'hui, mais d'étendre aussi ces dernières au-delà des tracés mêmes des traités «de paix», de créer une Grande-Yougoslavie hégémonique, dominant la péninsule balkanique toute-entière.

Pour atteindre ce but gros-capitaliste et impérialiste, la bourgeoisie grand-serbe, avant même de surmonter les difficultés de politique extérieure et celles dans les Balkans, essaya, dans les premiers dix ans de l'existence de la Yougoslavie, d'éliminer les grandes contradictions et difficultés intérieures. Pour maintenir en frein la grande majorité de sa population non-serbe (des 13 millions d'habitants de la Yougoslavie ce ne sont que 3½ à 4 millions qui se considèrent comme de véritables Serbes), pour vaincre la résistance des masses laborieuses de toutes les nationalités vivant en Yougoslavie, la bourgeoisie serbe transforma ce pays en un Etat particulièrement réactionnaire-monarchiste et policier-militariste, gouverné par des méthodes centralisatrices et dictatoriales. La bourgeoisie serbe s'allia avec les organisations monarchistes, avec la Ligue Militaire serbe nommée «La Main Blanche», et, par un système combiné, elle appliqua féroce et la terreur blanche et l'oppression nationale.

D'après les informations incomplètes dont nous disposons, la statistique sanglante de ce régime dans la première décennie de l'existence de la Yougoslavie accuse les terrifiants chiffres suivants:

24 condamnations politiques à mort,
600 assassinats politiques, pour la plupart clandestins,
30,000 arrestations politiques, la grande majorité des arrêtés étant soumis à de terribles bastonnades et tortures,
3,000 émigrés politiques, et
d'innombrables internements et «colonisations» par force dans les «lieux de naissance».

Et dans ces chiffres ne sont pas compris les dizaines et centaines de milliers d'émigrés d'autres nationalités. Ces émigrés furent tout simplement chassés de leurs habitations et durent chercher refuge dans les pays voisins.

Les organisations des masses des classes ouvrières, ainsi que les organisations nationales-révolutionnaires des peuples opprimés furent mises hors la loi. Tous les peuples et classes opprimés furent dépouillés de leurs droits et libertés légaux et constitutionnels déjà tellement amputés par les traités «de paix» et la Constitution. On alla même jusqu'à défendre à des peuples entiers de lire, d'écrire, de prier en leurs langues maternelles. Chaque action exprimant le moindre mécontentement contre le régime est taxée de révolte contre l'ordre social et étatique, et réprimée et punie en vertu de la loi d'exception dite de la Défense de l'Etat. Tous les moyens de la terreur blanche, de l'inquisi-

tion et de l'oppression nationale furent mis en action pour briser la résistance des masses laborieuses et des peuples opprimés.

Rien qu'au cours de 1927, 4.842 arrestations politiques furent opérées en Yougoslavie, en dehors de celles des Macédoniens et des national-révolutionnaires. Parmi ces 4.842 arrêtés, 1.265 sont mariés, et le nombre des membres de leurs familles est de 3.029. Ces 4.842 arrêtés ont passé en prison 203 années, 2 mois et 9 jours. Dans 66 procès liquidés en 1927, des peines d'emprisonnement de 202 années et 6 mois ont été prononcées. Le régime des détenus politiques dans les prisons de la Yougoslavie est si terrible que rien qu'en 1927, 92 d'entre eux se sont vus forcés de déclarer des grèves de faim d'en tout 760 jours.

Actuellement, dans 15 prisons se trouvent 47 communistes, condamnés à 344 ans et 1 mois de détention. A la suite du régime inquisitorial que ces détenus ont à subir, trois en ont perdu la raison.

La plupart des meurtres politiques furent perpétrés par la police, en des «tentatives de fuite», lorsque les détenus politiques étaient transportés d'une localité à une autre. Relevons le cas du communiste Stanko Voulitch qui a été assassiné dans la Glavniatcha de Belgrade et dont le corps a été ensuite cousu dans un sac et jeté nuitamment dans le Danube. Le communiste Martintchévitch, de Serajevo, arrêté dans cette ville, fut terriblement battu, et succomba deux jours après à l'hôpital. L'autopsie établit la mort à la suite de lésions et hémorragies intérieures comme conséquences des coups féroces qu'il avait reçus dans la prison.

Voici encore le sanglant bilan incomplet de la terreur blanche au cours des premiers trois mois de 1928, établi d'après les informations incomplètes dont nous disposons, et n'indiquant que les cas les plus caractéristiques:

En Serbie:

En dehors des arrestations continues opérées presque journellement à Belgrade et dans toute la Serbie, où la bourgeoisie essaie par tous les moyens possibles d'étouffer tout essai de la classe ouvrière de se ranimer, il faudra relever le procès monstre à Belgrade, en février dernier, contre 25 ouvriers et intellectuels de cette ville, accusés d'être des membres de la Jeunesse Communiste. On connaît les tortures inquisitoriales auxquelles furent soumis les accusés et à la suite desquelles ils ont été à deux reprises forcés de déclarer la grève de la faim. Ce ne fut que sous la pression des protestations organisées systématiquement par le prolétariat yougoslave que ces malheureux obtinrent la promesse d'être enfin traduits devant le tribunal. Des condamnations draconiennes furent prononcées sur la base de la loi de Défense de l'Etat, quoique nulle preuve ne put être établie pouvant justifier ces sentences.

Furent condamnés, dans ce procès:

Ivan Brijatchek, Jossip Zasi, Nicolas Kotour, Pavel Kovatchévitch et Jossip Radobolja, à 5 années de travaux forcés chacun;

Goïko Samartchitch, Ottokar Kerehovitch, Bogoslav Todorovitch, Kotcha Mititch, Alexandre Sdravkovitch, Obren Nicolitch, Guéorgué Praïstalo et Luca Marintchitch à 6 mois de prison chacun;

Luca Madjaratz, Vassil Staïkitch, Svetislav Stefanovitch et Danilo Buja à 3 mois de prison chacun.

Et il faut souligner encore, qu'il n'existe aucune garantie que la cour d'appel n'aggravera pas ces peines, comme elle l'a fait le 18 février dernier pour le communiste Rado Vouyovitch, en en portant la condamnation à 9 mois de prison à 5 années de travaux forcés.

Au cours dudit procès furent dévoilés devant le tribunal, au parlement, dans la presse, des détails sur les cruautés sadiques perpétrées dans les bagnes et prisons yougoslaves.

Le 17 mars dernier, l'étudiant Ivan Milutinovitch fut condamné, à Belgrade, à 6 mois de prison parce que l'on avait trouvé chez lui le journal «Fauçille et Marteau».

Lorsque toute «preuve» manque totalement contre des «suspects», la police opère de la façon suivante: elle arrête ces «suspects», les jette d'abord 15 à 30 jours en prison, puis les expulse des localités où ils habitent, ce pour des durées variant entre 5 et 10 ans, et les fait interner, contrairement à toute loi, prétendant les «coloniser en leurs lieux de naissance».

Ainsi, par exemple, dans les trois premiers mois de 1928, la police de Belgrade a arrêté 68 personnes, les a emprisonnées, expulsées, internées.

Il en est de même dans les provinces. Il en fut de même, pour ne citer qu'un exemple tout récent, en mars dernier, dans la petite ville de Laskovatz.

Toujours, partout, les internés sont obligés de se présenter deux fois par jour au commissariat de police, pour le contrôle.

En Croatie et en Slovénie:

Au cours du premier trimestre 1928, le système de la Glavniatcha de Belgrade se répandit dans ces provinces aussi. Les méthodes des maltraitements et des tortures y furent les mêmes que celles dans les prisons de Belgrade. C'est ainsi qu'à l'occasion de la grève éclatée dans la fabrique «Silax» à Zagreb, la police y eut recours à la provocation suivante: elle assassina le briseur de grève Mititch, puis arrêta 8 ouvriers et les soumit pendant toute une nuit à des tortures indicibles pour leur faire faire des «aveux» devant lui servir à organiser un procès monstre contre le mouvement syndical de Zagreb. Le principal accusé, l'ouvrier Ivan Konrad, ne pouvant en endurer plus longtemps les féroces tortures que lui firent subir les agents de police Bertz et Jovitchitch, essaya de se suicider. Les policiers surnommés lui pansèrent cependant ses blessures et continuèrent à le torturer plus atrocement encore.

Dans ces provinces, la police applique de préférence la méthode de l'internement, c'est-à-dire la «colonisation forcée dans les lieux de naissance». Ce que cette mesure signifie en Yougoslavie, chacun peut le concevoir en se représentant la terrible crise économique qui sévit dans tout le pays. Des provinces toute entières sont ravagées par la famine et la population en est obligée de s'expatrier pour échapper à la mort de faim. Le nombre des sans-travail a atteint le terrible chiffre de 1,200,000, dont 800,000 paysans dans l'agriculture. Cela signifie donc que les «colonisés» par force sont voués à la mort de faim.

Ces persécutions sont particulièrement appliquées aux sans-travail qui, en Yougoslavie, sont abandonnés à leurs sorts sans aide aucune. On opère des arrestations en masse et des internements des sans-travail dans les «lieux de naissance», quoiqu'il soit de notoriété publique que dans ces localités la famine sévit avec intensité. Par ces moyens, le gouvernement yougoslave essaie de se donner l'apparence de combattre le chômage... Au mois de février dernier, dans la ville de Vukovar, une razzia générale fut entreprise contre tous les «éléments indésirables»: 70 sans-travail furent arrêtés en 36 heures, et, après avoir été forcés pendant quinze jours à de nombreuses marches, ces malheureux arrivèrent, nu-pieds, affamés, en haillons, en leurs lieux de naissance, où ils furent «colonisés par force» — et cependant, ce trajet pouvait être parcouru en 12 heures!

Après une démonstration des sans-travail à Zagreb, 50 ouvriers furent arrêtés et internés. Relevons ici parti-

culièrement le cas de l'ouvrier Blagoje Parovitch, ancien secrétaire de l'association des ouvriers agricoles de Zagreb. Il fut arrêté en septembre 1927 et, après plusieurs mois de détention préventive, la police le remit au tribunal. Le juge d'instruction ne trouva cependant pas de preuves suffisantes pour faire intenter un procès contre lui, et le livra de nouveau à la police qui, après l'avoir gardé pendant encore 6 mois en détention préventive, le «remit en liberté», l'interna dans son «lieu de naissance», dans l'Herzégovine ravagée par la famine où son père avait une fois demeuré mais où lui-même n'avait jamais mis les pieds et où personne ne le connaissait. Il y fut maintenu interné pendant 3 semaines. Il était obligé de faire tous les jours acte de présence au poste de gendarmerie distant de 20 km. Il était phthisique, et sa maladie s'aggrava; il crachait du sang, tout en souffrant de faim, et très probablement ce fonctionnaire ouvrier ne tardera pas à s'éteindre.

Il faut relever que ce n'est point là un cas isolé, mais bien un cas pris entre les innombrables actes arbitraires de la féroce terreur contre la classe ouvrière en Yougoslavie.

En février dernier, 7 ouvriers furent arrêtés à Oussek sous l'accusation d'avoir propagé de la littérature communiste. Un grand procès est en préparation.

Rien qu'à Charvation et en Slovénie, 120 communistes furent arrêtés dans les trois premiers mois de 1928, expulsés, «colonisés par force» pour une durée d'ensemble 800 années.

Il faudrait encore mentionner le cas suivant caractéristique:

Dix communistes yougoslaves, poursuivis pour leur activité politique, tentèrent de s'enfuir de la Yougoslavie. Parmi eux se trouvait aussi le leader communiste yougoslave bien connu Sima Markovitch. La police autrichienne les découvrit aux environs de Graz, les arrêta et les délivra à la police yougoslave. Cette dernière les condamna à trois mois de prison pour avoir franchi la frontière sans autorisation et les jeta dans la prison de Maribor. Quoique cette ville dépend du district du même nom, l'instruction est menée par la police de Belgrade, et tout indique que cette dernière est en train de préparer un grand procès politique contre des partisans du Bloc des Ouvriers et Paysans en Yougoslavie.

En Dalmatie:

La Dalmatie souffre également de la faim avec acuité, aussi le prolétariat dalmate est-il obligé d'émigrer en masse. C'est pour cette raison qu'on y observe un certain arrêt dans le mouvement ouvrier. Néanmoins, le régime de terreur sévit dans cette province aussi contre les ouvriers et les paysans.

En Voyvodine:

Dans cette province, les syndicats ouvriers indépendants furent proclamés hors la loi et furent dissous. En connection avec les protestations ouvrières en masse, la police opère des arrestations et des internements en masse: rien qu'à Batchka Topola, 30 ouvriers ont été arrêtés et internés pour avoir protesté contre la dissolution des organisations syndicales. Les autorités exercent une terreur féroce contre les ouvriers, leurs leaders et leurs organisations. Nous ne possédons pas encore les données sur les chiffres exacts de ces victimes de la terreur blanche.

En Bosnie et Herzégovine:

Sans vouloir décrire en détail le régime de la terreur blanche dans cette province, régime qui est le même que celui dans les autres provinces de la Yougoslavie, il faudra relever les suivants cas caractéristiques:

Famine des masses, refus des paysans de payer leurs impôts, persécutions systématiques des ouvriers et des organisations syndicales. Au bague de Senitza se trouve le communiste yougoslave Juro Keroguévitch, condamné à mort, puis «grâcié» et sa peine commuée en travaux forcés à vie. Dans le même bague se trouvent 20 national-révolutionnaires monténégrins, condamnés à 10-20 ans de travaux forcés.

(A suivre.)

R. Kremenovitch

Le 25^{me} anniversaire de la mort de Gotsé Deltcheff

Le 4 mai 1903 est tombé, dans une rencontre avec des bachi-bouzouks turcs, Gotsé Deltcheff, fondateur de l'ORIM, de cette organisation, dont le nom a été par la suite usurpé et souillé, traîné dans la boue par de vils mercenaires, mais qui a été, à son origine, et pendant de longues années, l'expression la plus noble du mouvement révolutionnaire macédonien de libération.

Gotsé Deltcheff — ce nom à lui seul invoque tout l'héroïsme du mouvement macédonien de libération, toute la pureté de la lutte révolutionnaire macédonienne. C'est Gotsé Deltcheff qui a organisé le peuple macédonien pour sa lutte contre le régime absolutiste hamidien et la conquête de l'autonomie politique de la Macédoine. Pendant dix années, il a parcouru toute la Macédoine de l'Est, du Nord-Est, du

Sud, du Sud-Est. Partout, il a formé des groupes, des comités révolutionnaires. Quoique élevé dans un esprit de nationalisme étroit, il a su tellement s'affranchir de tout le borné de ce qu'on lui avait enseigné dans les écoles à Salonique et à Sofia, il a embrassé avec un amour tellement ardent la lutte pour la libération de tous les Macédoiens sans distinction de race ni de nationalité, il considérait tellement comme appartenant à la grande famille macédonienne les Bulgares, les Turcs, les Grecs, les Juifs, etc., de la Macédoine, que, partout où il se rendait, parfois seul, parfois avec quelques amis dévoués, partout où il prêchait la lutte commune de tous les Macédoiens pour la libération de la Macédoine subjuguée, la profonde et chaude conviction et véhémence foi qui se dégagèrent de ses paroles électrisaient les masses, et l'on accourait en masse se ranger sous son étendard.

Apôtre, il exhortait sans relâche, avec une énergie toujours redoublée, à la lutte pour la libération toutes les nationalités de la Macédoine; organisateur, il formait des groupes de toute la population macédonienne, les armait, préparait l'insurrection générale pour l'affranchissement du joug des sultans; politique avisé, il voulait et prêchait comme but l'autonomie politique de la Macédoine, ayant reconnu que la thèse de l'annexion de la Macédoine toute entière à la Bulgarie était non seulement chose pratiquement irréalisable, mais aussi préjudiciaire catastrophiquement les nombreuses nationalités non-bulgares de la Macédoine en en faisant des assujettis, des subjugués, si les Macédoiens bulgares devenaient eux-seuls la nationalité dominante; mais, ayant aussi reconnu combien il serait difficile pour la Macédoine de s'acquiescer sa liberté et de la défendre contre tant de convoitises extérieures, il préconisait avec véhémence que la Macédoine, une fois sa liberté acquise, ne pourrait se maintenir que dans une Fédération Balkanique, et, avec autant d'énergie qu'il prêchait la lutte pour une Macédoine libre, il prêchait celle pour une Fédération des peuples Balkaniques.

Ce mot d'ordre de la Fédération des peuples balkaniques, Gotsé Deltcheff l'élevait avec d'autant plus de ferveur qu'il avait bien reconnu que c'étaient les gouvernements eux-mêmes qui étaient les plus grands ennemis des peuples. Et il combattait avec cette énergie propre à lui ces gouvernements, leurs agents, et leurs maîtres les grandes puissances européennes impérialistes.

Ainsi, Gotsé Deltcheff a été le plus décisif adversaire des agents du gouvernement bulgare dans le mouvement macédonien. Il veillait avec le plus grand soin à ce que le mouvement macédonien conserve son indépendance et sa pureté. Aussi considérait-il et traitait-il comme les pires ennemis du mouvement macédonien de libération, partant du peuple macédonien lui-même, les verkhovistes et leurs leaders, le général de l'armée bulgare Tsontcheff, et son adjoint Protogueroff, également général de l'armée bulgare. Il luttait opiniâtement contre les verkhovistes, les attaquait fusil en main, les désarmait et les expédiait à Sofia, à Ferdinand de Cobourg, leur maître.

Sa lutte contre les verkhovistes était d'autant plus énergique qu'il connaissait fort bien combien de malheurs, et quels malheurs, ces agents des gouvernements bulgares avaient accumulés sur le peuple macédonien, ce surtout en 1895 et 1902 par la mise en exécution des projets du gouvernement et du palais bulgares.

Gotsé Deltcheff, révolutionnaire, était en même temps un socialiste convaincu. Aussi considérait-il comme une nécessité absolue non seulement l'affranchissement du peuple macédonien, mais aussi celui de tous les peuples balkaniques, de tous les peuples opprimés. De là aussi son enthousiasme pour l'idée de la Fédération des peuples balkaniques. Par ces larges conceptions, par ce désir de fraternisation avec les autres peuples, par son caractère franc, sa sincérité, sa bonté, son courage à toute épreuve, son abnégation, son dévouement à la cause du peuple opprimé macédonien, il s'est attiré l'amour et l'admiration de tous ceux qui l'approchaient, de tous ceux qui l'écoutaient, de tous ceux qui entendaient de ses actions.

Nous l'avons dit plus haut: Gotsé Deltcheff a été le fondateur de l'ORIM, de cette ORIM qui a organisé révolutionnairement toute la population macédonienne, qui l'a conduite au combat, qui a dirigé son insurrection en 1903. Les anciens verkhovistes, ceux que Gotsé Deltcheff a combattus avec toute son énergie, ont usurpé le nom de cette organisation si glorieuse et si pure au temps de Gotsé Deltcheff, et essayant de mettre pour eux-mêmes à profit l'aurore dont était entouré le célèbre révolutionnaire macédonien, ont essayé de s'affirmer comme les leaders du mouvement révolutionnaire macédonien, eux que Gotsé Deltcheff considérait si justement comme les pires ennemis du peuple macédonien. Ces individus, qui dirigent l'ORIM d'aujourd'hui, sont au service du gouvernement bulgare, et se sont mis récemment au service du fascisme italien aussi, duquel ils reçoivent des sommes importantes, ainsi que l'a tout dernièrement dévoilé la «Fédération Balkanique». Ces traîtres à la cause macédonienne ont toujours assassiné et continuent à assassiner les plus fidèles et dévoués amis et collaborateurs du fondateur de l'ORIM, dont cependant ils osent se réclamer; ils ont assassiné des milliers et des milliers de militants macédoiens qui continuaient l'oeuvre de Gotsé Deltcheff, dont cependant ils osent prétendre être eux-mêmes les continuateurs... Et pourtant, ils l'auraient tué sans broncher, s'il était aujourd'hui vivant.

Aujourd'hui, 25 ans après la mort de Gotsé Deltcheff, le peuple macédonien se débat dans un esclavage beaucoup plus féroce qu'au temps de l'absolutisme turc. C'est précisément cet esclavage que Gotsé Deltcheff craignait le plus pour son peuple et contre lequel il élevait l'étendard de l'autonomie de la Macédoine et de la Fédération Balkanique.

Cet étendard de Gotsé Deltcheff a été repris par l'ORIM Unifiée, la continuatrice des idées et de l'oeuvre révolutionnaire de l'inoubliable héros macédonien; c'est l'ORIM Unifiée qui continue la lutte contre les oppresseurs du peuple macédonien, qui sont aujourd'hui les impérialistes bulgares, serbes et grecs, ainsi que les anciens verkhovistes que combattait Gotsé Deltcheff et ceux qui aujourd'hui se sont mis au service de Belgrade et Athènes; c'est elle qui conduit le mouvement révolutionnaire macédonien, le peuple macédonien vers la liberté dans le cadre d'une Fédération Balkanique, comme le préconisait Gotsé Deltcheff.

Par cette lutte même pour l'indépendance de la Macédoine et la Fédération Balkanique, le peuple macédonien affirme tous les jours davantage combien grandiose a été la tâche que s'était posée Gotsé Deltcheff et combien il considère Gotsé Deltcheff comme son leader toujours vivant, conduisant les Macédoiens vers la liberté.

D. VI.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie:

Répression de plus en plus féroce — Huit condamnations à mort. — Les violences pseudo-légales et extra-légales continuent.

Huit condamnations à mort par contumace dans le procès dit «des émigrants agrariens» ou de l'attaque de Godetch!

Parmi les condamnés à mort figure M. Stoyanoff, ancien ministre de l'Intérieur du cabinet Stamboliisky.

En même temps, on saisissait plusieurs journaux pour avoir, à propos du tremblement de terre, critiqué les mesures de secours gouvernementales.

A Stanimaka, on arrêtait et rouait de coups deux jeunes gens, membres de la Jeunesse populaire, Stavroff et Zgrapoff.

A Sofia, on interdisait à l'Université des quêtes spontanées en faveur des sinistrés, sous prétexte que, seule, l'association fasciste «Christo Boteff» (qui a accaparé, on ne sait pourquoi, le nom du poète révolutionnaire) était qualifiée pour quêter.

Brutalités des policiers. — Le tribunal de Roussé vient de condamner à deux mois de prison le chef de la police de Dvé-Mogouli qui — illégalement et sans aucun mandat — avait arrêté des citoyens de la localité. L'accusé est, en outre, poursuivi pour d'autres exploits, policiers accomplis sans avoir reçu aucun ordre de ses chefs directs.

D'autre part, le policier N. Nikoltcheff vient d'être condamné à six mois de prison pour avoir battu sans motif le détenu Levitcharoff.

Ouvrira-t-on également une instruction contre les brutes qui, dans la prison de Plovdiv ont, récemment, frappé le détenu Kiro Pgeva, condamné à dix ans de réclusion parce qu'accusé d'avoir distribué des journaux légaux à ses co-détenus?

Des révélations terribles se trament à la prison de Plovdiv. — Nous avons récemment publié la lettre ouverte adressée par Todor Pavloff — professeur, actuellement détenu politique à la prison départementale de Plovdiv — au Comité central de l'Orim de Protogueroff, et par laquelle il dénonçait le crime tramé contre lui-même et Adamoff, son co-détenu, par le représentant local de l'ORIM, Ango Popoff.

Des révélations nouvelles sont faites par la presse. Une bande de terroristes, prisonniers de droit commun, organisée par le trésorier de la prison Iv. Kovatcheff, terrorise systématiquement les prisonniers, et menace de mort ceux qui s'opposent à la réalisation du criminel projet de l'ORIM.

Cette bande n'en est pas à son coup d'essai. C'est elle qui, en 1925, martyrisa et blessa plus de 10 prisonniers politiques. C'est elle qui, en 1925, tortura plus de 30 prisonniers dont deux femmes, — pour avoir fêté le 1er mai, et qui, en 1927, brima odieusement les prisonniers Kémentchédjieff et Kroum Béleff qui avaient adressé une pétition pour l'amnistie au Parlement bulgare.

Kovatcheff, le chef de cette bande — aujourd'hui dénoncé — ne peut plus contenir sa rage.

Il a d'abord tenté de se venger en faisant «bâtonner» un prisonnier qu'on soupçonnait d'avoir favorisé la sortie de la lettre de Pavloff. Par la corruption et la brutalité la plus révoltante il a essayé d'obtenir des aveux.

Il a obtenu que les prisonniers Ivanoff et Béleff fussent mis au cachot, et que toute rencontre soit défendue à Pavloff et à sa femme.

Un incident vient de nous donner une nouvelle preuve de l'attentat que se préparait contre le professeur Pavloff. Le prisonnier Paunoff qui avait reçu mission d'abattre le professeur est, à son tour, menacé par ses compères qui l'accusent de trahison.

Un groupe de citoyens de Plovdiv, indigné par les brutalités que subissent les détenus dans la prison de cette ville, a adressé un appel à la Ligue des Droits de l'Homme bulgare et demande une enquête parlementaire.

Nouveau procès politique. — Le rédacteur en chef du journal «Edinstvo», organe des Syndicats indépendants bulgares, est de nouveau poursuivi en vertu de la monstrueuse Loi de Défense de l'Etat, pour avoir publié un article intitulé «En avant» et l'Appel des Syndicats unitaires français en faveur des syndicats indépendants, persécutés par la police et les fascistes bulgares.

Pour de tels délits, la loi prévoit des peines allant jusqu'à dix ans de prison sévère et des amendes formidables!

Ajoutons pour souligner l'arbitraire de la «Loi de Défense» que les facilités d'interprétation laissées à la police sont telles que celle-ci peut à sa guise provoquer l'ouverture d'instructions nouvelles contre tous les journalistes indépendants qui ont le courage de traduire dans la presse leurs points de vue sur les problèmes sociaux ou politiques.

En plein arbitraire. — L'interprétation de la «Loi de Défense de l'Etat» permet tous les abus.

Sous le fallacieux prétexte que les membres de l'Association des écoliers anti-alcooliques n'étaient pas parfaitement soumis à la politique du Zgovor et qu'ils pouvaient faire de leur association une... ligue de conspirateurs, ils viennent de recevoir l'ordre de se dissoudre.

Le ministre de l'Instruction publique vient également d'ordonner la dissolution des associations espérantistes, sous prétexte que l'esperanto peut éveiller des sentiments internationalistes et éloigner les écoliers de l'étude de la langue nationale.

Pour l'amnistie. — Tous les partis politiques, à l'exception du «Zgovor», les organisations syndicales, humanitaires, culturelles, scientifiques, ainsi qu'un grand nombre de notabilités de la ville de Roussé, ont adressé un appel au gouvernement et à la presse, en faveur d'une amnistie générale des prisonniers et émigrés politiques.

360 citoyens et citoyennes de la ville de Belaslatina ont adressé au président du Conseil, au président de la Chambre et aux députés Petar Anastasoff et Gontcho Metchkarsky, une pétition par laquelle ils demandent que leur concitoyens: Tsola Nintcheva, Michail Nicoloff, Todor Petkoff, Ivan Rachevsky, Stoyan Tontcheff et Dim. Miteff soient amnistiés.

La famine. — Ce fléau continue à ravager plusieurs régions montagneuses du pays. Il est encore aggravé par la catastrophe sismique, qui a rendu très difficiles toutes les communications dans le pays et provoque une spéculation honteuse sur tous les vivres.

Le journal local, «Ardenska Douma» donne, dans son dernier numéro, les détails suivants sur la famine, dans les régions de Mastanli, et de Kirdjali.

Il y a quelques jours, on a trouvé, morts de faim, dans le village de Sarantch, les deux enfants d'une veuve.

Deux autres fillettes âgées de dix ans ont été arrêtées pour avoir essayé de voler de la farine dans un moulin.

Une grande partie de la population dans ces régions se nourrit de maïs mêlé d'herbe et de branches de maïs.

Le «Narod» du 21 avril, ajoute:

«Au village de Komarevo (arrondissement de Bela-Slatina) les villageois réunis dans un meeting, ont demandé des vivres pour les habitants et du fourrage pour le bétail, et des crédits. Ils demandent encore que soit combattue la spéculation et exigent la prorogation des impôts.»

Une requête a été adressée au président du Conseil.

Macédoine:

Le procès de Tatartcheff. — Nous avons souvent parlé des tortures subies au cours d'un emprisonnement préventif, odieusement prolongé, par le Dr. Tatartcheff et ses amis dans la prison de Resna. Jugés enfin, les accusés, coupables seulement d'être Macédoniens et de vouloir rester tels, ont été frappés avec une rigueur sauvage par le tribunal serbe à Monastir. Voici les condamnations: Dr. Tatartcheff, six années de travaux forcés; Christo Anguelkoff, six années de travaux forcés; Dimitri Gocheff, onze années de travaux forcés; Naoum Netzeff, onze années de travaux forcés; le P. Sofroni Andréeff, trois années de travaux forcés; le P. Nicolas Andréeff, trois années de travaux forcés; Christo Rizoff, trois années de travaux forcés; Ilija Lavdeff, une année de travaux forcés; Pavle Tzvetkoff, une année de travaux forcés; Christo Lazaroff, une année de travaux forcés; Kristo Anguelkoff, une année de travaux forcés; Ivan Pazoff, une année de travaux forcés.

Un chantage odieux. — L'odieuse comédie qui fut l'attentat de Salonique, les marchandages et les pressions que tentent — en jouant sur la tête des accusés — les gouvernements de Yougoslavie et d'Athènes, sont étalés maintenant au grand jour. Le «Tachydromos» dit être informé de source sûre que le gouvernement pense, malgré la décision de la commission de grâce du Ministère de la Justice, ajourner sine die l'exécution des comitadjis bulgares Nanoff et Coulelis. «Suivant ces informations, écrit ce journal, le gouvernement grec a pris cette décision, convaincu que cet acte facilitera le resserrement des liens amicaux entre les deux pays et dans l'espoir qu'il sera dûment apprécié par l'opinion publique bulgare. Dans le cas où la magnanimité de la Grèce serait mal interprétée, l'exécution des deux comitadjis serait ordonnée immédiatement.»

Il se passe de tous commentaires.

Roumanie:

Rébellions agraires. — Cent paysans du village de Rascaets (dép. de Dambovitsa), se sont insurgés parce qu'ils ont été trompés par les autorités chargées de l'application de la réforme agraire. Les gendarmes ont opéré des arrestations. («Adeverul» du 29 avril).

Une autre rébellion due à des causes analogues a eu lieu dans le village Dobrotechti, près de Bucarest. Cette fois, les gendarmes ont tué quatre paysans. Les paysans s'étaient opposés à être dépossédés des terres qu'ils avaient reçues. A noter qu'ils étaient tout-à-fait sans armes d'aucune sorte. Cela n'a pas empêché les gendarmes de commettre le quadruple assassinat. («Curvântul» du 1er mai).

Une troisième rébellion a eu lieu à Tancabechti (dép. de Buzau). Ici les paysans ont voulu tenir une réunion pour préparer leur participation à l'Assemblée de Alba-Julia. Le maire les y ayant empêchés, ils ont donné assaut au bâtiment de la mairie devant laquelle une lutte s'est engagée. («Indreptarea» du 3 mai).

Les fêtes de l'Union et l'amnistie en Bessarabie. A l'occasion des fêtes du dixième anniversaire de l'Union de la Bessarabie, le gouvernement a refusé, comme nous l'avons rapporté précédemment, l'amnistie pour les délits politiques commis pendant la révolution et l'union il y a dix ans dans cette province. Il avait promis de faire des actes de grâce en faveur des condamnés qui ont eu une conduite exemplaire dans les cachots pendant les dix années écoulées... On vient d'apprendre maintenant que ces actes

de grâce ont été accordés seulement pour des délits de droit commun. («Cuvantuk» du 28 avril.)

Contre les notations des anciens députés du Sfatul Tseri. — Plus de dix mille paysans de Bessarabie viennent de signer une pétition, qu'ils ont déposée entre les mains du président de l'organisation national-tsaraniste. Par cette pétition ils protestent contre la loi votée par le parlement sur la proposition du gouvernement et par laquelle les anciens députés du Sfatul Tseri qui ont voté l'«Union» seraient dotés de 25 ha. de terres chacun comme récompense nationale pour leur acte patriotique d'il y a dix ans. («Lupta» du 5 mai.)

«Dix années de vie économique du Banat.» — Sous ce titre, Timichora, il y a eu parmi les commerçants de cette province, annexée il y a dix ans. Dans la capitale de cette province, Timichora, il y a eu parmi les commerçants: en 1927 — 7 faillites, en 1926 — 10, et en 1927 — 32. En 1925, dans le département de Timich-Torontal, on a délivré pour la petite industrie 949 nouveaux brevets, en 1926 — 842, et en 1927 — 724. Par contre, on a renoncé en 1925 à 612 brevets, en 1926 à 654 et en 1927 à 768, de sorte que en 1925 le nombre des entreprises de la petite industrie s'est accru de 337, en 1926 de 188, et en 1927 il a diminué de 21.

La Roumanie, le pays le plus cher. — L'officieux libéral «Viitorul» du 7 mai constate que, tandis que la parité-or du lei est de 33, l'index du coût de la vie est de 54 vis-à-vis du niveau de 1916. Ceci indique un renchérissement de la vie vis-à-vis de 1916, de 80%. La Roumanie est donc devenue le pays le plus cher.

Les fêtes de l'«union» de la Bessarabie. — Les anciens députés du Sfatul Tseri, actuellement se trouvant dans le Parti National-Paysan, ont déclaré ne pouvoir participer aux fêtes officielles organisées par le gouvernement pour le dixième anniversaire du rapt de la malheureuse Bessarabie. La «Dreptatea», journal officiel du P.N.P., écrit textuellement à ce sujet: «Après l'union de tous les Roumains, union présidée par le Parti Paysan en Bessarabie et par le Parti National au-delà des Carpates, la Grande-Roumanie a été transformée en une prison. Depuis dix années vivent dans un régime de prison, l'Ancien Royaume, la Bessarabie, la Boukovicine, la Transylvanie, le Banat. Ceux qui ont quitté la prison des étrangers... pour entrer dans la prison des frères, en sont restés sans doute étonnés; et cet étonnement dure depuis dix années...»

Le gouvernement, à son tour, sans doute comme une manoeuvre politique, annonce qu'il va renoncer aux fêtes.

Yougoslavie:

Glavniatcha partout. — Un journal monténégrin a publié sur la prison de police à Podgoritzza, une des plus importantes localités du Monténégro, des détails lugubres. Les fenêtres des cellules sont depuis des années sans vitres; le plancher est de simple terre. Dans ces trous, par lesquels passent annuellement plus de 1000 détenus, on peut trouver des inscriptions datant de 1920, preuve que les murs n'ont pas été blanchis depuis huit années. Les cellules sont pleines d'ordures. Dans un coin, se trouve le «vase», qui n'est jamais nettoyé et qui répand une odeur infecte. Les puces, les punaises et les poux pullulent dans ces cellules. La nuit, les détenus sont attachés à des chaînes fixées en terre. En hiver, l'eau dans les cellules se transforme en glace.

Le sadisme des juges de Belgrade. — Le tribunal de Belgrade a augmenté toutes les peines prononcées il y a deux mois contre les jeunes communistes Samardjitch, Kerchovani, Fodorovitch, Mititch, Zdravkovitch, Nikolitch, Pappritch, Pétrovitch, Maroussitch, Madaritch, Staykitch, Stéphanovitch et Gouy.

Comment les brutes humaines de la Glavniatcha torturent et assassinent leurs victimes. — Au procès des communistes de Belgrade le nom de «Stanko» a été mentionné à maintes reprises. Il fut relaté que «Stanko» avait été battu, puis laissé gisant, baigné dans son sang. Dr. Koussovatz et Rado Vouyovitch écrivait de la «Glavniatcha»: «La police nous jettera tous dans le Danube, comme Stanko.» Otokar Kersovani déclara, devant le tribunal: «Stanko fut jeté dans le Danube, comme un paquet.»

«Stanko» était membre de l'organisation de Laibach du Parti Ouvrier Indépendant, et s'appelait Vlado Franjo Vultch. Il fut arrêté à Belgrade et jeté d'abord en prison. On avait trouvé chez lui des tracts anti-militaristes. Puis, les journaux publièrent qu'un certain Stanko avait été arrêté, battu, et assassiné par les gendarmes. Stanko-Vultch avait été atrocement, féroçement, bestialement torturé. On lui avait brisé les côtes, les jambes, pour le forcer à des «aveux» accusant ses camarades. Vultch résista héroïquement. Alors, la police garotta et jeta dans le Danube ce corps meurtri, couvert de blessures, qui persistait encore à vivre...

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS ÜBER DIE BALKAN-FÖDERATION

Kurt Kläber

Kurt Kläber wurde am 4. November 1897 geboren. Besuchte die Volksschule, zwei Jahre das Gymnasium, wurde dann Mechanikerlehrling. Er betätigte sich schon einige Jahre später als Journalist, reiste viel, besonders nach Österreich, Ungarn, Serbien. Kennt die Balkanwirren durch verschiedene Reisen als Reporter nach Nisch, Sofia, Bukarest sogar sehr genau. Gehörte während des Krieges zur Opposition. War Mitglied des Spartakusbundes und in dieser Zeit auch verschiedene Male auf dem Balkan. Trat im Jahre 1920 der K. P. D. bei. Bereiste Frankreich, Italien und die Vereinigten Staaten von Amerika. Drei Jahre Bergmann, Hochofenarbeiter, Leiter einer Arbeiterhochschule. Schriftsteller und Mitherausgeber der „Proletarischen Feuilletonskorrespondenz“; in dieser Eigenschaft auch mitverantwortlich für den Bund proletarisch-revolutionärer Schriftsteller. Verfasser von „Barrikaden an der Ruhr“, „Passagiere der III. Klasse“ usw.

Zur Lösung der Balkanfragen beizutragen ist nicht gerade einfach, besonders auf so beschränktem Raum. Ich

kann deswegen auch in keiner Weise ausführlich antworten, sondern nur andeuten, und auch das nur auf die Fragen, die mir vorgelegt wurden.

Zuerst und mehr allgemein. Ich habe bei jeder meiner Balkanreisen immer den Eindruck gehabt, daß es ohne weiteres, wenigstens bei den unteren Klassen — Arbeitern — Bauern — Kleinhändlern — schon heute eine Einheit — Balkan gibt, und daß jeder Streit: Die Mazedonien! Die Bulgarien! Die Serbien! usw. von gewissen nationalen Arbeiterschichten künstlich in die Völker hineingetragen wird.

Das Marktleben in Bukarest, in Nisch, in Saloniki, in Sofia ist ohne weiteres balkaninternational — das verstärkt sich noch mehr in den jugoslawischen, in den rumänischen, in den griechischen Hafenplätzen.

Die Vertreter der einzelnen Völker behandeln sich in diesem Handels- und Marktleben, in diesem primitiven Austauschverkehr, auch ohne weiteres als Gleichberechtigte — ja, sie kommen sich sogar im weitgehendsten Maße entgegen.

Das verstärkt sich noch, wenn man in kleine Fabriksbetriebe, Ansätze von Bergwerken, überhaupt in Ansammlungen von Arbeitnehmern hineinsieht. Wo sich Arbeiter auf dem Balkan gegenüberstehen, fühlen sie sich als etwas Zusammengehörendes, und wenn es ausschließlich nur auf den Arbeiter ankäme, wäre die Balkanföderation sicher schon vorhanden.

Auch während des Krieges fiel mir das auf. Bei der Ueberquerung der Donau bei Giurgiewo durch die Bulgaren und den nachfolgenden Massakers, spielte auf keinen Fall der Arbeiter oder der Bauer die Rolle des unversöhnlichen Bulgaren — es waren Offiziere, die gefangene Rumänen zusammenschossen, und was sich sonst noch an Bestialität und Grausamkeit ereignete, ist auch auf deren Schuldkonto zu buchen.

In der Nähe von Uesküb und Prilep war es ähnlich. Die bulgarischen Bauernsoldaten waren innerhalb der serbischen und mazedonischen Ansiedlungen sogar gern gesehen, tauschten Schnaps gegen Eier, hie und da auch Brudergrüße, und wenn es doch zu Ausschreitungen kam, so nur auf Befehl von oben. Es sollte einfach künstlich etwas Feindliches erhalten bleiben.

Natürlich liegt die Schuld auch auf Seiten der serbischen und rumänischen Befehlshaber. Das Verhetzen, das Anschwärzen wird gegenseitig betrieben. Es ist dieselbe Haß- und Panikerzeugung, die nach siebzig in Frankreich und heute in Deutschland gegen Frankreich erzeugt wird: Auf alle Fälle Revanche, auf alle Fälle ein neuer Krieg, auf alle Fälle Rache für die Demütigungen.

Serbische und bulgarische Bauern erzählen mir auch oft, wie solche Pogrome und Haßstimmungen erzeugt werden. Man schickt zu diesem Zweck direkte militärische Truppen an die Grenze, steckt sie in Bauernuniformen, macht Ueberfälle, Schießereien, die gemeinsten Morde, äschert danach Dörfer ein, zieht mehr Militär heran, treibt eine Haß- und Katastrophenpolitik, die tatsächlich jeden Tag zu einem Weltbrand erwachsen kann.

Trotzdem oder gerade deswegen bleiben die Bauern aber fest. Ja, schon daß sie, sobald die Truppen wieder abgezogen sind, sich gegenseitig unterstützen, aufhelfen, den freundlichen Grenzverkehr nie unterbinden, sondern sofort wieder aufnehmen, ist das beste Zeichen, daß sie diesen Terror ihrer Militär- und Geldkasten nicht einmal ernst nehmen — oder nicht mehr ernst nehmen. Ja es zeigt sich sogar, daß jedesmal nach solchen Vorstößen sich trotzdem die Serben, Bulgaren, Mazedonier, und Griechen nur noch stärker, als ein Begriff: arme Bauern, fühlen, und daß all das nur beiträgt, ihre gemeinsamen Verknüpfungen zu stärken und sie noch mehr aneinander zu binden.

Wie weit das geht, sieht man am besten an der Flucht politischer Gefangener oder an der Grenzüberschreitung politisch Verdächtigter. Die bulgarischen Bauern geben ihre Flüchtlinge an die serbischen, an die griechischen Bauern, so wie man etwas von einer Hand in die andere gibt, und mir ist kein Fall zu Ohren gekommen, daß sie bei den unteren Klassen des anderen Volkes nicht in den besten Händen gewesen wären.

Dasselbe kann ich nun von den Minderheiten auf dem Balkan behaupten, ob es nun Bessarabier waren oder ob es sich um Mazedonier handelte, hauptsächlich Mazedonier in der Nähe von Uesküb, um griechische Ansiedler, die man etwas grob zwischen die Mazedonier geworfen hat, um deutsche Minderheiten, um kroatische, der Arbeiter und Bauer hat nichts gegen sie, verkehrt auch auf das allerfreundschaftlichste mit ihnen, sucht Verständigungsmöglichkeiten, und wenn es doch zu Kämpfen zwischen meinetwegen serbischen und mazedonischen Bauern kommt, so nur, weil man sie verächtlich aufeinandergehetzt hat. In Bessarabien, wo man rumänischen Bauern Feld und Wiesen von bessarabischen Bauern verkaufte, behauptet man, die Bessarabischen wollten, trotzdem sie ihre Kaufgelder bekommen hätten, das Land nicht verlassen, und die Pogromstimmungen erzeugte man mit Hilfe von Schnaps und einem gemeinen spitzelwesen. Aber sobald der Bauer spürte, daß er wieder irgendeiner Verhetzung zum Opfer gefallen war, ließ die Pogromstimmung sofort nach, und die Bauern verständigten sich untereinander.

Am besten wird dies übrigens auch dadurch bewiesen, daß bei allen Kämpfen zwischen meinetwegen Mazedoniern und Serben, es nie zu einem Kampfe der mazedonischen Stoßtruppen und der in den Grenzgebieten wohnenden serbischen Bauern kommt — der Kampf ist immer nur ein Kampf zwi-

schen Mazedoniern und serbischem Militär — bei dem noch mitspricht, daß dieses bestimmt aus einem anderen Landstrich ausgehoben wurde, einem Landstrich, in dem man von dem wirklichen Mazedonier nichts weiß und ihn zu einem Buschklepper und Strauchritter macht.

Sollte man hier nun auch noch wirklich stattgefundene Feindseligkeiten zwischen bulgarischen, griechischen, kroatischen oder ungarischen Arbeitern anführen, so ließe sich sofort beweisen, daß es sich in solchen Fällen auch nur um künstlich hervorgerufene Feindschaften handelt, Feindschaften, die außerdem ziemlich klar andeuten, daß der Balkan-kapitalismus, wenigstens soweit es um Verdienstmöglichkeiten geht, auch keine Nationalitätenfragen kennt. Er bringt es zum Beispiel ohne weiteres fertig, in Serbien mit bulgarischen Arbeitern zu arbeiten, in Bulgarien mit eingeführten Griechen oder russischen Weißgardisten, in Ungarn mit Kroaten und Deutschen. Er läßt allerdings die fremden Arbeiter nur importieren, um sie gegen die eigenen auszuspielen zu können, und sobald die inländischen Arbeiter auf seine Löhne eingegangen sind, hetzt er die beiden Arbeitergruppen solange aufeinander, bis die ausländischen, meistens zerbeult und zerschlagen und um einige Erfahrungen reicher, wieder über die Grenze zurückgehen müssen.

Uebrigens ließe sich hier andeuten, daß auch die ehemalige Entente — sozusagen die Vater- und Mutterschaftsbehörde der heutigen Balkanstaaten — wenn es um Verdienst, Geld und Aktienpakete geht, auf Nationalitäten, Minoritäten usw. pfeift, ihre Stellung zu den einzelnen Regierungen, Garantiepakete, ohne weiteres von heute auf morgen auch wechselt, aufgibt. Bulgarien war einmal das am wenigsten begünstigte Land. Seitdem Griechenland einen Vertrag mit Rußland hat, wird Sofia wieder von England mit Anleihen überschüttet und begünstigt — ja man winkt ihm sogar mit einem Hafen. Jugoslawien, das sich gleichfalls der besonderen Gunst Englands erfreute, wird, seitdem es auch französisches Geld ins Land gelassen hat, gleichfalls fallen gelassen und an seine Stelle ist Albanien getreten, und Rumänien, in dem ein eigenes Kapital langsam anwächst, ein Kapital, daß das, was die englischen Oelgesellschaften augenblicklich schröpfen, am liebsten selber schröpfen möchte, wird mit Vergünstigungen und Unterstützungen Ungarns bedroht.

Bleibt zu sagen, daß es weder den heutigen Regierungen der Balkanstaaten, die sich unter der Herrschaft und der Bevormundung ihrer Kapitalisten und Großgrundbesitzer sehen, noch der Entente möglich sein wird, die Rivalitäten der einzelnen Länder und die Unterdrückungen der Minoritäten ein Ende zu bereiten; es wird ihnen auch in keiner Weise gelingen, zu einer Föderation oder zu einem Einheits-Balkan zu gelangen.

Möglich ist dies nur, wenn die von den Kapitalistengruppen gestellten und bezahlten nationalen und faschistischen Verbände, die heute die einzelnen Staaten terrorisieren und die Feindschaften auch nach außen künstlich aufrecht erhalten und noch verstärken, von den Arbeitern und Bauern aufgelöst und davongejagt werden — und an die Stelle der durch schlimmste Bluttaten und verbrecherische Landsknechtsbanden geschützte Könige und Minister, Sowjets und Volksvertretungen kommen.

Dann werden sich auch die Arbeiter- und Bauernschichten der einzelnen Länder, die nebenbei ungefähr 85% der Gesamtbevölkerung in Serbien, Bulgarien, Albanien, Rumänien und Griechenland ausmachen, sofort besinnen, daß der, der hinter den Grenzpfählen wohnt, eigentlich niemand weiter wie ihr Genosse, einfacher ihr Bruder oder Mitmensch ist. Einer sofortigen Föderation wird nicht weiter im Wege stehen als kleine, aber ziemlich schnell zu überwindende Schwierigkeiten.

Daß diese Föderation aber einmal kommen muß, darüber muß wohl wirklich nicht noch etwas besonderes gesagt werden. Alles bedingt es. Nicht nur der unbedingte Zugehörigkeitswille der Arbeiter und Bauern; auch die Donau, damit sie endlich die gemeinsame Nutz- und Schifffahrtsstraße wird; die Notwendigkeit des wirtschaftlichen Aufstieges; die anwachsende Technik; die Eigenheit des Balkans überhaupt; die teilweise Rassenzusammengehörigkeit.

Und es muß ja nicht einmal eine Föderation sein, die den einen oder anderen Staat in seiner nationalen und wirtschaftlichen Struktur und Geschlossenheit aufhebt oder vernichtet; sie kann so lose sein und so auf nationales Eigenleben abgestimmt, wie die Föderation der U. S. S. R.

Kurt Kläber

Sie verlangen meine Meinung über Mazedonien? Sie ist einfach. Es wird auf dem Balkan erst Friede sein, bis die mazedonische Frage gelöst sein wird.

Henri Guernut

Die ewig Verkauften

Die neue Verräterei des vom berühmten General Protogeroff geleiteten Mazedonischen Komitees hat eine große Sensation nicht nur auf dem Balkan, sondern in ganz Europa hervorgerufen.

Naum Tomalevski, der Vertreter dieses Komitees im Ausland, ein Mann, dessen Gewissen mit so vielen Verbrechen, die er gegen Menschen, die nicht die Ideen und die Taktik des Komitees teilten, verübt hat, beladen ist, hat vor kürzen von Mussolini zwei Millionen Lire erhalten, um Banden zu organisieren und in dem unter dem serbischen Joche ächzenden Teile Mazedoniens Attentate ausführen zu lassen.

Der bulgarische Gesandte in Belgrad, Herr Vakarel'ski, brachte die Sache zur Kenntnis seines Chefs, des Ministerpräsidenten Liaptscheff — für den Fall, daß dieser nichts davon wissen sollte — und fügte auch hinzu, daß eine mazedonische Delegation in der Gesandtschaft erschienen war, um ihm bekannt zu geben, daß die mazedonische Bevölkerung gegen die seitens der Protogeroff-Banden ausgeführten terroristischen Taten sei, deren Konsequenzen verhängnisvoll für diese Bevölkerung sind.

Welches ist aber das Ziel, das der Chef der Schwarzhemden verfolgt, indem er das Komitee der mazedonischen Abenteurer mit Geld versorgt?

Nachdem er seine Hand auf Albanien gelegt, will Mussolini auch seine Hegemonie auf Mazedonien ausbreiten, dessen Martyrium er ausnützen will. Er glaubt, sein Ziel erreichen zu können, indem er sich das als revolutionär verstellte faschistische mazedonische Komitee kauft. Dieses Komitee hat aber ganz offensichtlich seinen eigentlichen Charakter enthüllt, als es beim Staatsstreich, der die Bauernregierung in Bulgarien stürzte, höchst aktiv mithalf.

Dieses Komitee bemächtigte sich, wie man weiß, mit der materiellen und moralischen Hilfe des Sofioter Hofes, der Leitung der Inneren Revolutionären Mazedonischen Organisation, die von wirklichen Revolutionären, wie Grueff, Deltscheff, Toscheff usw. gegründet war. Die Gründer dieser Organisation erkannten die Lösung der mazedonischen Frage nicht in der Annektierung Mazedoniens durch Bulgarien, sondern in der Autonomie ihres Vaterlandes in dem Rahmen des Ottomanischen Kaiserreiches oder einer Balkan-Föderation.

Protogeroff und seine Helfershelfer, indem sie das Programm der Gründer der Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation verleugneten, haben sich einfach dem Karren des bulgarischen Imperialismus angespannt.

Als sie sahen, daß dieser zu vollständiger Unfähigkeit verurteilt ist, verkauften sie sich dem Imperialismus des faschistischen Italien.

Hunger in Bulgarien

Aus zahlreichen Gebieten Bulgariens, besonders den gebirgigen Gegenden, kommen uns erschreckende Nachrichten zu: furchtbar haust dort der Hunger. Die Bevölkerung leidet Hunger, das Vieh steht ohne Nahrung da. Beinahe ganz Nordwest- und West-Bulgarien sind das Opfer dieser fürchterlichen Plage. Das gebirgige Gebiet von Vratsa, die Gegenden Berkovitsa, Ferdinand (mit Ausnahme der Ogosta-Ebene), Belgradtschik, Kula, Trn, die Dörfer Tsaribrod, Bresnik, Iskretz, Samokoff, Orkhanie etc. sind vom Hunger heimgesucht. Die Bauern der Balkan-Gebirgskette ziehen bis zur Donauebene, um eine Handvoll Mais zu finden, um sich ernähren zu können.

Briefe aus verschiedenen Orten schildern die Lage als sehr ernst.

In einem an die Zeitung »Zora« adressierten Briefe steht, daß in dieser Stadt ungeheure Hungersnot herrscht: mehr als 400 Familien können nicht ihren Hunger stillen, 150 Familien zu je fünf bis sechs Personen haben nicht mehr als 1 oder 2 kg Maismehl per Tag als Nahrung. Hundert Familien legen sich seit einigen Tagen schon zu Bett, ohne das Geringste gegessen zu haben; zahlreiche Arbeiter irren ohne Arbeit umher und diejenigen, welche arbeiten, erhalten zwischen Frs. 1.80 und 55 Centimes per Tag, wobei der Preis für 1 Kilo Mais 30 Centimes beträgt!

Eine andere Nachricht aus einer der fruchtbarsten Gegenden Bulgariens und einem großen Exportzentrum für Lebensmittel, aus Tschervenbreg, beschreibt die Lage: 80% der Bevölkerung sind ohne Lebensmittel, während 200 bis

Hierüber darf niemand staunen, da ja diese ewig Verkauften sich niemals für das Schicksal des arbeitenden mazedonischen Volkes interessiert haben.

Diese Verbrecher wissen es sehr gut, daß sie durch Terrorakte niemals werden das militaristische, imperialistische und chauvinistische Serbien, dazu zwingen können, den Mazedoniern die Unabhängigkeit oder die Autonomie zu gewähren. Sie wissen es auch sehr gut, daß ihre Attentate der serbischen Reaktion den Vorwand bieten, alle bewußten und aktiven Mazedonier zu vernichten und ihr Serbisierungswerk mit noch mehr Wut zu verfolgen. Diesen blutdürstigen Abenteurern ist es auch sehr gut bekannt, daß das von Belgrad gefolterte Mazedonien nach ihren letzten Terrorakten eine wirkliche Hölle geworden ist.

Seinerzeit, unter dem türkischen Despotismus, wandten diese Abenteurer dieselben Methoden an. Sie konnten aber damals heuchlerischerweise die Entschuldigung vorschreiben, daß die Türkei ein Land war, wo die Raubmächte vertragmäßige Interventionsrechte besaßen. Eine solche Rechtfertigung, eine solche Entschuldigung für ihre Terrorakte in Serbisch-Mazedonien besteht heute nicht.

Warum denn nun diese Verräterei?

Einzig und allein, um dem Wunsche Mussolinis oder den Forderungen des Mussolinischen Imperialismus zu entsprechen, welcher ihnen Gelder auszahlt, und sie opfern dabei rücksichtslos das Volk, dessen Interessen sie zu verteidigen behaupten.

Mussolini kümmert sich wahrhaftig nicht um die Leiden der mazedonischen Bevölkerung. Die Rechte der ethnischen Minderheiten interessieren ihn weniger, als sein schmutziges schwarzes Hemd. Wir kennen endgültig seine Gefühle für die nationalen Minderheiten des Balkans. Mussolini braucht kriechende, dienstbereite Werkzeuge, um seinen Gegner Jugoslawien, zur Kapitulation zu zwingen.

Das Komitee Protogeroffs hat wissentlich diesen verbrecherischen, abscheulichen Dienst angenommen.

Die von diesen Banditen verübten Attentate können Unruhen und vielleicht auch den Krieg hervorrufen...

Die mazedonischen Abenteurer nehmen es frohgemut auf sich, den Brand auf dem Balkan zu legen und die Völker der Halbinsel in eine neue und schrecklichere Metzerei zu stürzen.

Und man bedenke, daß Mussolini die amerikanischen Bankiers anbettelt, ohne deren Geld er nicht leben, er nicht den Krieg organisieren kann.

Geschieht es denn zu diesem Zwecke, daß die Yankee-Geldleute den Abenteurerhäuptling unterstützen?

Die Redaktion

250 Waggons Cerealien in den Depots der Spekulanten aufgehäuft sind, welche dieselben von den Bauern zu äußerst niedrigen Preisen angekauft und diesen Augenblick abgewartet haben, um sie zu unerreichbar exorbitanten Preisen zu verkaufen. Der so grausam ausgebeuteten Bevölkerung, welche für Mais, Getreide, Roggen, Kleie, Heu, Stroh unerhörte und stets steigende Preise zahlen muß, hat sich große Panik bemächtigt. 1 Kilo Getreide kostet 9 bis 10, 1 Kilo Mais 7 bis 8 Levas.

Dies sind die Stimmen aller Gegenden Nordwest- und West-Bulgariens. Es gibt schon Fälle von Hungertod. Man meldet uns zwei Fälle aus dem Bezirk Trn, einen anderen aus dem Dorfe Banki, welches vor den Mauern der Hauptstadt, 15 Kilometer von Sofia entfernt liegt; zwei Kutso-walachen haben sich aus Verzweiflung, ihre Schafherde vor Hunger zugrunde gehen und sterben und sich selbst dem gleichen Schicksal preisgegeben zu sehen, vergiftet. Ueberall sind die Bauern gezwungen, ihr Vieh abzuschlachten und das Fleisch zu 2 bis 3 Levas per Kilo zu verkaufen! Drei-, vier-, fünfmal weniger als ein Kilo Getreide, weniger als ein Kilo Heu, welches 5 Leva kostet, weniger als ein Kilo Stroh, wofür man 3 bis 3½ Levas bezahlt! Jene, welche trotzdem ihr Vieh nicht abschlachten und das Fleisch zu so erbärmlichen Preisen verkaufen (!) wollen, sind gezwungen, die Tiere mit dem Lagerstroh der Ställe, dem Stroh von den Dächern der unbenutzten Scheunen zu füttern.

Diese Lage bot den Spekulanten aus Dorf und Stadt eine willkommene Gelegenheit, noch mehr Blut aus der Bevölkerung auszupressen. Nachdem die Kornwucherer den Futterpreis um das Zehnfache erhöht hatten, gingen die Geldverleiher an die Arbeit. Sie liehen Geld zu Wucherzinsen von 200 bis 300%, sie gaben einen Scheffel Mais und

zwangen den Unglücklichen, eine Tratte für drei Scheffel Getreide zu unterzeichnen.

Was sind die Ursachen dieser Not, welche einen immer schrecklicheren Umfang annimmt?

Die nun überraschten Regierungsblätter bemühen sich, den durch den Ernst der Lage hervorgerufenen Eindruck zu mildern, indem sie verlautbaren, daß nur in einigen Orten die Bevölkerung ohne Lebensmittel sei, und daß diese Krise im Uebrigen nur infolge des ein wenig verlängerten Winters ausgebrochen ist.

Das ist gewiß der Versuch, eine Klärung zu verhindern, das ist jedoch nicht eine Erklärung der wirklichen Gründe dieser Plage.

Vor allem ist es nicht wahr, daß der Hunger nur in einigen Orten Bulgariens herrscht. Wie wir oben festgestellt haben, häuſt er leider in allen nordwestlichen und westlichen Gegenden Bulgariens. Weiters hat es nur eines, um einige Wochen längeren Winters bedurft, um den bulgarischen Bauern den Schrecken des Hungers preiszugeben! Für den bulgarischen Bauern gibt es alle Jahre eine schwere, harte Zeit, jene zwischen April und der Ernte. Während dieser Monate sind die Bauern und besonders jene, welche keinen, oder nur unzureichenden Boden haben, gezwungen, sich an Kornwucherer und Geldverleiher zu wenden, ihr Getreide noch in Halmen zu spottschlechten Preisen zu verkaufen, um ihre Lebensnotwendigkeiten zu exorbitanten Preisen zu erstehen. Dieser Zustand wiederholt sich leider alle Jahre. Seit jedoch die zgovoristischen Spekulanten, Bankiers und Wucherercliquen sich der Herrschaft bemächtigt haben, verschlechterte sich die Lage fürchterlich. Das Elend der landlosen und bodenarmen Bauern war stets sehr groß, da in Bulgarien die primitive Landwirtschaft vorherrscht, Landwirtschaftliche Maschinen sind sehr selten, chemische Düngemittel nur wenig angewandt. Daher ergeben auch die kleinen Bodenparzellen der armen Bauern viel weniger Ertrag und verbrauchen sich jedes Jahr mehr und mehr. Das Vieh ist unterernährt und schwach. Unter der Agrarherrschaft Stambolisky's hoffte der bulgarische Bauer einen Augenblick, sich eines Tages doch eines besseren Lebens erfreuen zu können. Stambolisky hatte den Anfang gemacht, indem er ein Gesetz und Maßnahmen zugunsten der Bauern herausgab. Seit jedoch die Staatsstreichhelden vom 9. Juni sich der Herrschaft bemächtigt haben, beeilten sie sich, alle diese Gesetze, welche die arbeitenden Bauern bevorzugten, abzuschaffen, den Boden den Bauern »wegzunehmen« und ihn den Großgrundbesitzern, den Helfershelfern der zgovoristischen Clique zurückzugeben, die Bauern mit vernichtenden Steuern zu belegen, landwirtschaftliche Kredite einzustellen und der Arbeit der landwirtschaftlichen Genossenschaften Hindernisse jeder Art in den Weg zu legen, seine anderen Helfershelfer jedoch, die Banquiers und Kapitalisten so weit als möglich durch verschiedenartige Gesetze, Dekrete, Verwaltungsmaßnahmen etc. zum größten Schaden der Bauern zu unterstützen.

Von den Absichten seiner Politik geleitet, die wirtschaftliche Lage Bulgariens in den Augen des Auslandes als zufriedenstellend darzustellen, strengte sich die Regierung der Militärliga an, den Export Bulgariens zu erhöhen, um ein enormes Ausgabenbudget auszugleichen. Da jedoch Bulgarien ein ausschließlich agrarisches Land ist, wie wir es jedoch bereits oben erwähnten, mit primitiver bäuerlicher Wirtschaft, war sein von der zgovoristischen Clique erzwungener Export kaum ein Export von Produkten oder gar seiner überschüssigen landwirtschaftlichen Produkte, vielmehr jedoch ein Export seiner landwirtschaftlichen, für das Land selbst nötigen Produkte, welche die Bevölkerung selbst brauchte. Was daher mehr exportiert wurde, geschah zum größten Schaden der eigenen Ernährung der Bevölkerung. Die zgovoristische Clique brüstete sich, im vergangenen Jahre den Export des Landes vergrößert und somit die Handelsbilanz aktiv gestaltet zu haben. Aber wie wurde diese dem Anscheine nach so prunkvolle »aktive Handelsbilanz« gewonnen? Ganz einfach durch den Export, der für die arbeitende Landbevölkerung allernotwendigsten Rohstoffe. So wurden im Jahre 1926 49.000 Waggons Lebens-

mittel, im Jahre 1927 70.000 Waggons exportiert, obwohl der Maisertrag, welcher die Hauptnahrung des größten Teiles der Bevölkerung Bulgariens ausmacht, im Jahre 1927 um 2.100.000 Zentner geringer war, als 1926. So war es auch bei dem Vieh-, dem Geflügel- und Eierexport usw. Allein beim Schlachtvieh wurden im Jahre 1927 100% mehr als 1926 ausgeführt (57.926 Köpfe im Jahre 1927 gegen 29.672 im Jahre 1926). Die Produzenten hatten dem Exporteur alles verkauft, was sie für ihren eigenen Unterhalt, für ihre eigene Landwirtschaft benötigten; sie verkauften ihr Vieh, ihr Geflügel, ihre landwirtschaftlichen Produkte, ihre Erzeugnisse aus Haus und Hof, die sie selbst benötigten.

Sie verkauften all dies, weil sie dazu gezwungen waren. Sie waren dazu gezwungen, weil sie die zgovoristische Clique, die zügel- und skrupellosen Ausbeuter der arbeitenden Bevölkerung mit vernichtenden Steuern, Lasten und Bürden aller Art belegte und weil die Steuereinnahmer ihre Rundgänge immer in Begleitung von Gendarmen vornehmen. So mußte der arme Bauer alles verkaufen, um die Kassa der Geier der Militärliga zu füllen, um so die Banden der Militärliga, welche sie erwürgen, zu bezahlen, um davon die Administration, welche sie zugrunde richtet, zu bestreiten, um die Polizei, welche sie schlägt, mißhandelt und ins Gefängnis wirft, zu erhalten, um davon die Armee, welche im Dienste der zgovoristischen Imperialisten nur auf die Gelegenheit wartet, aus der bulgarischen Bevölkerung von neuem Kanonenfutter zu machen, zu bezahlen. Der arme bulgarische Bauer mußte seine eigene Nahrung, das Futter für sein Vieh und das Vieh selbst verkaufen, bei Wucherern Schulden aufnehmen, damit die Militärliga alte Schulden, Reparationen zahle, um für einige Zeit noch das Regime seiner Diktatur zu stützen und zu festigen, welches so schwer auf der bulgarischen Bevölkerung und in erster Linie natürlich auf den Bauern und Arbeitern lastet.

So hat die Militärliga, welche durch ihr Regime den Bauern gezwungen hat alles zu verkaufen, wobei die Exportgesellschaften sich beeilten alles das, was der Bauer ihnen anbot, das heißt seine Lebensmittel und sein Vieh, die er selber benötigte, bei Zwangsverkäufen zu Spottpreisen aufzukaufen, den Export Bulgariens »gesteigert« und die Handelsbilanz »aktiv« gestaltet.

Mit demselben Schlag ist der Bauer von allem entblößt zurückgeblieben, seine Scheunen, welche so viel als möglich aufheben sollten was er und sein Vieh für das ganze Jahr brauchten, leerten sich mit einem Schlage; sein Vieh, sein Geflügel, die Erzeugnisse seines Hofes, welche ihm seine Existenz, die Erhaltung seiner Wirtschaft sichern sollte, würden ganz und gar zu Markt getragen. So blieb er, da der Winter ein einige Wochen länger anhielt, aller Mittel grausam entblößt. In beinahe der Hälfte des bedeutenden Agrarlandes Bulgariens, brach infolge der Politik der zgovoristischen, faschistischen Regierung, dieser zügellosen Ausbeutungs-, Raub- und Schreckenspolitik der Hunger aus.

Dieser Zustand ist daher kein zufälliger. Er ist die logische Folge des bestehenden Regierungssystems in Bulgarien. Er wird solange dauern, als das Regime dauern wird, als die Ausbeuter des bulgarischen Volkes imstande sein werden, ihr düsteres Handwerk weiter zu führen.

Nur eine Politik, welche die Interessen der arbeitenden Bevölkerung im Auge hat, sie aus den Krallen der Wucherer und Spekulanten befreit, indem sie die vernichtenden Steuern von ihnen abwälzt und die besitzenden Klassen damit belegt, den armen Bauern Kredite gewährt, nur eine Politik der Freiheit, der wahrhaften Verteidigung der Interessen des arbeitenden Volkes, wird imstande sein, diesem Zustande abzuwehren, welcher von einem Tag zum anderen die fürchterlichsten Folgen für das bulgarische Volk haben kann.

Aber eine solche Politik ist gerade das Gegenteil von dem, was die Regierungen der Militärliga des Weißen Terrors, wünschen. Die erste Bedingung zur Gesundung des Landes und die Wiederkehr solcher Wirrnisse zu verhindern, ist daher der Sturz der Militärliga, der Sturz jeder Regierung, welche, wie die jetzige, ein Ausbeutungs- und Unterdrückungssystem vertritt und durchsetzt.

D. Vlakhoff

Die Regierung sucht Mohre in Kroatien

Wie der Ertrinkende sich an einen Strohalm klammert, so suchen die Belgrader Hegemonisten, denen der Boden unter den Füßen brennt, Verbündete, die ihnen helfen sollen, sich am Ruder zu erhalten und die Ausbeutung der Völker im SHS-Staate fortsetzen zu können.

Das ganze System der Hegemonisten war auf die

Bevorzugung der hegemonistischen Cliquen aufgebaut, und würde durch den Tribut, den die unterdrückten Völker Jugoslawiens dem unersättlichen großserbischen Moloch, schon das zehnte Jahr leisten müssen, erhalten. Die Machthaber haben nach den ersten Erfolgen geglaubt, daß dieses Eldorado ewig dauern würde und haben sich nicht den Kopf

zerbrochen, wie lange dies die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der ausgebeuteten Völker noch aushalten wird. Jetzt, da der Zusammenbruch klar ist, da in den meisten Gebieten diesseits der Save und Drina der Hunger wütet, da aus den einzelnen Bezirken tausende junge Burschen ins Ausland ausgewandert sind, da der Steuersadismus nicht mehr erhöht werden kann und die Staatseinnahmen nicht mehr alle Bedürfnisse dieser Bande von Ausbeutern zu decken vermögen, weil sie alles besteuert haben, was noch zu besteuern war — suchten sie die zukünftigen Generationen zu belasten und strebten eine Anleihe im Ausland an. Die Hyänen des internationalen Kapitals griffen ein, und erklärten sich bereit den Belgrader Machthabern eine Anleihe gewähren zu wollen — aber unter Bedingungen, über die selbst diese Schieber nicht gerne offen sprechen wollen.

Von dieser Anleihe hängt vieles ab; in erster Linie die Regierung Vukičević-Davidović.

Die internationalen Kapitalisten legen nicht gern ihr Kapital in einem Lande an, in welchem weder Kapital noch Profit sicher ist, mag dieses Land auch ein Ueberangebot an Gewinn versprechen. Bankrotteure pflegen nämlich alles zu versprechen. So auch die Belgrader Schieber. Sie befinden sich in einer ähnlichen Lage und versprachen Rothschild & Comp. Erde und Himmel, verpfändeten Monopole und Zölle, Eisenbahnen und Wälder, kurz alles, was auf dem internationalen Markte irgendeinen Wert hat. Trotz allem waren die Geldgeber nicht damit zufrieden, sondern stellten die Bedingung, daß die kroatischen Erwerbskreise die Grundlagen der Anleihe gutheißen und die Gebiete diesseits der Save und Drina in der Regierung vertreten sein müßten.

Nun erst erinnerten sich die Belgrader Hegemonisten an Kroatien und wollten um jeden Preis, wenigstens im zehnten Jahre der »Vereinigung und Befreiung«, vor der Außenwelt irgendwie den Staatsstiel rechtfertigen, weil bisher niemand wußte, warum dieser Staat auch das »Königreich der Kroaten« heißt. Zehn Jahre hindurch haben die Machthaber systematisch alle Erwerbsquellen unterbunden, alle Institutionen weggenommen, reduziert oder vernachlässigt — das Volk mit Kolben geschlagen, eingesperrt, verfolgt und unterdrückt. Es gab auch Zeiten, in denen einige kroatische Parteien an der Regierung teilnahmen, aber den Regierenden und diesen Parteien selbst war es klar, daß sie nur Figuren auf den Ministerbänken waren, die in der Regierung nichts zu bedeuten und niemanden hinter sich haben. Alle kroatischen Politiker, die an der Regierung teilgenommen oder mit ihr gearbeitet haben, sind in Vergessenheit geraten und das kroatische Volk übergibt sie in seinem Kampfe um seine eigenen Rechte. Das kroatische Volk fühlte instinktiv, daß es selbst und seine Interessen im heutigen System von diesen Leuten nicht vertreten werden können. Sie dienen unbedingt — einige unbewußt — den Interessen der Machthaber und helfen die unerwünschten Herren zu erhalten. Deswegen nahm das kroatische Volk konstant eine negative Stellung gegen die Politiker ein, welche dem Belgrader Zentralismus zugetan waren und sah in ihnen dessen Knechte und Lakaien.

Die größten Parteien der Serben und Kroaten in den Ländern diesseits der Save und Drina, stehen im unversöhnlichsten Kampfe gegen die heutigen Vertreter dieses Systems. Sie lehnen jede Mitarbeit mit dieser Regierung ab, weil sie, wie es auch ihre 26 Vorgängerinnen waren, nur eine reine Vertreterin des großserbischen Hegemonismus ist. In ihrem Wesen ist sie eine unmoralische Ausbeuterbande, der nur ein einziges Ziel vor Augen schwebt: sich selbst und ihre Anhänger auf Kosten der unterdrückten Völker Jugoslawiens zu bereichern. In unzähligen Reden und Dringlichkeitsanträgen hat die bauerliche Demokratie in der Nationalversammlung eine Menge von Tatsachen und Beweisen, mit denen sie Verbrechen, Verfassungs- und Gesetzesverletzungen, dolose Hintanhaltung der Rechte des Einzelnen aufzeigte, vorgebracht. Ueber alle diese Beschuldigungen ging die Regierung stillschweigend hinweg, und wären dieselben auch äußerlich nicht berücksichtigt worden, wenn nicht die Frage der Auslandsanleihe akut geworden wäre. Nur wegen der Effektuierung dieser Anleihe haben die Regierungskreise begonnen, wenigstens pro forma den Wünschen der »Preischaniak« (der Länder jenseits der Save) Rechnung zu tragen; aber nicht, um das geschehene Unrecht und die zugefügte Unbill gut zu machen, sondern um irgendeine Partei zu bilden, die vor der Außenwelt die Kroaten repräsentieren und die Regierung unterstützen sollte.

Deswegen hat die Regierung einige schon längst poli-

tisch begrabene Politiker ausgegraben und berief sie eine öffentliche Versammlung der Erwerbskreise ein, damit diese Erwerbskreise den sechs königlichen Ministern, die nach zehn Jahren zum ersten Mal in so großer Zahl nach Zagreb (Agram) kamen, ihre Wünsche vortragen, welche mit väterlicher Sorgfalt entgegengenommen werden sollten.

Auf dieser öffentlichen Versammlung der wirtschaftlichen Kreise — vorwiegend Industrie und Handel — hörten die sechs Minister eine Menge von Fachvorträgen über die Unbotmäßigkeiten und Verbrechen, die diese Regierung und dieses System an dem kroatischen Volk und an der kroatischen Wirtschaft begangen haben. Alle Referenten auf diesem Kongreß der Erwerbskreise stimmten in dem Grundgedanken überein, daß die kroatischen wirtschaftlichen Faktoren kein Vertrauen zu dieser Regierung haben, noch weniger in deren guten Willen, gerecht und nützlich den Ertrag der eventuellen Auslandsanleihe zu gebrauchen. Die Angst, daß die bisherige Ausbeutung und wirtschaftliche Vernichtung der unterdrückten Völker im SHS-Staate fortgesetzt werden könnte, klang offen aus allen Vorträgen. Als die Redner die Tatsachen dieses schrecklichen Zustandes erörterten und dafür Beweise anführten, brach unter den Anwesenden ein Sturm der Entrüstung los. Wut bemächtigte sich aller Versammlungsteilnehmer und energische Proteste liefen von allen Seiten ein. Die Versammlung schloß in allgemeiner Unordnung, ohne daß die Minister versucht hatten, ihren Standpunkt klarzulegen, abgesehen von dem Versuch des Finanzministers, sich in dem beispiellosem Tumult Gehör zu verschaffen und seine Finanzpolitik zu rechtfertigen. Der Versuch der Regierung, die Erwerbskreise an sich zu ziehen und so eine Grundlage zu politischer Mitarbeit zu schaffen, ist kläglich gescheitert. Die Forderungen der wirtschaftlichen Faktoren gingen tatsächlich weiter, als die politischen Forderungen der bauerlichen Demokratie (Radio-Prbicevic). Die ersteren erklärten, daß sie der Versprechen satt sind, und Taten und Garantien verlangen.

Der Präsident des Industriellenverbandes erklärte vor den anwesenden Ministern, daß der Zentralismus auch deswegen verfehlt sei, weil man in Belgrad bei den zentralen Behörden kein Rechtsgeschäft und keinen Akt ohne Bestechung erledigen kann.

Wir haben öfter das korrupte System des Zentralismus aufgezeigt, und unsere Wahrnehmungen bestätigt jetzt auch ein Mann, dem man keinesfalls subversive oder revolutionäre Bestrebungen vorwerfen kann.

Ähnlich unglücklich endete auch die unternommene Aktion, die begrabenen Politiker auszugraben, um sie in einigen kleineren Gruppen zu sammeln, welche gegenüber der Regierung eine freundliche Haltung eingenommen und angeblich das kroatische Volk vertreten hätten.

Die Reisen des Führers der kroatischen Föderalisten, Dr. Trumbić, seine Zusammenkunft mit Marinković in Genf, verschiedene Besprechungen in London, deuteten alle darauf hin, daß man eine Basis des Einverständnisses zwischen der serbischen und kroatischen Kleinbourgeoisie sucht. Diesen gesellte sich auch der einstige Führer der bosnischen Kroaten, Dr. Josef Sunarić zu, der nach der Besprechung mit Ministerpräsidenten Vukičević und Audienz bei König Alexander versucht hat, die politischen Leichen aus der Vorkriegszeit um sich zu sammeln, die sich den revolutionären Strömungen des kroatischen Volkes widersetzt und die reaktionäre Politik der Regierungskoalition unterstützt hatten.

Aus allen Ecken krochen die Aasgeier, in der Hoffnung, der Moment sei gekommen, wo sie, wie vor langer Zeit, im Namen des Volkes schalten und walten, ihm auf dem Rücken sitzen und sich gewissenlos bereichern könnten. Ihr persönlicher Nutzen war doch immer das Alpha und das Omega ihrer politischen Tätigkeit!

Aber es war schon zu spät! Der Geist der Revolution und des Widerstandes hat schon so weit die werktätigen Massen ergriffen, daß sie nicht gewillt sind, Sklaven und Zugvieh zu sein, so daß auch erwerbende wirtschaftliche Kreise es abgelehnt haben, mit den Totengräbern des Wohlstandes und der Freiheit mitzuarbeiten. Die ausgegrabenen Politiker kehrten einer nach dem anderen in ihre dumpfen Schlupfwinkel zurück, vertrieben durch den starken Hauch der neuen Zeit, welche strebt, Menschen neben dem Menschen und nicht Sklaven unter den Herren gelten zu lassen.

Tomislav Stanić

Die parlamentarische Diktatur der griechischen Republik

Der Kampf der gemäßigt monarchistischen Metaxisten und ihrer venizelistischen konservativen und »liberalen« Bundesgenossen um die Konsolidierung des Machtapparates ist noch nicht zu Ende. Die Anträge des Abgeordneten Bakopulos mußten zwar selbst vom Justizminister Turkowassilis zurückgewiesen werden, aber er wußte sich schließlich Rat. Universitätsprofessor Heliopulos lieferte den verlangten Entwurf, der zwar dem Wortlaut der »Charte« in höherem Maße Rechnung trug, das Schutzgesetz aber noch verschlimmerte, so daß die breitesten Schichten der Bevölkerung zum Abwehrkampf gezwungen wurden. Nur die hereingebrochene Elementarkatastrophe vermochte die im Fluß begriffene Abwehraktion zu vertagen. Der Herr Professor begnügt sich nicht mit der Verfolgung der mündlichen und schriftlichen Agitation, gegen die vier Grundpfeiler des Staates, die sozialen, politischen, religiösen und ehrethlichen Bestimmungen. Auch durch die Aufführung von Filmen kann man mit wenigstens sechs Monaten Gefängnis bestraft werden.

Wer zu Haß oder Feindseligkeit gegen Gesellschaftsklassen aufzureizen versucht, verfällt dem Gesetz. Wäre die Justiz nicht in den Händen eines so erprobten Metaxisten, wie es Turkowassilis ist, könnte man zwei Drittel der griechischen Großkapitalisten ins Gefängnis werfen, weil sie durch ihre Verletzung des Washingtoner Abkommens durch überlange Arbeitszeit, Lohnkürzung und Abbau aufreizen und Feindseligkeit züchten — gegen ihre eigene Gesellschaftsklasse, aber so ist das Gesetz ja gar nicht gemeint. Die Ursachen der Aufreizung werden nicht untersucht, bloß die Wirkung wird beurteilt und das Strafausmaß der Deportationen (nun Polizeiaufsicht genannt) wird bis auf fünf Jahre erstreckt. Gefängnishaft und administrative Deportation wird nicht nur auf die Verfassung revolutionärer Schriften, sondern auch auf Herausgabe und Kolportage erstreckt. Selbst handschriftliche Mitteilungen, also in der Praxis Manuskripte, die noch gar nicht zum Druck befördert wurden, können mit halbjährigem Gefängnis und mehrjähriger Deportation geahndet werden.

Besonders krass wirkt die Tatsache, daß man das Kommunisten-Gesetz dazu verwenden will, alle Gewerkschaften oder andere Organisationen, die offen oder geheim Anschauungen verbreiten, die auf den gewaltsamen Umsturz hinzielen oder den Haß gegen Gesellschaftsklassen predigen, aufzulösen. Es gibt keine einzige Gewerkschaft, die auf Grund dieser Bestimmungen nicht aufgelöst werden könnte. Die Zugehörigkeit eines Staatsbeamten zu so einer Gewerkschaft kann mit endgültiger Entlassung geahndet werden. Es ist kein Wunder, wenn die konservativsten Kreise sich zu wehren beginnen. Im Staatsbeamtenverband, in dem neben fortgeschrittenen Elementen Leute sitzen, die rechts von den Metaxisten stehen, wurde ein geharnischter Protest gegen die Regierung beschlossen. Mit Recht hob das Exekutivkomitee der Staatsbeamten hervor, daß jede Bewegung der Beamten durch die Annahme dieses Entwurfes unterdrückt werden könnte.

Der Aufruf der Staatsbeamtenverbände Griechenlands spricht von der Verteidigung der Gedanken- und Gewissensfreiheit. Die Lebensmittelarbeiter, die Tabakarbeiter, protestieren und selbst die C. G. T., welche keineswegs eine revolutionäre Instanz darstellt, wendet sich an die angeschlossenen Verbände und Mitglieder und fordert die Nichtannahme des Entwurfes. Von einem kombinierten Angriff des

Staates und der Kapitalisten wird in dem Aufrufe gesprochen. Maßnahmen werden vorbereitet die Abwehr zu organisieren. Es sind keine linken Elemente die so sprechen. Sie sind Gegner des Arbeiter- und Bauernblocks, die aber unter dem Drucke der Ereignisse keine andere Wahl haben, als die Provokation der parlamentarischen Diktatur zurückzuweisen. Während das Gesetz noch beraten wird, eilt die Praxis der Theorie voraus. Die Verschickungen haben nicht aufgehört und das Nationalunglück des Erdbebens wird zum Anlaß genommen, die werktätigen Massen vollends wehrlos zu machen. Mögen sämtliche Arbeiterverbände in seltener Einmütigkeit protestieren, mögen intellektuelle Kräfte, die der Arbeiterbewegung gar nicht nahe stehen, wie die Advokaten, sich gegen Ungeheuerlichkeiten des Gesetzes wehren, die Regierung hält an ihrem Vorhaben fest, sie will die Autokratie der besitzenden Oberschichte über die werktätigen Massen sicherstellen, um unter parlamentarischem Gewande die antidemokratische Oligarchenherrschaft zu verbergen.

Der Ausschluß der zehn Abgeordneten des Arbeiter- und Bauernblocks war der Beginn, das Antistreibgesetz war die Fortsetzung dieser Taktik und das sogenannte »Kommunistengesetz«, welches in Wahrheit ein Antigewerkschaftsgesetz ist, soll das Beginnen krönen.

Pangalos ist von seinen Gegnern überboten worden. Die Versuche des gewalttätigen Bonapartismus werden von der blauen Republik erfüllt. Die Hörigkeit Griechenlands, die antinationale Außenpolitik im Dienste des anglo-italienischen Imperialismus findet ihre innerpolitische Auswirkung.

1875 wurde das erste Arbeiterblatt auf griechischem Boden gegründet. Die Arbeiter haben damals die Grundlage für eine Bewegung gelegt, welche jetzt im Zeichen der parlamentarischen Regierungsdiktatur zertreten werden soll. Fürchten die herrschenden Plutokraten nicht, daß ihnen eines Tages die Worte entgegendröhnen werden, welche die Vorkämpfer der griechischen Arbeiterbewegung 1875 geschrieben haben. »Schließt die Bücher der Vergangenheit! Die Abwehraktion der Werktätigen wird die Pangalosmethoden der Zentrumskoalition zu nichte machen und die Verfassung erst zur Wahrheit machen, welche heute nur auf dem Papier steht. Aber es wird eine »Charte« ganz anderer Art sein als jene, die von Venizelisten und Antivenizelisten als parlamentarisches Schachergeschäft zu Stande kam.

Es wird eine Charte des griechischen Volkes sein, diktiert von den Bedürfnissen der werktätigen Massen der verzweifelt Bauern, der unterdrückten Arbeitermassen und der verletzten Handwerker. Der Kampf um die soziale Befreiung ist ein wahrhaft nationaler Kampf, denn er wendet sich gegen die imperialistische Vorherrschaft über das griechische Volk. Mag Michalakopulos seine Vergangenheit liquidieren haben und aus einem Vertreter der Föderationsidee ein Lakai Italiens geworden sein, die Massen Griechenlands werden im Kampfe gegen das Regime ihrer Ausbeuter die Worte wahr machen, die das erste Arbeiterblatt, »Ergatis«, 1875, niederschrieb.

Die Föderation der befreiten Balkanvölker wird und muß zustande kommen. Wie eine ferne Mahnung tönt das Wort der Vorkämpfer der griechischen Arbeiterbewegung: »Schließt die Bücher der Vergangenheit!«

Melingos

Die „freiwillige Auswanderung“ der Balkanvölker

Das Flüchtlingselend

Die »freiwillige Auswanderung« auf dem Balkan datiert seit einigen Jahrzehnten. Infolge der Tyranneherrschaft der Sultane und Paschas war ein Großteil der mazedonischen Bevölkerung gezwungen, ihren Herd zu verlassen und »freiwillig« auszuwandern. Dieser Prozeß nahm allemal an Umfang zu, sobald die Verfolgungen in dem europäischen Teil der Türkei schärfer wurden. So war es nach dem Jahre 1903, nach 1910, nach 1912 und 1913.

Diese »freiwillige Auswanderung« nahm jedoch nach dem Weltkriege eine »legale« Form an. Die Ententemächte, welche einerseits das Recht der Völker sich selbst zu regieren, proklamierten, ließen andererseits, in besonderen zwischen den Balkanstaaten abgeschlossenen Verträgen Klauseln für die Einwanderung für ethnische Einheiten eines Landes in das andere aufnehmen, wobei sie glaubten, durch diesen

»Austausch« ganzer Bevölkerungsgruppen die Nationalitätenfrage zu lösen. Ein solcher Vertrag wurde Ende November 1919, gleich nach Neuilly, zwischen Bulgarien und Griechenland abgeschlossen. Dieser Vertrag wurde »Abmachung über die Auswanderungsfreiheit der nationalen Minderheiten« benannt. Später, Ende 1922, nach der in Kleinasien erhaltenen Schlappke-Konstantins, wurde auf der Lausanner Konferenz zwischen der Türkei und Griechenland ein Vertrag mit denselben Abmachungen unterzeichnet.

Nach diesen beiden Verträgen entstand auf dem Balkan eine wahre Völkerwanderung. Die Bulgaren und Türken aus Mazedonien unter griechischem Joch, wurden durch grausamste Verfolgungen gezwungen, »freiwillig« auszuwandern. Mehr als 300.000 Türken aus Thrazien und mehr als 300.000 Bulgaren aus Mazedonien und Thrazien wurden von ihren Heimstätten vertrieben. Doch auch die Griechen aus

Anatolien und Ostthrazien wurden gezwungen »freiwillig« auszuwandern.

Diese »freiwilligen Auswanderer« verließen ihren Herd, indem sie beinahe alles verlassen mußten: Boden, Häuser, Möbel, Vieh, Werkzeuge, Hausgeräte, Ernte. Sie kamen in ihrer »neuen Heimat« beinahe vollständig aller lebensnotwendigsten Mittel entblößt an.

Diese, heute mit Fug und Recht »Flüchtlinge« genannten Unglücklichen führen nun in ihrer »neuen Heimat« ein Leben voll Elend und Entbehrungen. Sie leiden unter Hunger, Kälte und Krankheiten. Die Sterblichkeit ist unter ihnen zwanzig- bis vierzigmal größer als unter der heimischen Bevölkerung des Landes, in welchem sie sich befinden. Die beiderseitigen Regierungen, deren Politik diese Opfer verursacht haben, machten am Ende so, als ob sie sich dieser Unglücklichen annehmen wollten. Sie wendeten sich an den Völkerbund um eine Anleihe aufzunehmen. Zuerst tat dies Griechenland; dann Bulgarien. Die griechische Regierung schloß zu äußerst schweren Bedingungen eine Anleihe von zwölf Millionen Pfund Sterling ab, und die Flüchtlinge wurden bis zu einem gewissen Grade in Mazedonien und Westthrazien angesiedelt. Die türkische Regierung, da sie nicht Mitglied des Völkerbundes ist, konnte eine solche Anleihe nicht abschliessen und versuchte daher mit eigenen Mitteln schlecht und recht die türkischen Flüchtlinge unterzubringen.

Die bulgarische Regierung jedoch, hat beinahe nichts gemacht, um das Los der Opfer ihrer Politik und jener der anderen imperialistischen und chauvinistischen Balkanregierungen zu erleichtern. Nur während der Agrarregierung Stambolijsky's wurde eine Summe von 150 Millionen Lewas zur Unterbringung der bulgarischen Flüchtlinge freigegeben, eine übrigens ganz und gar unzureichende Summe. Die Regierung Tsankoff gab jedoch im Laufe der zweieinhalb Jahre ihrer Regierungsdauer im ganzen nicht mehr als 20 Millionen Lewas, das ist ein per Mille seines Jahresbudgets, für die Flüchtlinge aus. Nachdem Liaptscheff an die Macht kam, machte er nichts bis zu dem Abschluß einer sogenannten »Flüchtlingsanleihe«, die er zu so drückenden Bedingungen abschloß, daß der sozialistische Abgeordnete Yanuloff sie in einer kürzlich gehaltenen Rede als Skandal bezeichnete, der in der ganzen Finanz- und Anleihegeschichte seinesgleichen nicht hätte.

Rufen wir uns hier einige der Bedingungen dieser »Flüchtlingsanleihe« in das Gedächtnis.

Die ganze Anleihesumme beträgt 2.246.000.000 Lewas, und die bulgarische Regierung erhielt davon bis zum vergangenen April nicht mehr als 245.000.000 Lewas. Wenn man davon die zur Bezahlung der verschiedenen Staatsverpflichtungen und alten Schulden nötigen Summen von ungefähr 800 Millionen Lewas abzieht, so ist der Nettobetrag dieser Anleihe nicht mehr als ungefähr 1.450.000.000 Lewas. Die Anleihe wurde zum Kurse von 86 ausgegeben. Die Zinsen und Amortisierungen machen 8,37% per Jahr aus. Die Anleihe wurde auf die Dauer von 39½ Jahren abgeschlossen. Bul-

garien wird daher 1.450.000.000 Lewas erhalten und ... 6.624.000.000 Lewas bezahlen. Das ist wirklich ein Skandal.

In Bulgarien gibt es nicht weniger als 300.000 bis 400.000 Flüchtlinge, von denen mehr als die Hälfte aus Mazedonien, der Rest aus Thrazien, der Dobrudja, und den westlichen Grenzgebieten Bulgariens (Tsaribrod, Bossilevgrad, etc.) stammen. Das für sie bis jetzt ausgegebene Geld hat kaum gereicht, einen auch nur vorübergehenden Unterhalt einer gewissen Anzahl unter ihnen zu gewähren. Von einer Ansiedlung der Flüchtlinge konnte keine Rede sein. Andererseits konnten die, beinahe aller Existenzmittel beraubten Flüchtlinge selbst nichts für ihre Unterbringung unternehmen. Sie hatten für ihr Eigentum, welches sie verlassen mußten, keinen Gegenwert erhalten. Auf dem Papier mußten wohl die »Freiwilligen Auswanderer« von den beiderseitigen Regierungen den fälligen Gegenwert für ihre Güter, welche sie verlassen mußten, erhalten. Zu diesem Zwecke wurde auch eine gemischte Kommission eingesetzt, welche seit fünf bis sechs Jahren »am Werke« ist — in Wirklichkeit jedoch nichts anderes getan hat, als ihren Mitgliedern große Gehälter zu sichern. Sie sollte sich mit einer gerechten Einschätzung der hinterlassenen Güter beschäftigen, wir werden jedoch ständig benachrichtigt, daß diese Einschätzungen systematisch zum Schaden der Flüchtlinge vorgenommen werden. Die Kommission schätzt den Boden- oder Immobilienwert nach dem Ertrag eines oder höchstens zweier Jahre. Und dies ist nicht alles. Selbst dieser so willkürlich eingeschätzte Wert wird dem Flüchtling nicht ausbezahlt: der Flüchtling erhält nur 10% bar, den Rest in Staatsobligationen, deren Wert schon um 50% gefallen ist, und von welcher immer neue Obligationen gleicher Art ausgegeben werden, wodurch der Wert in kurzer Zeit gewiß bis zu 30%, und noch weniger fallen wird. Nach den Abmachungen von 1922 sollten diese Wertpapiere in einer Zeitspanne von zwölf Jahren eingelöst werden. Nach dem am 9. Dezember zwischen Kafandaris und Moloff signierten Protokoll wurde jedoch diese Frist verlängert und auf — 30 Jahre ausgedehnt! In Anbetracht der elenden Lage der Flüchtlinge ist es überflüssig zu erwähnen, daß keiner von ihnen diese Frist erleben wird. So werfen sich diese Unglücklichen den Spekulanten in die Arme, denen sie ihre Wertpapiere zu höhnisch lächerlichen Preisen »verkaufen«.

Man könnte übrigens von den ausbeutenden Balkanregierungen, und besonders von jener der bulgarischen Militärliga nichts anderes erwarten. Alles was sie machen werden, wird nur geschehen, um Sand in die Augen der öffentlichen Meinung zu streuen. Nie werden sie wirkliche Maßnahmen zur Ansiedlung der unglücklichen Flüchtlinge ergreifen und ihnen die Mittel liefern, zu arbeiten und ein menschliches Leben zu führen. Nur eine die Volksmassen vertretende Regierung wird in stande sein, auch diesem Zustande des Balkans abzuhelfen.

D. VI.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJÛR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Balkanik dhe diplomacia e Mussolinit

Së ká dyshim se në javët e fundit të gjith vrojtimi internacional merret me pritjet e konferencat e Mussolinit. Per një kohë shumë a pak të gjatë, qandra e aktivitetit diplomatik europian asht transferue në Romë. Posë kësaj shtypi fashist nuk na ká mshehë kurgjã permbi planet e duce-s në ket çeshjtje. Aj don qi Roma, e jo ma Paris-i ase Londra të jën qandra e politikës së Kontinentit. Ká po, thuat 15 muaj, qi ky shtyp kish deklarue ç'atëherë: „na do të him n' vjetin e Napoleontit“, çka mbas mendimit të tynë do të thosh hapjen e një kohes të ndodhjevet shumë me randësi, shumë a pak akte me xhurmë të madhe, në lamen e politikës së jashtëme. Ç'atëherë, aj konsolidoj zotimin mbi Shqypni e shumoj të gjith mendyrtë e intrigavet. Tash vonë e bani Romen rendez-vous per ministrat e punëvet dë jashtëme. Po kje se iniciativat e tia kan shkaktue kudo frikësimë, duhet dit se asht e nevojshme me vroitë

me kujdes popujt ballkanik. Ziarmi i imperialismes qi e ká kapë qeverin italiane asht miaft i çqetësueshëm per milionat e ndjerzëvet qi jetojnë nernjet t' Adriatikut e t' Arkipelit, e mbaston me marrë në dorë kartën geografike per të pá justifikimin e këtij çqetësim.

Mussolini e kujton vehten si trashigimtarin e Konsujvet roman e të Cesarëvet të dikuershëm. Prã, kryetart militar të Rómes janë siedhë kurdoherë kah Balkanik ku gjindëshin nacione të dáme e ku kundërshtimi ish i dobësuem prej dasis të mbrendëshme.

Se duçe-ja ká andrren ambiciose e monstrouse me i robnuet këto vise të hapta, na as munt t' a dyshojmë aspak, kuer t' analisojmë per s' afermi marëdhanjet e tia me Shqypni e shpnesat qi aj ká vue n' at lamë lufte. Dhe munt të robnohen tjerët me forcë edhe me traktate, dhe qeveria fashiste asht gati me perdorë njanën dhe tjetrën.

Me ket plan konkordojn, pa-dyshim, fjalimet qe ai ka shtue keto ditt e fundit. T' i vem mire oroe. Mussolini ka prite Ungarest, Rument, Bulgarët, Tyrqit, Polonest, Grekt. Të gjithë kancelerit e Ballkanit kanë marrë fëtime, porë njenes: Jugosllavis, e ky ekskludim bëj dhe ma teper në sy tuj kenë qe bashkabineti i Romës ka cilë traktative direkte me Belgradin. Prej kësaj munt të parashifët, se Roma s' ka dëshirë këto traktative me i çue në përfundim, e se mendon me u imponue vullnetit të Mbretnis serbo-kroate-slovene e me i shti friken tuj paraqitë para botes marëdhanjet e saja internacionale.

Të gjitha këto eksplikohen, ner bisedimet recente, me dishirin me isolue Jugosllavin e m' e dobësue. Shum vehtë kujtojnë se lufta e ardhëshme do të lëjn nepermjet të një konfliktit nermjet kësaj Jugosllavi qe digjet per të shtye zotimim e sajë mbi gadishullin ballkanik, e t' Italis fashiste qe mendon me urdhnuë mbi ket gadishull e me thye oposicionin serbo-kroat-sloven. Mundet me kenë qe këto kanë të drejtë. Si do qe të jët, ndodhjet po shtohen dita me ditë, si t' ishin elementat e këtij konflikt qe shtohen me një shpejtësi vehtime.

Mussolini ka fjalosë me Z. Bouroff, ministrin, e punëvet të jashtëme të Bulgarië. E gjithëkush e din se kabineti fashist i Sofis s' munt t' i refuzojn kurgjia kabinetit fashist të Romës. Z. Liapceff-i ven shpnesen në duce-n se do t' i ndihmojnë kuer të vin dita e një kollisioni armësh të Bulgarië irredentiste e të Jugosllavis qe ka anektue tokë bulgare. Ja një sujet shumë me randësi në duer të diktatorit italian.

Mussolini ka prite dy herë Comte Bethlen-in, kryeministrin e këshillit hungarez: heren e parë zyrtarisht në Romë; heren e fundit miqësisht në Milan. Mëndimi i përgjithëshem asht se një aliancë po lidhet nermjet të fashistit italian e të Regences së Pest-it. Kjo ka per shëj Jugosllavin, a por Austrin-Gjermane (si thirret kjo sot), a por edhe Entent-en e Vogel tuj këne qe të tre këto Shtete janë beneficue, në traktatin e Trianon-it, me tokat e Kunoës së Hungarië. Por Ententa e Vogel ka e do të të kenë fatin e kombinacioneve diplomatike të gjitha kohënavet. Ajo po shkatrohet. E përnjend, vehtem kundra Jugosllavis, do të lidhen nesor (po kje se nuk janë lidhë sot) Italia dhe Hungaria.

Mussolin-i ka thirrë në Romë Tefik Rushdín. Ai donte të kishë sigurimin se nuk ish myllë asnjë pakt ner rmjet të Turkis e të Jugosllavis. Ai mendote me neutralisue kështu dhe Mustafa Qemalin, qe perpara ka drashtë intervencionin e Italis per bri Anglis, n' Asin e Vogel.

N' anë tjetër, aj s' ka lanë gurë pa luejtë per të largue Gregin prej Jugosllavis e per të ndalue qe mos të bahen marrëveshje nermjet të ktyne dyve, në çeshtjen e Salonikut e të udhës së hekurit të Vardar-it.

Kuer Mussolini afrohet me Rumenin, ndodhë per t' a largue prej Entente-s së Vogel, asht per të ftofë obligacionet politike nermjet të Belgradit e të Bukuresht-it. Aj as nuk çan kryet per paradoxet e tija, pse s' ka dyshim se asht një kundërshtim në vehtëvehte me i b' appel Rumanis në njen' anë, e me i premtue Hungarië revisionin e Traktat-it të Trianon-it. Per s' a i perket Polonis ajo asht slave, e duce-ja ka pa-dyshim një interesë me neutralisue ket vend slavë, per m' e pasë gati per at ditë, ku aj e shëf oportun me fillue luften me slavismin e Jugës. Shifet se Mussolin-i don t' a shpetoj shkatrimin e Jugosllavis. Porse po kje se Shtetet e Ballkanit i napin ndihmë, nuk do të vonojë shumë qe do t' a paguejnë ma robnimim e tyne nen projektet e Mussolinit. Ma fort se kurr shifet në dritë të ndodhjet të fundit e të reflexionevet qe diftova këtu, se vehtem Federata ballkanike munt t' i pështojnë popujt ballkanik prej rrezikut qe kurdoherë peshon mbi krye të tyne prej imperialismes së fuqinavet e mbëdhaja.

Paul Louis

Monroïsme kundra kuptimit

Ka një arim të cuditëshem nermjet të formules: Ballkani per Ballkanasit" e të formules "Amerika per Amerikajt", qe asht e njoftun si doktrina e Monroë-it. Në ket kohë të gjitha qeverinat ballkanike marrin ket urdhen dite: "Ballkani per Ballkanasit", ashtu si Z. Coolidge perdorë phrasen "Amerika per Amerikajt", sikur në rasë të pergjaksimit të Republikës së Nikaraguas dhe të çeljes të Konferences panamerikane n' Havanna. Tartufferia po këtu diftohet haphtë. Perdorin doktrinen e Monroë-it per të prue krejt Ameriken latine nen hegemonin e Shtetevet të Bashkueme. "Të bindeni, o dele të mija, se të dy Amerikat janë Shtetet e Bashkueme." Kështu perdoret indipendence a popujvet të Ballkanit per t' i bindë se Ballkani asht Serbia e Madhe, Greqia e Madhe, Rumania, Bullgaria. Qitet jashtë Europiani prej tokes amerikane — e kjo asht fare e drejtë — porse (çka nuk asht e drejtë) kjo ndodhë per të pasunue me hyj të ri, flamorin e d' xhaxhajt Sam. Çohen kundra Mussollinit — e kjo asht shumë mirë — porse (çka asht shumë keq) kjo ndodhë per të fitue të drejten me prue krejt Macedonin ase Shqypnin, nen zgjedhë të tyne. Ashtu si në çeshtjen

e çarmatimit ndermjet të Frances e të Shtetevet të Bashkueme, këto bajn disa reserva në rasen e konflikteve qe munt të ndodhin per të mprojtë doktrinen e Monroë-it, d. m. th. per të b' luftë n' Amerikë — kështu luftohet ç' do intervencion okcidental ner çeshtjet ballkanike, tuj u rezervue të drejten me b' luften në Ballkan, naturisht jo per tjetër veçse per të ruejtë indipendencen e Shqypnis e të Macedonis! Porse kuer ndo' j fuqi okcidentale asht gati me i dhanë ndihmen e sajë dishirevet imperialiste të ndo' j Shtetet Ballkanik, atëherë ky asht gati m' e perkulë formulën "Ballkani per Ballkanasit". Ja, pra se si ndodhë qe në Ballkan sot bahen planet per ngatrrësat ma të cuditëshme gjithmonë nen formulën "Ballkani per Ballkanasit". N' anë tjetër kundërshtimi qe i bahet Europes per mos t' u perzi ner çeshtjet amerikane s' asht tjetër veçse dora e lir e Shtetevet të Bashkueme per t' u perzi ner punët e mbrendëshme hispano-amerikane: Z. Coolidge mirinë në Havanna, me anin "Texas", i përcjellun prej krejt marines luftarake, i pershndetun prej 300.000 shpirtënavet, po si një Perenduer qe vien per të marrë pershndëtin e vasalëvet të tij.

Z. Mihalacopulos, ministri i jashtëm i Greqis, i dha interpretimin formules "Ballkani per Ballkanasit" në kuptimin jo vehtem të largimit prej Ballkanit të ç' do popullit jo-ballkanik, porse edhe t' eliminacionit të ç' do tutele të ndo' j popullit ballkanit prej ndo' j popullit ballkanik tjetër. Në ket rasë shtypi italian u ngut me diftue satisfacionin e tij, tuj pa n' interpretimin e Mihalacopulos-it një therrje kundra Jugosllavis e kundra Frances, miqeshe së sajë. N' anë tjetër, fjalimi qe Z. Marinkovic-i, ministri i punëve të Jashtëme i Mbretnis Serbo-Kroate-Slovene, mbajti në Belgrad, kje konsiderue prej "Le Temps" se një përgjegje interpretimit grek: Fjalët e Z. Marinkovicit shkruen fletorija e madhe e borgesis franceze, do të jën ndi n' Atenë, ashtu si do të jën ndi në Belgrad fjalët e Z. Michalacopulos. "Na munt të shtojmë se fjalët e Z. Marinkovic janë ndi në Paris, ashtu si janë ndi fjalët e Z. Michalacopulos në Romë. Shifet kjarhtë si deshmë t' interesuem aq teper, nuk i bierrin sysh, duellantët qe luftojnë nen devisen: "Ballkani per Ballkanasit!"

"Le Temps" natyrisht ngutet per të feliciteue ministrin jugosllav qe mpron Jugosllavin kundra akvates se ban një politike imperialiste, nen pretekstin se duhet rezervue Ballkanin vehtem per popujt ballkanik. — "Popujt ballkanik, shkruen aj, duhet t' a kuptojnë se o do të jën të gjithë të lir, ase nuk do të jët asnjë prej tyne i lir".

Këtu thohet një e vertetë evidente nen një formulë shumë të bukur. Na s' kenë arësye per t' a mëshehë, porse duhet qe të kuptohemi permbi mjetet me të cillët do t' a realizojm. Të gjithë këto traktate të posatëshme: traktatet franco-jugosllavë, shqyptar-italian, e edhe traktati italian-jugosllav nenshkrue në Romë, a thue përnjendë janë këto mjetet ma të sigurta per lirin e të gjithë popujvet ballkanik e e të gjithëcillit popull ballkanik? A thue këto traktate nuk janë perkundra, jo tjetër porse miete per të shtrue Ballkanin nen influencen e të huejvet, e per të krijue preponenca të tilla?

Mëndyra e zorimet e Shtetevet të Ententes, s' Vogel per t' a interesue Lidhjen e Kombevet në çeshtjen e mitraljosavet, nuk asht tjetër veçse të peruljes të disa Shtetevet qe perbajn ket grup politik, nen fuqit e mbëdhja okcidentale, qe don n' ç' do mudyrë me fikë skandalin internacional. Udhëtimi i Z. Titulescu-s në Romë e deklaratat e tija në fjalimet qe pat me Mussolinin e pohojn ket fakt.

Tallen me fjalët "Ballkani per Ballkanasit" ashtu si tallen n' at anë tjetër t' Oceanit me fjalët Amerika per Amerikajt: gjithnjë barabar. Imperialismi si n' Europë ashtu n' Amerikë nuk asht shumë i frytëshem në pozicione ideologjike. Ato qe i shkojn pas perdorin kurdoherë një numer të vogel klichës të perdoruem. Z. Marinkovic-i na deklaroun se Jugosllavia asht gati me mprojtë lirin e popujvet ballkanik, "po kje edhe se do të mesin vehtëm" d. m. th. e ket na e zhvillon zyrtarisht: "po kje edhe se disa Shtete ballkanik do të kqyrin (tuj kujtue gabimisht se mprojnë interesat e tyne partikulare) me hi në valle të ndo' j fuqis imperialiste, në ket rasë konkrete t' Italis fashiste.

"Le Temps" shton dhe këto: "Francë nuk munt të diftohet e pa-interesueme në një gjendje (ballkanike) qe perket krejt politikun europian e qe prandaj, ka randësi per të gjithë fuqit, tuj kenë qe këto kanë detyren e mbajtjes së pagies".

Shifet se logikisht, asht këtu një circolo vizioso. Kështu pra çeshtja ngatrohët. Italia merr mbi vehte mprojtjen e indipendences së Shqypnis, të Macedonis, e i nep miqsi komitazhivët. Franca asht n' anë të Jugosllavis "dhe po kje se kjo mbetë vehtem per të mprojtë lirin e të gjithë popujvet ballkanik". Greqia e Rumania losin nermjet të një grupi e të një tjetrit, si mbas rrjedhjet të politikavet të tyne të mbrendëshme e të nevojave të tyne per huana të jashtëme. Anglia mban kurdoherë pendën e terezis. E të gjithë perdorin flamorin qe përmban devisen e flaktë: "Ballkani per Ballkanasit".

Kush rrëhet këtu? Popujt ballkanik? Kurrsesi! Popujt

ballkanik e din shum mirë se po kje se lëhen të lir, do të gjëjnë shum shpejt udhen kah liria e tyne, kah solidariteti ndermjet të tyne. Ky fill, ku ideal, s' ka veçse një mënyrë realsimi: Federata demokratike e popujvet të Ballkanit, e librueme prej regimevet të reaktionit të mbrendshme fashiste e nacionaliste, qi të gjitha fatalisht thrrasin në mprojtje fashismen e jashtëme. Himja italiane në Ballkan, ashtu manovrat britanike dasije per popujt e Ballkanit, dhe pesha e kundertë n'anë tjetër, per të ndalue planet e Anglis e t' Italis, të gjitha këto nuk do të munt t' ishin në veprim, mos t' ish shtroja territoriale e politike e imponueme popujvet ballkanik prej

luftavet dinastike e prej traktavet të pagjes qi permbajn në vehte luffen. Pagja, liria, independenca e Ballkanit nuk do të munt existojnë ndryshej veçse me unitetin ballkanik të popujvet kundra qeverinavet qi e shtypin e të fuqinavet qi e eksploatojn. Mjaft ma sot asht koha kundra ç' do monroësmi qi asht në kundershiti me kuptinhi e vertetë të fjales të dashtë të jenë n' Amerikë, ku mundohet me vùe nen zgjedhë të Shtetevet të Bashkueme Shtetet hispano-amerikan, a por të jetë n' Europë të Jug-Lindjes, ku mundohet me favorisue aspiracionet hegemoniste të mbrendshme a por gopcesinat imperia-
liste të jashtme.
Paolo Davila

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Вечните продажници

новата измена на »Македонски Комитет« раководен от фамозниот и злокобен генерал Протогеров произведе голема сензација не само в балканските страни, но сѝко и тѝи и в Европа.

Наум Томалевски, представител на този комитет в чужбина, човека, на чието сѝвест тежат безброј престѝилени извѝршени над македонци, които не споделят идеите и тактиката на комитетата, неотдавна е получил от Мусолини два милиона лири за да бѝдат организирани чети и извѝршени атентати в Македонија под срѝбско иго.

Бѝлгарски пѝлномощен министѝр в Белград, г. Вакарелски, е сѝбощил това на своя шеф г. Ляпчев, председател на министерскиот сѝвет — ако впрочем този последниот не е знаел това —, като е прибавил, че една македонска делегација се е явила при него за да го уведоми, че македонското население е против терористическите дејствија на Протогеровите банди, послѝдствијата от които са опустошителни за него.

Но каква цел прѝследва шефа на фашистите като подпомата комитетата на македонските авантюристи и фашисти?

След като тури рѝчка на Албанија, Мусолини се стреми да установи својата хегемонија в Македонија, като експлоатира непащното положение, в което се намира македонскиот народ. Той смета, че ще може да постигне својата цел, като подкупи македонскиот фашистки комитет, който си е поставил револуционна маска. Но този комитет покажа по најочубив начин свој истински карактер, учествувајќи активно в преврлата, којто сѝбори правителството на селяните в Бѝлгария.

Знае се, че този комитет, при материалното и морално сѝдействије на софийскиот дворец, взе рѝководството на Вѝтрешната македонска револуциона организација, којто беше основана от идеалисти, като Груев, Делчев, Тошев и други македонски револуционери. Тази организација сметаше, че македонскиот вѝпрос ше се разреши, не като бѝде Македонија присѝединена от Бѝлгария, но като тя получи автономия в границите на Турција и евентуално в кадрите на една Балканска Федерација.

Протогеров и неговите аколити, отричајќи програмата на основателите на Вѝтрешната македонска револуциона организација, просто на просто се впрегнаха в колесницата на бѝлгарскиот империализм. Виждајќи обаче, пѝлното безсилие на този последниот, те се предадоа в послѝдствие на фашистка Италија.

Това впрочем не треба да оѝудва никого, понеже тия

вечни продажници никога не са се интересували за сѝдбата на трудовиот македонски народ.

В действителност, тия престѝпници знаат многу добро, че те не ше застават милитаристична, империалистична и повинистична Сѝрбија да даде независност или автономия на Македонија. Те знаат сѝко и тѝи многу добро, че техните атентати служат за претекот за срѝбската реакција да униѝожат всички по-будни и по-активни хора, каквито има в Македонија и да прѝседва с оѝе поголема ярост побрѝжбаванието на македонскиот народ. Тия кѝрвави авантюристи знаат многу добро, че Македонија, којто пѝшка под тиранијата на Белград, следствие на последната техника терористическа дејност се е превѝрнала в един истински ад.

През време на турскиот деспотизм тия авантюристи си служеах сѝшите методи. Но тогаваше те можаха лицемерно да се извиняват, че Турција беше страната, кѝдето грабителските велики сили имаа правото, по силата на договорите (капитулациите), да се намесват в нејните вѝтрешни работи. Днес обаче, едно подобно оправдание не сѝществува за техните дејствија в Македонија под срѝбско иго.

Как да се објасни тогаваше тоа предателство?

Објаснението е, че македонските бандити вѝршат това единствено за да задоволат желанието на Мусолини или по-скоро да удовољетворат изискванията на мусолиновскиот империализм, којто им плаша, жѝртвувајќи народа, чијто кауза те претендираат да заштитат.

Јасно е, че Мусолини не иска да знае за страдањата на македонското население. Правата на националните малцинства го интересуват по-малко отколкуто неговата мѝрна черна риза. Окончателно е установено какви са неговите чувства по отношение на балканските национални малцинства. Мусолини има нужда от сѝвилни инструменти за да застави свој противник, Југославија, да капитулира.

Комитетата на Протогеров прие, при пѝлно сѝзнание, да вѝрши това престѝпно и безчестно дело.

Извѝршените от тия бандити атентати могат да предизвикаат безредици, а така сѝко и војна.

Македонските авантюристи с радост приемат да подпалат оѝњја на Балканите и да хѝрчат балканските народи в една нова и жестока касапница. И кажете при това, че Мусолини проси от американските банки пари, без којто той не може да живее, за да организира војната.

Тази цел ли прѝследват американските банкири като поддржат главниот авантюрист?

Редакцијата

Десет години бел терор и национален гнет в Југославија

Десетгодишната историја от сѝществуването на Југославија може с право да се нарече историја на безопашдниот бел терор и национален гнет, којто срѝбската хегемонистическа бурѝазија в течение на тия 10 години безприсно упражњава над трудяните се маси и над подвластните и несрѝбски народи и провинции, с цел да денационализира последните, едните и другите да подчини на својата нео-

граничена експлоатација и да изгради единна своя монархическа и милитаристическа дрѝжава.

За да постигне обаче, тази своя великодѝржавна империалистическа цел, срѝбската хегемонистическа бурѝазија, преди да преодолее балканските и меѓународните прѝпятствија, които стоят на ѝшта ѝ, се опита в това прѝво десетилетие от сѝществуването на Југославија, да преодолее

огромните вътрешни противоречия и препятствия. За да държи в подчинение огромното количество несръбско население (от 13 милиона само 4—4½ милиона се считат за сърби), както и за да преодолее съпротивата на трудящите се маси от всички националности, населяващи Югославия, сръбската буржуазия превърна Югославия в една първоразрядна реакционно-монархическа и полицейско-милитаристическа държава.

Според непълните сведения, с които разполагаме, кървавата статистика на този режим през това десетилетие се изразява в следните ужасяващи цифри:

- 24 политически смъртни присъди;
- 600 политически убийства, болшинството тайни;
- 30.000 политически арестувания; болшинството от арестуваните, жертва на режима, са жестоко бити и изтезавани;
- 3.000 политически емигранти и едно безбройно количество интернирания и »вдворявания на местожителства в родните места«. В това количество политически емигранти невлизат десетките и хилядите бежанци от разните народности, прокудени из родните им огнища и забегнали в съседните страни.

Обивени са въз от законите масовите организации на работническата класа и национал-революционите организации на поробените народи. На всички поробени народи и класи са отнети легитимните им конституционни свободи и права; на тях са отнети и тях »права и свободи« даже, които мирните договори и конституцията им »дават«. На цели народи е отнето правото да се учат, да пишат и да се молят на родния си език. Училището, църквата, казармата и пресата са турени в услуга на денационализирането на тия народи. Всека най-легална проява на класово и национално съзнание се преследва като бунт против съществуващия обществен и държавен ред и се наказва по силата на специалния и изключителния закон за защитата на държавата. Всички средства на белия терор, инквизицията и националния гнет беха турени в действие, за да сляжат съпротивата на трудящите се маси и на поробените народи.

Само през 1926 год. в Югославия са извършени 4.842 политически арести, в която цифра не влизат арестите извършени над македонските и албанските национал-революционери. От това количество арестувани 1.265 души са женени, с 3.029 семейни членове. Тези 4.842 арестувани са прекарвали в ареста общо взето 203 години, 2 месеца и 9 дена. По 66 съдебни присъди, произнесени през тая година, съ присъдени общо на 202 години и 6 месеца затвор. За режима, на който са подложени политическите затворници в Югославия, говори факта, че през 1927 година 92 политически затворници са били принудени да обяват гладна стачка и са гладували общо 760 дена.

В настоящия момент, само в 15 държавни затвори се намират 47 комунисти осъдени от по-рано на 334 години и 1 месец затвор. Поради инквизиционния режим, на който са подложени, трима от арестуваните са полудели в затвора. Болшинството от политическите убийства са извършени от полицията, »при опит за бегство«, когато ескортират от едно място на друго политическите арестанти и затворници. Особен е случая с комуниста Станко Вуич, който бил убит от полицията в белградската »Главняча«, а след това трупа му бил турен в чувал и нощно време хвърлен в Дунава. Подобен е случая с комуниста Мартинчевич от Сараево, който е бил арестуван от полицията в този град, жестоко е бил изтезаван в ареста и след два дена е починал в болницата. Аутопсията на трупа е установила, че смъртта е последвала вследствие вътрешни повреди и кръвоизлияния, причинени от изтезанията на които е бил подложен в ареста.

Ето предварителния и непълен още кървав баланс на терора през първите три месеца на 1928 год. съставен по непълни още сведения, в които са влезли само най-важните и типични факти.

Сърбия:

Въз от постоянните арести, които почти ежедневно стават в Белград и в цяла Сърбия, дето под всички възможни претексти и с всички възможни средства се мъчат да смажат всека проява на борба на работническата класа, трябва преди всичко да изгъкнем чудовищния процес в Белград, през февруари тази година, против 25 белградски работници и интелигенти, обвинени, че са членове на Комунистическия Младешкия Съюз. Международното обществено мнение е добре осведомено върху изтезанията и инквизиционния режим, на който са били подложени всички обвиняеми през времето на следствието и поради което те беха принудени през това време два пъти да обяват гладна стачка. Само под натиска на систематично водената протестна акция от югославянския пролетариат, стачкуващите подлучиха обещанието да бъдат предадени на съда и след това прекратиха гладната стачка. Съда произнесе драконов-

ска присъда въз основа на изключителния закон за защитата на държавата, въпреки липсата на каквито и да са доказателства, които беха могли да обосноват една такъва присъда. Съгласно тази присъда бидоха осъдени: Иван Бриачек, Йосип Цази, Никола Котур, Павел Ковачевич и Йосип Радоболя по на пет години строг тъмничен затвор; Гойко Самарджич, Отокар Кершович, Богослав Тодорович, Коча Митич, Александър Здравкович, Обрен Николич, Георге Прашталю, Лука Марич по на шест месеца и четирима други работници по на 3 месеца тъмничен затвор. При това трябва да се подчертае, че нема гаранция, че апелативната инстанция не ще повиши наказанието. Това се вижда от присъдата, която белградския апелативен съд произнесе на 18 февруари тази година по делото на комуниста Раде Вуйович, с която той повиши наказанието, наложено от първата съдебна инстанция, от 9 месеца на 5 год. строг тъмничен затвор. През време на тия процеси се изнесоха пред съда, в пресата и в парламента потресаващи сведения и факти за садистките жестокости, които се вършат в югославянските затвори.

На 17 март те осъдиха в Белград студента Иван Ми-лутинович на 6 месеца тъмничен затвор, заедо е намерен в него вестника »Сри и чук«. Когато липсват »доказателства« против »съмнителните личности«, полицията прибегва до следния терористически способ: арестува »неблагонадежните« трагядани, осъжда ги сама на 15—30 дена затвор, изгонване из местожителството им за 5—10 години и ги интернира, въпреки конституцията и законите, под претекст, че ги »вдворява на местожителство в родните им места«. Така, през това първо тримесечие на 1928 год. белградската полиция е арестувала, осъдила на затвор, изгонване и интерниране 68 души. Същото става и в провинцията. При това интернираните са длъжни два пъти дневно да се явяват пред полицейските комисари за контрол.

Хърватско и Словения:

През това тримесечие особено силно се разшири системата на белградската »Главняча« и в тези провинции. Побоищата и изтезанията при следствието по нищо не отстъпват на тези, които белградската полиция практикува. Така напоследък, по повод стачката в загребската фабрика »Сила«, полицията извърши провокация — уби некой си Мишич — стачконарушител, арестува 8 работници и цяла нощ ги е изтезавала по един невероятен начин, за да изтръгне признания и показания, нуждни й да монтира един криминален процес против синдикалното движение в Загреб. Главния обвинител, работника Иван Конрад, е бил цели три нощи бит и изтезаван на голо от полицаите Берц и Йовичич. Неможейки да понесе повече физическите мъчения, той се опита да се самоубие. Превързали му раните и отново продължили да го изтезават!

В тия две провинции с особена любов полицията практикува интерниранията, т. е. »вдворяванията на местожителство в родните места«. Какво значи такова наказание днес в Югославия, може всеки да си представи, като знае, че цялата страна преживява остра стопанска криза, цели провинции буквално гладуват и населението им е принудено да бегат от родните си огнища, за да се спаси от гладна смърт и че безработните се изчисляват на 1.200.000 души (от тях 800.000 селски земеделски работници). Това значи, че подобна жертва се осъжда на гладна смърт! Тоя род преследвания се практикува особено срещу безработните, оставени без всека помощ на произвола на съдбата. Масово се арестуват и интернират безработните в »родните им места« макар и да съществува там глад. Види се по този своеобразен начин югославянските власти се борят с безработицата и разрешават този остър и болен въпрос. Така, през февруари тази година е бил »изчистен от всички нежелателни елементи« град Вуковар. В течение на 32 часа са били изловени и арестувани 70 безработни и след 14 днешно странствование голи, гладни и боси съ били »вдворени на местожителство по родните им места«, при все че нормално нощта се изминава за 12 часа.

След една демонстрация на безработните в Загреб, са били арестувани и интернирани 50 безработни. Особено жесток е случая с работника Благойе Парович, бивш секретар на Съюза на земеделските работници в Загреб. Арестуван през септември 1927 год., след няколко месечен затвор полицията го предава на съда, последния не намира достатъчно доказателства, за да издигне обвинение против него, връща го обратно на полицията и последната, след 6 месечно траене на предварителния арест, през февруари тази година го »освобождава«, но го интернира в »родното му място«, в гладуваща Херцеговина, дето некога е живел банда му, но дето вече никой не го познава и сам той никого не знае. Задължен е бил да се явява ежедневно в близката жандармерийска станция, която лежи на 20 километра далеч от

»родното му село«. През това време в затвора се засилва болестта от която страда (той е страдал от туберкулоза) и през делото време е хралел кръв; обречен на гладна смърт в »родното си место«, вероятно скоро ще угасне живота на тоя работнически деец. При това трябва да подчертаем, че това не е единичен случай; този случай е един от ежедневните случаи на жесток терор над работническата класа в Югославия.

През февруари са арестувани в Осек 7 работници, които прокурора обвинява, че са разпространявали комунистическа литература. Подготовлява се голем процес.

Само в Хърватско и в Словения, в течение на тия три месеца са били изгонени из местожителствата им и интернирани за срок от 800 години 120 комунисти.

Освен известните от по-рано случаи на осъдени на строг тъмничен затвор словенски работници и селяни, искаме да съобщим следния нов и много характерен случай. Напоследък се опитаха да избегат 10 души югославянски комунисти, които властите преследват за идеите и политическата им дейност. Между тях се намира и известния комунистически водач Д-р Сима Маркович. Австрийската полиция ги залови около Грац и ги предаде на югославянските власти. Последните ги наказаха с 3 месеца затвор за минаване границата без разрешение и ги затвори в Мариборския затвор. Обаче, въпреки, че Марибор е подчинен на Мариборския Окръжен Съд, следствието се води от белградската полиция и по всичко личи, че последната монтира нов голем политически процес против югославянската комунистическа партия.

В Далмация:

Следствие на острия глад в тази провинция съществува масова емиграция на далматския пролетариат. По тази причина се наблюдава известно затихване в работническото движение и на работническите акции в тази провин-

ция. При все това терористическия режим и тук с същата сила гони и преследва работниците и селяните.

В Войводина:

В тази провинция независимите работнически синдикални организации са обявени във законите и са разтурени. В връзка с масовите протести на работническата класа сега са в ход масови арести и интернирания, особено в Бачка Топола, дето са арестувани и интернирани 30 работници, задето са протестирали против разтурването на професионалните работнически организации. Още липсват точни данни за размера и количеството на жертвите на терора. Всички сведения от там обаче, говорят, че властта е предприела масов терор над работническата класа, над нейните дейци и организации.

Босна и Херцеговина:

Без да описваме повторно системата и режима на белния терор в тази провинция, който е същия, както по-горе го вече описахме, следва да се отбележат следните характерни факти. Масов глад, отказ на селяните да плащат данъци и аренда и масови и систематични гонения против работническите професионални организации, при които преследвания особена мъжска роля играят социалдемократите, които доброволно вършат ролята на шпиони на властта. Върху положението в тази провинция ще имаме случай да се повърнем отново, след като се съберат и станат известни подробностите.

Нека обаче, не пропуснем, случая да съобщим факта, че в затвора Зеница лежи югославянски комунист Юро Кершевич осъден на смърт, който по-късно биде »помилван«, на доживотен затвор и че освен него в този затвор се намират още 20 души черногорски национал-революционери осъдени по на 10—20 години строг тъмничен затвор.

(Край следва)

Р. Кременович

Ромънската криза и неволята на Титулеско

Ромъния е чудновата страна! Но нали всички балкански страни са чудновати? Присъщото на всека една от тях е демократичен, конституционен фасад, прикриващ режима на абсолютен произвол, който там царя. Изглежда, че за образец на всички служи България при епохата на Стамболива. В всички балкански държави съществуват парламенти, но почти всички депутати в тях са креатури на властта, която държи в ръцете си средствата за налагане на своята воля. Щом наближи момента за гласоподаване, всички партии, които биха могли да стесняват правителството, се обявяват извън закона, техните органи биват спираны, по-видните техни дейци натъкани в затворите, събранията им забранени. Няколко добре организирани съблъжвания, всеват окончателно смущение сред техните привърженици и ето, че може вече да се пристъпи към избора!

А щом като се образува парламента — всеки може лесно да си представи до колко той се явява представител на народа — правителството си служи с него както иска. Така постъпи Илячев в България; така либералите на Братиано успяха да си обезпечат едно солидно болшинство в Букурещ.

Обаче, балканските управници не са никога спокойни, защото, насилието предизвиква насилие. Те властвуват чрез насилие, но едно възстание може да ги събори. Наистина, те разполагат с превъзходно екипирана полиция, но не се знае какво може да се случи. Ето защо, партията на братианистите в Ромъния трепери за своето бъдеще.

Тя държи, разбира се, в ръцете си и сената и парламента, и само ако грамадното болшинство на тия последните мине в редовете на неприятеля, тя би се изложила на риска да претърпи парламентарен крах — което би й отнело властта; но, когато един парламент не е истински представител на дадена страна, малцинството — колкото и слабо да е то — може винаги да предизвика преврат в общественото мнение, който преврат би се изразил в раздвижване на народните маси.

Ето защо, Винтила Братиано, който наследи властта от братя си Йонел Братиано се тревожи от ден на ден все повече и повече.

Помайки управлението, той се почувствува до толкова слаб, че предложи на селската партия да сподели с него властта. Тая последната знае добре, че в провинцията тя разполага с много по-големи сили отколкото в парламента, ето защо, като условие на своето съгласие да участва в правителството, тя предяви искането за немедленно разпусчане на сегашния парламент и гарантиране свободата на изборите за нов такъв.

Съвсем не беше по вкуса на Винтила Братиано да се

съгласи на това искане, защото избори вършени под съвместния контрол на либерали и селяни, биха дали резултат коренно различен от тоя на изборите станали под контрола само на една партия. Винтила Братиано нямаше ни най-малко желание да се откаже от прийоми на ранните поранни ромънски кабинети, прийоми, които неговия предшественик и брат беше довел до висша степен на съвършенство.

Той отхвърли исканията на селската партия, макар и да знаеше, че техните атаки против властта ще бъдат много силни.

Г-да Маниу, Стере и Михалаки не остават на мира в Братиано. Те го преследват на всекъде. Те са предприели една агитация, която все повече и повече се разраства, като че ли готвят същинска революция. Те настояват на искането си да бъде разпуснат сегашния парламент, който те считат за незаконен, и да се избере нов такъв.

Градските и селски маси внимателно следят техната агитация и чакат да настъпи часа за действие. Тех не ги удовлетворява програмата на селската партия, но понастоящем тая последната подобва правителството на либералите.

Освен това, очаква се конфликт между Братиано и неговия министър на външните работи Титулеско.

Г-н Титулеско е ловък човек. Той стана известен в западна Европа, като си послужил с средства, които човешката съвест не допуца, но от които толкова част от пресата не се отказва. Френските и английски консервативни, па даже и радикалски вестници, удостояват с хвалебни коментари и най-дребните му жестове. В своите хвалби те отидоха до там, че както те, така и Титулеско станаха смешни.

Миналата година Титулеско отпразднува своята победа — победа на красноречието, писаха вестниците, в Обществото на народите. Касаеше се за въпроса за унгарските опанги, които се протака с години и които се е заплел до невероятност.

Г-н Титулеско успе да издействува, щото Съвета на О. Н. да вземе становище благоприятно за Ромъния. Той сметаше и в тая сесия също тъй да бъде победител. Обаче, ръководим от неизвестни още съображения, Съвета на О. Н. дойде до заключения противоположни на очакваните от г. Титулеско.

След като изелуша доклада на сър Опост Чемберлен, Съвета реши да предостави разрешението на този въпрос на един смесен арбитражен съд.

А ижк това е в висша степен противно на тенденциите на Ромъния, която претендира, че е изработила своя аграрен закон тъй както и диктуват правата, които тя има и че тя

ne приема ștoto tozi zakon da bŭde razgledan ot edin meŭdunaroden sŭd.

Г. Н. Титулеско, виждайки че взетото решение е противоборно на миналогодишното, е дал да се разбере, че нема да се подчини.

Обаче, колкото и енергични да са били възраженията и словата му, той ясно е съзнал, че е победен: В 1927 г. Съвета на О. Н. беше се съгласил с ромънското гледище, а сего той възприема унгарското. Това тормози и озлобява Титулеско. Приемането на подобно решение той счита обидно за самия него, толкова повече, че селската опозиция използва това обстоятелство в борбата си против правителството, заявявайки, че ако Титулеско беше водил друга

външна политика, ако той не беше се свързал с Мусолини, великите сили биха го поддръжали!

В същност, положението на либералната партия е разклатено, както от грешките, които тя върши вътре в страната, така и от шуротите ѝ в областта на външната политика.

Всеки час могат да възникнат тежки инциденти в Ромъния. Правителства, които външно изглеждат силни, биват донекога така хилави, че се сгромолясват при най-малкия удар.

Така наречената велика Ромъния може в едно-близко бъдаще да стане театър на важни събития.

Пол. Луи

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Succesul demonstrației dela Alba-Iulia

Demascarea și prăbușirea politică a național-tărăniștilor

Demonstrația monstră dela Alba-Iulia, și din celelalte centre ale țării, a luat proporții, cum România nu le-a mai văzut dela demonstrațiile muncitorești din primii ani de după război. Din toate unghiurile țării s-au adunat la Alba-Iulia 200.000 de țărani, dar și mulți muncitori, în deosebi mineri din Valea Jiului aduși de către social-democrați, cari se află în cartel cu Partidul Național-Tărănesc. Succesul și însemnătatea demonstrației dela Alba-Iulia nu constă însă atât în numărul mare de participanți, nici în sacrificiile pe care țărani le-au făcut pentru a veni pe jos sau cu căruțele distanțe de sute de kilometri. Valoarea demonstrației constă în aceea, că la Alba-Iulia masele țărănimii au arătat, că sunt gata de sacrificii și mai mari, că așteaptă numai un semnal pentru a se repezi și a doborâ prin revoluție stăpânirea bancherilor, ciocoilor, moșierilor și generalilor dela București. Și mai este demonstrația dela Alba-Iulia importantă și pentru aceea, pentru că cu acest prilej s-a demascat toată demagogia și nevolnicia conducătorilor național-tărăniști, frica lor de mișcarea dezlănțuită a masselor revoluționare și dușmânia lor față de orice mișcare de masă care poate duce la revoluție.

Ani de-arândul național-tărăniștii au încercat fel-de-fel de metode pentru a înlocui pe liberali la putere, pentru a-i sili pe aceștia să împartă puterea, să împartă stăpânirea și exploatarea țării cu burghezia agrară, cu burghezia mijlocie dela orașe, cu chiaburimea satelor, cu vârfulurile miciei-burghezii și ale intelectualității miciei-burgheze — categorii reprezentate tocmai de către Partidul Național-Tărănesc. Dar nici votul universal, nici parlamentarismul, nici apelurile la «conștiința» și «datoriile constituționale» ale regelui Ferdinand nu au dat vre-un rezultat. Un moment se părea că național-tărăniștii își vor încerca norocul într-o aventură cu Carol. Mari spreanțe apoi au pus și pun ei în sprijinul capitalului străin, mai ales englez și american, interesat să pătrundă în România și să pună stăpânire pe avuțiile țării, astăzi monopolizate aproape toate de către trustul liberal. Toate acestea însă nu au ajutat. Liberalii au rămas mai departe la putere sprijiniți pe o dictatură din ce în ce mai fătășă.

Moartea regelui Ferdinand mai întâi, moartea dictatorului Ionel Brătianu după aceea, instalarea unei Regente fără prestigiu și popularitate, criza economică și financiară, toate aceste lucruri au fost utilizate de către național-tărăniști până pe drojdie pentru a exercita o presiune politică asupra liberalilor. Și cum masele, în fața insuccesului metodelor de «luptă» ale național-tărăniștilor, începeau să piardă încrederea în aceștia, național-tărăniștii s-au văzut siliți să recurgă la «noi» mijloace demagogice. Ei sperau că, începând a vorbi de «rezistența cetățenească», de «încrebuințarea mijloacelor ilegale contra regimului ilegal» vor reține încrederea masselor dându-le iluzia că național-tărăniștii sunt acuma hotărâți la o politică de fapte și vor să ducă masele la revoluție contra stăpânirii liberale. În acelaș timp însă «oamenii de stat» național-tărăniști sperau

să sperie pe liberali cu amenințarea cu «revoluția», să-i șantajeze și să-i aducă poate astfel la concesiuni. Alba-Iulia, unde noile mijloace de luptă trebuiau să fie puse în practică, devenise astfel un simbol, speranța supremă a masselor țărănești, a miciei-burghezii și chiar și a unor pături din muncitorimea dela orașe. La Alba-Iulia, proclamau la toate răspântiile național-tărăniștii, guvernul și Regenta vor fi puși «în fața faptelor», Alba-Iulia va fi răsturnarea cu forța a guvernului Brătianu, nimicirea regimului liberal și instaurarea unui nou guvern și deschiderea unei noi epoci în viața României.

Și masele s-au adunat încrezătoare și pline de speranțe la Alba-Iulia la 6 Mai. Au ascultat cu evlavie slujbela din biserici, au urmat cucernice procesiunile religioase, au jurat solemn să nu găsească odihnă până ce stăpânirea cetăretnică și nedreaptă nu va fi alungată, — țărani au participat supuși la aceste incenări demagogice bazate pe exploatarea superstițiilor masselor și au așteptat apoi semnalul de luptă. Dar ceeace au avut de auzit a fost cu totul altceva decât un semnal de luptă. Conducătorii i-au poțit să se întoarcă acasă și să aștepte.

Atâta tot? — s-au întrebat cele două sute de mii de țărani. Dar cu răsturnarea cu forța a liberalilor cum rămâne? Doar pentru asta am venit încoace! A, nu!

Și la parola național-tărăniștilor masele sătule de așteptări, fierbând de ură împotriva domniei liberalilor, setoase de luptă, au răspuns cu un formidabil strigăt de război: «La București!». În mîntea țărănimii se desena limpede realitatea: de bună-voie bancherii, ciocoii și generalii nu vor curăța locul, numai pumnul activ al poporului îi poate sili la aceasta și contactul între pumnul poporului și creștetul stăpânirii numai la București poate fi realizat și victorios rezolvat.

A fost momentul culminant al Alba-Iuliei. Poporul țărănesc ridicat, pășind pragul revoluției deoparte și de cealaltă conducerea național-tărăniștă dând înapoi din fața revoluției țărănești gata să pornească. Era momentul decisiv: ori ce poporul țărănesc răscolat, ori contra lui și printr-asta demascarea caracterului reacionar, laș și nevolnic al național-tărăniștilor. Și național-tărăniștii au ales calea din urmă: au trădat poporul chemat la fapte și adunat într-un suflet gata să pornească, și au trecut de partea stăpânirii. De-acord tăci cu autoritățile, conducătorii național-tărăniști, în loc de a da armatei revoluționare a celor 200.000 de țărani mobilizați o conducere de război, în loc de a o aduce în fața soldaților și a-i atrage pe aceștia de partea poporului răscolat, au sabotat pornirea masselor, au împărțit forțele lor, le-au izolat pe drumuri deosebite și le-au predat autorităților pentru a le obosi prin hărțueli, pentru a le măcina și apoi risipi și întoarcă la vetrele lor.

Pasul spre revoluție al masselor adunate, care începuseră să ocupe clădirile autorităților, trenurile și garile și care porniseră marșul asupra Capitalei, fu sabotat, împiedi-

cat, zădărnicit de către conducători inșiși.

Alba-Iulia a trecut, guvernul Brătianu continuă a rămâne la putere și proclamă înăsprirea teroarei și îndoirea energiei aparatului de asigurire al statului. Rezerva de mijloace a național-tărăniștilor este epuizată, dincolo de Alba-Iulia — tocmai Alba-Iulia a dovedit-o — numai revoluția mai rămâne. Dar conducătorii național-tărăniști au oroare de revoluție. La întrebarea masselor: »Ce facem acum?» conducătorii național-tărăniști nu mai au nici-un răspuns la dispoziție, care să risipească marea dezamăgire a poporului țărănesc. Dincolo de momentul culminant dela Alba-Iulia, care a dovedit că masele țărănești sunt gata de luptă, dar că conducătorii în care ele și-au pus nădejiile sunt nevolnici, pe Partidul Național-Tărănesc îl așteaptă prăbușirea, criza. Deja se vorbește de un guvern de concentrare Titulescu-Iorga plus aripa dreaptă a P.N.T. — Deja se declară că succesul împrumutului de 60 milioane dolari întărește poziția guvernului Brătianu. Combinații de tot soiul se pun în circulație. Tărănimea însă a început să se desmeticească și, învingând cu ajutorul muncitorimii înaintate dela orașe demoralizarea pricinuită de trădarea dela Alba-Iulia, ea va pregăti o altă Alba-Iulia, o Alba-Iulia a faptelor și nu a răfoelilor demagogice a la Radici, o Alba-Iulia a revoluției muncitorești-țărănești.

I. Mateescu

Gura păcătosului adevăr grăește . . .

Serbările dela Chișinău ale »unirei« Basarabiei s'au desfășurat în mijlocul indiferenței fătuse și a ostilității ascunse generale. Nu numai masele populare s'au abținut de a lua parte la aceste serbări, dar chiar și aceia cari au fost eroii acestei triste »uniri« cu baioneta și aruncări în Nistru de-acum zece ani — foștii deputați din Sfatul Țării cari au votat »unirea« — erau absenți, refuzând să aziste la ele în chip de ostilă demonstrație. În afară de mascaradele obicinuite la asemenea ocazii — discursuri sfărăitoare, parăzi militare, etc. — nimic deosebit.

A, iertare! Un singur lucru s'a produs la aceste serbări care merită să fie reținut, pentru că el confirmă într-un chip semnificativ ceace toată lumea știe dealminteri destul de bine. Cercurile inalt- oficiale caută să se vorbească pe cât mai puțin de el. Dar lucrul a ajuns în public și a avut de-acuma și un ecou și în presă. Într'adevăr, sub titlul »Generalul Averescu și Sfatul Țării« organul Partidului Național-Tărănesc »Dreptatea« din 4 Mai aduce la cunoștința publică cele ce urmează:

»Conform unui vechi obicei de slugă plecată și credincioasă, generalul Averescu a ținut să asiste la serbările

organizate de liberali la Chișinău. E tradițională d-sale tactică, menită să-l aducă la putere pentru câteva luni, până ce nu mai puțin tradiționalul picior al liberalilor, viguros aplicat pe o mult încercată parte a trupului de cavalerist al generalului, îl va trimite din nou, într-o »opoziție cuminte« . . .

»Dar tocmai spiritul acesta i-a făcut d-lui general Averescu o farsă nemiloasă. Se știe că d-sa are mania nevinovată a discursurilor. (Fiece bătrânețe cu metelnele ei). Și la Chișinău nu se putea ca generalul să nu rotească basarabenilor, un discurs. Uitând că ia parte la serbătorile unirei, dar dându-și bine seama că acesta e doar pretextul pentru o fastuoasă propagandă liberală, generalul a vorbit în așa fel încât să facă plăcere stăpânilor d-sale.«

»A spus deci că »Unirea« nu e propriu zis o »unire« fiindcă, în 1917 Basarabia nu era un stat autonom recunoscut . . . În consecință nici Sfatul Țării nu era o reprezentanță legală și consacrată a Basarabiei a cărei realipire la patria-mună nu se datorește atât istoricului vot, cât . . . inițiativei generalului Averescu de a trimite trupe peste Prut, și de-abia apoi sentimentelor patriotice ale basarabenilor.«

»In mintea d-sale, generalul Averescu răsbuna pe liberali, în potrița parlamentarilor țărăniști, foștii membri ai Sfatului Țării. S'a intervenit pe lângă d-sa, să renunțe la imprimarea acestei părți a discursului . . .«

Gura păcătosului adevăr grăește, spune o vorbă bătrânească. Din punctul de vedere »patriotic« generalul Averescu a făcut, se înțelege, o prostie. Dar în realitate dumniaș a lăsat să-i scape adevărul. Sfatul Țării n'a fost o reprezentanță legală și consacrată a Basarabiei, Basarabia ea însăși nu era la acel moment un stat autonom recunoscut ca atare, ci mai făcea încă parte ca republică națională din Rusia, din Rusia revoluționară bine-înțeleasă. »Alipirea« Basarabiei de patria-mună n'a fost datorită votului Sfatului Țării, ci acest vot a fost numai un gest teatral de comandă. Armata oligarhiei, comandate de către generalul Averescu, este aceea care a »făcut« unirea ocupând cu forța Republica Moldovenească de peste Prut, ajutată fiind de către trădarea fără pereche a foștilor deputați »naționaliști« din Sfatul Țării, astăzi aflători în Partidul Național-Tărănesc.

Toate acestea noi le știam fără îndoială. Dar spuse de către un personajii de talia domnului general Averescu, fostul comandant al trupelor care au ocupat Basarabia, personaj care a negociat atunci cu Racowski și a semnat un tratat obligându-se a evacua provincia în două luni, în care răstimp lucrările de aprovizionare vor fi terminate, făcute de un asemenea personaj aceste declarații capătă un caracter de document istoric.

Și ca atare noi le reținem. Delablaț

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Вечити најамници

Најновнија издаја Македонског комитета на челу са фамозним и кобним генералом Протогеровом изазвала је огромну сензацију не само у балканским државама већ и у Европи.

Представник овог комитета у иностранству, Наум Томачевски, човек који носи на својој савести толико злочина људи који нису истог мишљења и тактике комитета, примио је од Мусолинија два милиона лира да организује банде и врши агенгате у Македонији која стење под српским јармом.

Бугарски посланик у Београду г. Вакарелски обавестио је о томе свога шефа Ђанчева — и ако се он чини да му није ништа познато додајући да је посланство посетило једна македонска делегација обавештавајући га да је македонско становништво противу терористичког рада Протогеровљевих банди чије су последице делања ужасне по становништво.

Који је у ствари циљ кога има шеф црних кошуља, потплаћујући комитет македонских авантуриста?

Пошто је Мусолини метнуо руку на Албанију он поку-

шава да успостави своју хегемонију у Македонији искоришћавајући већ неподносио мучан положај. Он верује да ће постићи свој циљ купујући македонски комитет који се покрива револуционарном маском. Међутим овај је комитет непобитно показао своје право лице својим најактивнијим учешћем у државном преврату и обарању власти земљоделца у Бугарској.

Зна се, да се је тај комитет материјалном и моралном потпором сарфиског двора наметнуо на вођство В.М.Р.О. коју су основали идеалисте као што су били: Грујев, Делчев, Гошев и т. д. Ова је организација гледала решење Македонског питања не у анектирању (прикључењу) Македоније Бугарској већ у аутономији њихове отаџбине у оквиру Отоманског царства и евентуално у Балканској Федерацији.

Одлучили се програма оснивача В.М.Р.О. упрегнули су се Протогеров и његови помоћници једноставно у кола бугарског империјализма.

Уочивши његову потпуну немоћ продали су се империјализму фашистичке Италије.

Нетреба то никога чудити јер се ови вечити најамници никада нису интересовали за судбину македонског радног народа.

У ствари знају ови злочинци врло добро да терористичким делима неће приморати милитаристичко-империјалистичку и шовинистичку Србију да учини Македонију независном или аутономном. Они такође знају врло добро да својим атентатима пружају повода српској реакцији да десеткује све што је у Македонији свесно и активно, да повећа са још већом жестином њену србизацију. Ови се крволочки авантуристи не обазире на то да је Македонија после њихове последње терористичке делатности постала прави пакао.

За време турског деспотизма прихватили су се ови авантуристи истих метода. Они су се оправдавали лицемерно ради тога што је Турска била земља где су освајачке силе имале право да интервенишу силом уговора. Данас не постоји слично оправдање и извињење за њихове злочине у српској Македонији.

Одкуда дакле ова издаја?

Једино да се задовољи жељи Мусолинија т. ј. његовог империјализма коју он плаћа жртвујући народ чију ствар тобоже брани.

Јасно је да се Мусолини не брине за патње македонског становништва. Више га интересује његова прљава црна кошуља него ли права националних мањина. Тачно смо упућени у његове осећаје у погледу националних мањина на Балкану. Мусолинију су потребна сервилна оруђа да примора на капитулацију свога противника — Југославију.

Протогеровљев комитет прихватио и ако добро упознат овај сраман и злочиначки посао.

Атентати ових бандита могу да изазову немире а можда и рат...

Македонски авантуристи прихватили су из обести да потпаље пожар на Балкану и гурну балканске народе у ново и још страшније крвопролиће.

Зар Мусолини не просјачи новац од америчких банака, без којих неби могао да живи, да организује рат.

Јели то циљ америчких банака да подржавају главног авантуриста?

Редакција »Балканске Федерације«

Фронт револуције против фронта реакције

Угњетене, обесправљене и изгладњеле радне Југославије, доиста, нису имале за обих десет година мрачњачке владавине београдских властодржаца тамније пролеће него што је овогодишње.

Синфонија буђења новог живота у царству природе доми се у вапају стотине хиљада гладних широм целе земље; у крвавом испарењу многобројних убиства и злочина режима у Македонији; у шкргуту зуби опљачканих сељака и беспослених радника и намештеника које је југословенски капитализам помоћу државне силе у интересу својих профита осудио на смрт.

Груба, бесомучна реакција игра свој последњи обесни шир. Нека се још мало забављају властодршци, монарх и »тајне силе« краљевине С. Х. С., овом режиму насилне владавине мора доћи једном крај. Тада ће они подлагати рачуна за своје злочине пред судом обесправљених и угњетених маса свију нација у Југославији.

Каква се унутрашњо-политичка запажања могу забележити у последње време у Југославији?

На једној страни имамо коалицију радикала, демократа, словеначких клерикалаца и босанских муслимана на челу са Вукићевић-Корошећ-Маринковићевом владом; на другој страни т. зв. парламентарну опозицију која обухвата сељачко-демократску коалицију (Радић-Прибићевић) и фракцију српских земљорадника. Два противничка торања у Скупштини који се боре око власти и народног добра. И ови на власти и они у парламентарној опозицији имају једно за циљ: **власт и одржање данашњег капиталистичко-империјалистичког поретка**. Први држе власт помоћу жандармерије, охране и војне силе, други искоришћавају незадовољство у народу помоћу демагогије вршећи притисак на уједињени фронт полиције, католичког језуитизма и банократије неби ли се и њима, који су исто тако верно служили режиму великосрпске хегемоније и милитаризма, доделило нешто власти. Онога часа када би се решило питање уласка сељачко-демократске коалиције у владу нестало би оместа онај »борбени« став демагошке фразеологије кога испољавају Дон Кихот Прибићевић и Санчо Пансо Радић, као што је то случај са Љубом Мравом безкичмењаком Гролом и др. Синтеза живота свих тих лажних народних трибуна састоји у слепој пузавичдуку и лакејству према свемогуној камарили.

Борба и криза у самој радикалној странци која се води између Вукићевића са млаћим радикалним »првацима« а ла Др. Јевремовић, Кобасица и оним ноторним хоштанлером Р. Порежанином и групе т. зв. »пашицеваца« око Боже Максимовића, Српкића и Др. Стојадиновића и т. зв. центрума око Мише Трифуновића, Др. Нинчића, Узумовића нема карактер неког дубљег социјалног процеса у странци. Та борба јесте пре свега резултат плођења разно разних котерија и клика истих принципа шпијунског и полицијског режима: једних који тренутно уживају поверење камариле и двора и држе формално власт и других, који су одгурнути у позадину са више партизанске традиције којима је још нешто стало до политике коју је још Пашић у странци инаугурисао. Радикална партије је живи леш, која се једино још одржава благодарећи корупцији и власти.

Нешто о т. зв. пречанском фронту кога су тобоже створили Радић и Прибићевић својом »непомирљивом« борбом против хегемоније србијанских партија и режима шапата

(како га је окарактерисао М. Трифуновић у свом говору противу Вукићевића у радикалном клубу).

Пре свега не постоји само »пречански« фронт оних преко Саве и Дунава. Тај фронт обухвата и Босну и Херцеговину и Црну Гору и Далмацију и Србију а поготову Македонију и др. Већина народа, широки народни слојеви свих нација у држави осетили су благодати новог режима још првих година уједињења. Властодршци не искључују никаква средства насиља како да угуше тај обрuch који се све више око њих стешњава. Међутим г. г. Радић и Прибићевић **немају моралног права да се стављају на чело, т. зв. пречанског фронта, јер су и они били и остају саучесници у гушењу и угњетавању слободе и права радног народа у Југославији**. Крвави трагови Прибићевићевог министровања **немогу** се ничим опрати. Издајство Радића остаће вечни жиг у борби за слободу хрватског народа.

Отуда и пречански фронт није никаква нова ствар, он се роди заједно са осталим фронтима у првим данима владавине великосрпског милитаризма и хегемонизма.

Фронт реакционарне владавине не протеже се само на србијанске владајуће странке, **он иде даље**, обухватајући како Коронца садашњег министра унутрашњих дела, представника словеначких клерикалаца и агента римске курије тако и шефове данашње парламентарне опозиције једног Радића и Прибићевића. Њихово слободоумље и политика, коју силом околности воде јесте само привидна и бласфемна која има врло мало **заједничког** са оним што управо хоће и требају радници, сељаци и сиромашни грађани преко Саве. То нека **добро упамте** радне масе Хрватске и осталих покрајина које имају још **илузија** да ће се њиховим доласком на власт променити систем владавине и побољшати стање у земљи.

Очигледно је да се у Југославији слично као и у другим земљама врши процес **поларизације** и класне и социјалне. На једној страни све тешња концентрација крупне буржоазије, тамо с оне стране незадовољне и осиромашене сељачке масе, српске и осталих нација, средњи сталеж и градска сиротиња на челу са радничком класом. Побуде да се сви ти именовани елементи временом нађу на истој линији противу фронта реакције, фашизма и самовоље, противу тираније, насиља и угњетавања нису платонске. Њих је **проузроковао исти чинилац економске беде, обесправљености и немање слободе**. Он је саставни део садашње епохе империјализма и фашизма различитих форми. Тако у главном изгледају контуре и перспектива којом идемо. Ти објективни револуционарни фактори убрзавају и субјективно револуционисање оних слојева које највише погађа режим абсољутизма.

Остаје још само у тако објективно револуционарној ситуацији ваставити што тешњу везу свих субјективних револуционарних фактора **у земљи дати му форму, садржињу и одређен циљ**. Тај фронт револуције, тај фронт бунта противу фронта реакције ношен огромним замахом титанске снаге окованог Прометеја **мора имати дисциплиновану авангарду у савезу радника и сељака**.

Тај фронт револуције који се на хоризонту јавља бива све стварнији и непосреднији, будимо готови преко свих жртава на победу.

Од исхода те борбе зависи када ће синнути право пролеће слободе балканским народима.

Димитрије Јовановић.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

„Dalmazia irredenta“

»Nespašena Dalmacija« bojni je poklik fašističkih legija, koji se u zadnje vrijeme sve više i jače čuje na fašističkim zborovima i priredbama, u fašističkoj štampi u Italiji i propagandi na strani kao zahtjev talijanskog naroda za oslobodjenjem neoslobodjene braće i njihovim prisajedinjenjem »velikoj majci domovini«, »starodrevnoj kulturi« i. t. d. Te prohtjeve fašističkog imperijalizma podupiru svi reakcionarni i imperijalistični krugovi u Italiji, kao što to svjedoče izjave predstavnika katoličke crkve »pravdnosti i ljubavi« Kardinala Maffia u Pisi i međunarodni velesajam u Milanu, gdje je bio uspostavljen posebni odjelak za nespašenu Dalmaciju. U tu svrhu djeluju irredentistička društva »Pro Dalmatia«, »Dante Alighieri«, a publicističku propagandu obavlja »Adriatico Nostro« (Naš Jadran) i drugi listovi.

Taj isti poklik i iste fraze bile su svojina talijanske liberalne buržoazije na omaku minulog stoljeća. Nije to bila imperativna nužda i neutaživa želja za nekakvim oslobađanjem, nego je to bilo samo sredstvo u rukama lukave talijanske diplomacije, da što više izrabii svoje saveznike u trojnom savezu i dobije što više koncesija od dualistične Austro-Ugarske, koja je strahovala za svoju budućnost i bojala se da ne bi Italija pošla stopama Mazzinija i stavila se na čelo oslobodilačkog pokreta potlačenih naroda u okviru dvojne monarhije. Ta je bojazan bila suvišna, jer je liberalna Italija već tada stvarno ispovijedala i držala se načela, koje će puno kasnije — 1915 — u javnoj sjednici talijanskog parlamenta proglasiti njeni predstavnik Antonio Salandra čitavom svijetu sa Kapitola, da službenu Italiju u svim njenim političkim akcijama vodi samo — »sacro egoismo«, egoizam ucjenjivanja i imperijalističke ekspanzije.

Od talijanske vlade bogato subvencionirana društva »Dante Alighieri« i »Lega Nazionale« preuzeše na se brigu, da u slavenskom stanovništvu Istre i Dalmacije traže janičare za politiku liberalne Italije. U tu svrhu izdržavala je »Lega« škole u čisto hrvatskim mjestima, gdje nitko nije razumio ni slova talijanski. U te škole vukli su u prvom redu djecu siromašnih roditelja i preuzimali na se brigu o školovanju djece, davali im besplatno odjeću, knjige i novčane potpore. Tako se je stvarala u manjim gradovima i varošima Istre i Dalmacije talijanska sitna buržoazija, koja je opet služila kao sredstvo u rukama službene Italije to vidimo iz imena mnogobrojnih sadašnjih talijanskih političara, trgovaca, preduzimača, u osvojenim pokrajinama koja ođaju slavensko porijeklo.

Talijanski državnici znali su vrlo dobro, da je etnografski sastav Dalmacije potpuno hrvatski, a onaj Istre pretežno hrvatsko-slovenski. Austrijska statistika u doba najtješnjeg prijateljstva sa Italijom, kada je još Schönbrunn računao sa Quirinalom, a diplomati sa Ballplatza vjerovali u potporu Consulte — navadja u Dalmaciji samo 3% Talijana, a 97% Hrvata i Srba. Za prvih izbora u Istri 1907 provedenih na temelju općeg prava glasa — u šest izbornih kotara, koje je onda sačinjavala Istra — odmah u prvom glasovanju bivaju u tri kotara izabrani Hrvati, a u dva druga dodjoše u užu izbor. To je bilo u zemlji, koja nije imala svojih narodnih škola ni učitelja ni svećenika. Usprkos 400 godišnje venecijanske vlade na istočnim obalama jadranskog mora — nije bio izmjenjen njihov etnografski karakter, kako su to već davno bili utvrdili Tommaseo i Mazzini — dva duhovna velikana na osvitu »treće Italije«. U gradovima se sleglo talijansko činovništvo i sitno gradjanstvo — ostatak venecijanske uprave u ovim krajevima. Poznat je upravni sistem Venezije, da u svoje kolonije eksportira svoje ljude, postavlja ih za upravnike i činovnike i plaća ih zemljama kolonizovanih zemalja. Tako su nastali »kolonati« u Dalmaciji i Istri, pa je vlasnik zemljištva gotovo uvijek gradski Talijan ili potomak venecijanskih plemića — a »kolon« — zemljoradnik, težak uvijek je samo Hrvat. To je najbolje dokaz, da se ovdje nema šta sponovati, jer su seljaci — a to su 90% čitavog stanovništva — radni autohtoni narod Hrvati. Ta je agitacija zauzela

toliko maha da je prihvatise i neki socijaldemokratski prvaci. Baš je ovih dana u berlinskoj internacionalnoj reviji za socijalizam i politiku »Die Gesellschaft« uzeo riječ poznati talijanski socijaldemokrat Artur Labriola s tolikom dozom diletantizma da iz svake riječi izbija nevjerojatno neznanje i nepoznavanje stvari. Taj članak tog socijaldemokrate nije nego prosta obrana ucjenivačkog »Londonskog pakta«, kojim je Sonino ucjenio sile sporazuma i platio svoj istup iz trojnog saveza na štetu principa pravdnosti i samoodredjenja naroda. Taj čudni socijalista brani strateške granice Italije i kaže, da je Italija imala potpuno pravo da traži Brenner i Snježnik. Na obranu potlačenih naroda u fašističkoj Italiji ima samo tu bezobraznu primjedu, da su gospodari od jučer postali potlačeni danas! Kao da su Hrvati i Slovenci bili pod Austrijom gospodari u Istri — a ne daleko i kudikamo potlačeniji od Talijana. Kako g. Labriola poznaje krajeve o kojima piše, vidi se iz toga, što tvrdi, da je »Dalmacija jedan neprikidan planinski zid, koji ima samo dva izlaza: Rijeku i Skadar«. Stvarno nijesu ni Rijeka ni Skadar izlazi Dalmacije i daleko su od nje, a Dalmacija ima čitav niz drugih izlaza kao Šibenik, Split, Mešković, Gruž i. t. d. Labriola ni riječi ne govori o ubijanju Hrvata i Slovenaca po Istri, o paležima i pljački, o deportiranju on samo plače nad sramotnim londonskim paktom i žali, što je »Italija jedina sila, sa kojom saveznici nijesu sklopljene ugovore do kraja i lojalno proveli«. On opravdava talijansku okupaciju Albanije, jer bi iskrcanje jugoslavenskih četa u Apuliji (pomoću ogromne jugoslavenske ratne mornarice!) rastrgalo Italiju u tri dijela, a naprotiv iskrcanje talijanskih četa u Dalmaciji nebi ni najmanje, škodilo Jugoslaviji. Jugoslavija ne mora da se brani od mogućnosti iskrcanja talijanskih četa (radi nezatne talijanske flote!), ali Italija mora da se zaštiti od slične opasnosti. I zato je Italija morala okupirati Albaniju!

Fašizam prihvatio je istu devizu, ali za drugim ciljem pred očima. Dok je liberalna Italija gledala u propagandi irredentizma uglavnom sredstvo za izrabii svoje saveznike, fašistička Italija uzimlje tu propagandu kao bazu za svoje imperialističke ciljeve ne samo u Dalmaciji. Mi opažamo tu propagandu u Crnoj Gori, Albaniji, Dodekanezu, Siriji, Jemenu, Tripolisu, Malti, Tunisu, Tangeru, u želji za novim kanalima imperialističke ekspanzije, za posjedom novih kolonija. Talijanski kapital i talijanska industrija treba tržišta, talijanska radna snaga zaposlenja. Emigracionim zakonom Sjeverne Amerike zatvoren je put prekomjernom talijanskom stanovništvu, Južna Amerika ne može da apsorbira svu tu masu kao pečalbare (sezonska emigracija). Mussolini i talijanski kapital misle, da je najzgodnije to ekspanzije — Balkan i Blizi Orijent. Tu nalazi na otpor jugoslavenske buržoazije pod zaštitom francuskog kapitala. Stoga Italija hoće da oslabi pomoć Francuske i postavlja na dnevni red pitanje Tunisa i emigracije u južne dijelove Francuske.

Nema davno tomu, da je fašistički narodni zastupnik Ceresole u fašističkom časopisu »Augustea« objelodanio teze fašističke politike obzirom na Balkan. Po njegovom tvrdjenju: 1) Fašistička Italija ne priznaje pravo uplitanja ili prednosti nikakvoj drugoj državi na Balkanu, 2) To pravo prednosti i pravo uplitanja imat će ona država, koja ima na to pravo po svom djelovanju, 3) To pravo ima samo Italija radi svog susjedstva sa balkanskim zemljama i što je fašistička Italija u stanju, da tim narodima dađe svoju kulturu, podigne ekonomski i kao industrijalna država omogućii izmjenu dobara, tako da nastane između Italije i Balkana ekonomska »autarkija«. To je zaključak, do kojega je došao fašistički zastupnik nakon ispitivanja odnošaja medju zemljama istočnog dijela sredozemnog mora.

Tomu cilju služi sva propaganda, za taj cilj podaju i poklici za »Dalmazia irredenta!«

Da ta propaganda nema osnova u nacionalnoj strukturi Dalmacije, to znadu fašiste vrlo dobro. Masa talijanskih vojnika, koji su kroz tri godine držali okupiranu Sjevernu Dalmaciju na temelju ugovora o primirju nisu mogli vjerovati vlastitim očima. Oni su mislili naći u Dalmaciji neoslobodjenu braću, kako im je govorila njihova službena propaganda a tamo našli su narod tuđeg jezika i tuđih običaja s kojim se nijesu mogli sporazumjeti niti riječi izmjeniti!

Talijanski radnici, koji rade u tvornicama i industrijskim poduzećima Dalmacije znaju vrlo dobro da su jedini Talijani u Dalmaciji — baš oni sami. Drugi radnici i seljaci samo su Hrvati, koje ne vuče nikakva želja u Mussolinijev »raj«, jer i sa svojom buržoazijom imaju dosta posla.

Talijanski radni narod nema nikakve veze sa ovom imperijalističkom propagandom i kad on strese okove svog ropstva, prestat će i ta suvišna i neosnovana propaganda.

Radni narodi Balkana i Italije naći će se u bratskoj zajednici, netom se oslobode svoje kapitalističke i imperialističke buržoazije.

Taj čas nije daleko! Tada će i poklik »nespašena Dalmacija« biti samo neugodna uspomena na gadnu prošlost!

Krešimir Ivačić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΟΙ ΑΙΩΝΙΩΣ ΠΟΥΛΗΜΕΝΟΙ

Η νέα πανουργία του μακεδονικού Κομιτάτου δηκουμένου από τον περίφημο καιόλεθριο Πρωτογέρωφ έπροξένησε μια μεγάλη σενσασιόνα όχι μόνο στα βαλκανικά κράτη, αλλά επίσης και στην Ευρώπη.

Ο Ναούμ Τομαλέουκι, αντιπρόσωπος του Κομιτάτου αυτού στο έξωτερι δ, ό άνθρωπος του οποίου τη συνείδηση βαραίνουν τόσα εγκλήματα που διεπράχτηκαν πάνω σε κείνα τα πρόσωπα που δεν συμμερίζονται τις ιδέες και την τακτική του Κομιτάτου, έλαβε από τον Μουσολίνη δύο εκατομμύρια λιρέτες για να οργανώσει συμμορίες και για να διαπράξει απόπειρες στην Μακεδονία που στενάζει κάτω από τον σερβικό ζυγό.

Ο πρεσβευτής της Βουλγαρία στο Βελιγράδι, κ. Βακαρέλσκι, ειδοποίησε πάνω στο ζήτημα τον προϊστάμενο του, κ. Λιάπτσεφ, πρόεδρο της κυβερνήσεως — αν τó άγνοούσε αυτός ενγένει — προσθέτοντας ότι στην πρεσβεία παρουσιάστηκε μια μακεδονική αποστολή για να καταστήσει γνωστό ότι ό μακεδονικός πληθυσμός είναι ενάντιον των τρομοκρατικών μηχανορραφιών των συμμοριών του Πρωτογέρωφ, των οποίων οι συνέπειες είναι ολέθριες γι' αυτόν.

Ποιός είναι όμως ό σκοπός που επιδιώκει ό αρχηγός των μαύρων χιτώνων υποστηρίζοντας με χρήματα τό Κομιτάτο των μακεδόνων τυχοδιωκτών?

Έπειτα από την Άλβανία, επιδιώκει ό Μουσολίνι να έγκαταστήσει την ήγεμονία του στην Μακεδονία της οποίας θέλει να έκμεταλλευθή τό μαρτύριο. Νομίζει ότι θα φθάσει στον σκοπό του εξαγοράζοντας τό φατσιατικό μακεδονικό Κομιτάτο που σκεπάζεται με μια έπαναστατική μάσκα. Τό Κομιτάτο αυτό όμως έδειξε όριστικά τον άληθινό του χαρακτήρα λαμβάνων ένεργό μέρος στο πραξικόπημα τό οποίο άνέτρεψε την κυβέρνηση των άγροτών στην Βουλγαρία.

Τό Κομιτάτο αυτό, είναι γνωστό, έπεβλήθηκε με την ήθική και ύλική βοήθεια της αώλης της Σόφιας στην διεύθυνση της Έσωτερικής Έπαναστατικής Μακεδονικής Οργάνωσης (Ο.Ρ.Ι.Μ.) ή οποία ιδρύθηκε από ιδεαλιστές όπως ό Γκρούεφ, ό Δέλτσεφ, ό Τόσεφ κ.τ.λ. Αυτή ή οργάνωση έβλεπε την λύση του μακεδονικού ζητήματος όχι στην προσάρτηση της Μακεδονίας από την Βουλγαρία, αλλά σε μια αυτόνομηση της πατρίδας των στο περιθώριο της όθωμανικής αυτοκρατορίας και ένοδεχόμενον μέσα σε μια Βαλκανική Ομοσπονδία.

Ο Πρωτογέρωφ και οι συμπράκτορες του, άρνούμενοι τό πρόγραμμα των ιδρυτών της Έσωτερικής Έπαναστατικής Μακεδονικής Οργάνωσης, έχουν δεθεί άπλως στο άρμα του βουλγαρικού ιμπεριαλισμού.

Βλέποντας αυτόν πεσμένο σε μια όλοκληρωτική

άδυναρία, πουλήθηκαν έπειτα στον ιμπεριαλισμό της φατσιατικής Ιταλίας.

Αυτό δεν πρέπει να θέσει κανένα σε άπορία, γιατί αυτοί οι αιωνίως πουλημένοι δεν ενδιαφέρθηκαν ποτέ για την τύχη του εργαζομένου μακεδονικού λαού.

Στην πραγματικότητα ζαίρουν πολύ καλά αυτοί οι έγκληματιές ότι, δεν είναι οι τρομοκρατικές πράξεις που θα άναγκάσουν την μιλιταριστική, ιμπεριαλιστική και έθνικιστική Σερβία να παραχωρήσει την άνεξαρτησία ή την αυτόνομηση της Μακεδονίας. Ζαίρουν έξ ίσου πολύ καλά ότι, οι άπόπειρες τους προσφέρουν στην σερβική αντίδραση την πρόφαση για να δεκατίξει κάθε τι συνειδητό και ένεργό που αριθμεί ή Μακεδονία, και για να επιδιώκει με περισσότερη λύσσα τό έργο του έκσερβισμού. Αυτοί οι άιμοβόροι τυχοδιώκτες δεν άγνοούν καθόλου ότι ή Μακεδονία, που τυραννιέται από τό Βελιγράδι, έξ αίτίας της τελευταίας των τρομοκρατικής δράσης μετεβλήθηκε σε μια πραγματική κόλαση.

Τόν καιρό του τουρκικού δεσποτισμού, κατέφευγαν αυτοί οι τυχοδιώκτες στην ίδια μέθοδο. Άλλά μπορούσαν να επικαλεσθούν ύποκριτικά την δικαιολογία ότι ή Τουρκία ήταν ένα κράτος όπου οι δυνάμεις της κλειψιάς είχαν τό δικαίωμα να έπέμβουν δύναμει των συμβάσεων. Μια τέτοια δικαιολογία, μια τέτοια πρόφαση δεν ύπάρχει σήμερα για τις πράξεις τους στην Μακεδονία.

Πρός τι λοιπόν αυτή ή πανουργία?

Μόνον και μόνον για να ικανοποιήσουν τις έπιθυμίες του Μουσολίνι ή μάλλον τις άπαιτήσεις του μουσολινιακού ιμπεριαλισμού, ό οποίος τους πληρώνει, θυσιάζοντας τον λαό του οποίου ισχυρίζονται ότι υπερασπίζονται την ύπόθεση. Είναι φανερό ότι ό Μουσολίνι δεν του μέλει ό πόνο του μακεδονικού πληθυσμού. Τα δικαιώματα των έθνικών μειονοτήτων του ενδιαφέρουν λιγώτερο από τον μαύρο βρόμικο χιτώνα του.

Έπιμένουμε τελειωτικά πάνω σ' αυτά τα αισθήματα, σχετικά με τις έθνικές βαλκανικές μειονότητες. Ο Μουσολίνι έχει ανάγκη από ταπεινόφωνα όργανα για να εξαναγκάσει τον αντίπαλο του, την Γιουγοσλαβία, να ύποκύψη.

Τό Κομιτάτο του Πρωτογέρωφ άποδέχθηκε, εν άπολύτω έπιγνώσει του ζητήματος, αυτήν την έγκληματική και άτηρη δουλειά.

Οι άπόπειρες που διαπράττονται άπ' αυτούς τους συμμορίτες μπορούν να προκαλέσουν ταραχές και, ίσως, και τον πόλεμο.

Οι μακεδόνες τυχοδιώκτες παραδέχονται, θεληματικά να βάλουν φωτιά στα Βαλκάνια και να ριξουν τους λαούς της χερσονήσου σε μια καινούργια και πειό άποτρόπαια σφαγή.

Και λέγουν ότι ο Μουσολίνι ζητιανεύει τα χρήματα από τις αμερικανικές τράπεζες χωρίς τα οποία δεν μπορεί να ζήσει, για να οργανώσει τον πόλεμο.

Είναι γι' αυτόν τον σκοπό που κρατάν στην άρχηγία τον τυχοδιώκτη οι αμερικανοί τραπεζίτες?
Η Σύνταξη

ΕΚΚΛΗΣΗ

Πρός όλες τις προοδευτικές ομάδες και οργανώσεις, προς όλους τους φίλους των καταπιεζομένων και υποδουλομένων λαών

Ούτε ο βαλκανικός, ούτε ο παγκόσμιος πόλεμος μπόρεσαν να δώσουν στο μακεδονικό ζήτημα μια δίκαια και φυσική λύση. 'Απ' έναντίας, το παιχνίδι των τυφλωμένων ιμπεριαλιστικών δυνάμεων, που δεν λογαριάζουν ούτε τα φυσικά δικαιώματα του μακεδονικού λαού, ούτε δε και τα συμφέροντά της ειρήνης και της ήσυχίας στα Βαλκάνια έδημιούργησαν στην Μακεδονία μια αθάνατη και αφύσικη κατάσταση.

Μια οικονομική και γεωγραφική ολότητα κόπηκε με ένα τελείως αθάνατο τρόπο σε τρία κομμάτια. Ένας ζωντανός λαός, έχοντας πίσω του επαναστατική παράδοση τριάντα χρονών, ήρωικούς αγώνες για την ελευθερία του και την αυτονομία του κατευθυνόμενος έναντι των τούρκων σουλτάνων και πασάδων, ένας λαός, ο οποίος το 1903 με την εξέγερση του 'Τλιν-δεν ('Αγιος 'Ηλίας) έγραψε στις σελίδες της ιστορίας του μια λαϊκή εποχή, που μπορούσε να αποτελέσει, αδιάφορο για ποιόν από τους συγχρόνους ελεύθερους πολιτισμένους λαούς, τον περὶ γνήσιο τίτλο δόξης ένας λαός ο οποίος στο διάστημα μαλλών γεννεών έθυσιασε το άνθος των τέκνων του για να ανακτήσει την ελευθερία του, αυτός ο λαός ξεσκίστηκε αθάνατα σε τρία κομμάτια και ρίχτηκε ως βορᾶ στις ολιγαρχικές και μοναρχικές βαλκανικές κλίκες.

'Από τον ζυγό του τούρκου σουλτάνου, πέρασε ο μακεδονικός λαός, κομματιασμένος και αδυνατισμένος, κάτω από τον ζυγό των τριών βαλκανικών λαών; της Γιουγосλαβίας, της Ελλάδας και της Βουλγαρίας. 'Υκανοποιήθηκαν οι όρέξεις των δυνασטיών και των βαλκανικών ιμπεριαλιστών? Είχε η θυσία της Μακεδονίας την δύναμη να επαναφέρει στα Βαλκάνια την αιώνως ταλαντευόμενη ειρήνη και ήσυχία? Καθόλου!

'Απέχει πολύ από το να παρηγορηθεί ο μακεδονικός λαός κατ' αυτόν τον τρόπο. Η Μακεδονία παίζει σήμερα περισσότερο από ποτέ τον ρόλο του «μήλου της έριδος» στα Βαλκάνια. Είναι σήμερα η άνεξάντλητη πηγή όλων των ραδιουργιών, όλων των μηχανοραφιών, όλων των συγκρούσεων. Είναι η έστια απ' όπου θα φύγουν οι σπιθες που θα βάλουν φωτιά στα Βαλκάνια.

Κανένα από τους βαλκανικούς καρχαρίες δεν είναι σήμερα ευχαριστημένος με το μερίδιο που πείρανε από την μακεδονική λεία. Κανένας δεν άγνοεί ότι οι βούλγαροι μιλιταριστές δεν θα παραδεχθούν ποτέ την «άποκλήρωση» της Βουλγαρίας — η οποία είναι γι' αυτούς ο «ιστορικός κληρονόμος» της Τουρκίας στην Μακεδονία — οι οποίοι όνειρεύονται μέρα και νύκτα την έκδικση έναντιον της Γιουγосλαβίας και της Ελλάδος, και την όποιαν προστοιμάζουν.

Είναι πασίγνωστο, ότι η Γιουγосλαβία σκοπεύει να βάλει χέρι στην Θεσσαλονίκη οικιοποιούμενη όλη την μακεδονική ζώνη που κατέχεται σήμερα από την Ελλάδα, γιατί θεωρεί αυτήν την κτήση ως μια έπιτακτική οικονομική ανάγκη, στην όποια άργα ή γρήγορα θα ύπακούση.

Η στρατιωτική περιπέτεια του έλληνος δικτάτορος Παγκάλου, περι τα τέλη του 1925 στο Πέτριτς, δείχνουν φανερά σ' όλο τον κόσμο ότι, οι έλληνες μιλιταριστές δεν έγκατέλειψαν το σχέδιο της εύρυνσεως του έδάφους των προς βορράν, προς την μακεδονική ζώνη που κατέχετε από την Βουλγαρία.

Δεν ύπάρχει συνεπώς ειρήνη, δεν θα ήξαινε κανείς αν ύπάρχει στα Βαλκάνια, γιατί περισσότερο από ποτέ, είναι σήμερα η Μακεδονία το άντικείμενο των διαφωνιών μεταξύ των βαλκανέζων μιλιταριστών.

Θα ενόμιζε κανείς ότι οι μεγάλες δυνάμεις έχουν σκοπό να κάμουν την Μακεδονία την άχίλλειο φτέρνα της βαλκανικής ειρήνης, για να χάνουν μια πρόφαση έπεμβάσεως, για να προκαλούν συνεχώς διαφωνίες και συγκρούσεις. Δεν θα ήξαιραν άλλεως πώς να έξηγήσουν μια απ' όλες τις απόψεις κακή λύση του μακεδονικού ζητήματος.

Μπρός σ' αυτήν την κατάσταση των πραγμάτων στα Βαλκάνια, είναι εύκαλό να καταλάβη κανείς τον μεγάλη αθλιότητα του μακεδονικού λαού στα τρία μέρη της προσαρτημένης Μακεδονίας.

Κάθε ένα από τα τρία βαλκανικά κράτη έπιδιώκει την μεταβολή του μέρους που είναι απ' αυτό προσαρτημένο σε μια γερή έθνική και στρατιωτική βάση, για να μπορεί όχι μόνο να άμυνθη έναντιον έπιθέσεων εκ των έξω, αλλά έπίσης, για να έπιτεθεί και κυριεύσει τα άλλα μέρη της Μακεδονίας. Κατ' αυτόν τον τρόπο, βρίσκονται τα τρία μέρη της Μακεδονίας ύποτατα κάτω από μια έξαιρετική βαρβαρότητα.

Ο πληθυσμός της Μακεδονίας, έτερογενής όσον άφορά την έθνική του σύνθεση, καταδιώκεται, έξεθνοκοποιείται, διώχνεται, άναγκάζεται να έγκαταλείψη τα σπίτια του, έξ' αίτίας της έφαρμογής μεθόδων μιας προιστορικής άγριότητας.

'Ετσι, στην Μακεδονία που κατέχεται από την Ελλάδα, οι Μακεδόνες βουλγαρικής, τουρκικής, βλάχικης και άλθανικής καταγωγής είναι άναγκασμένοι να μεταναστεύουν δυνάμει ενός συμφώνου περι έκουσίας μεταναστεύσεως. Στην θέση τους έγκατεστάθηκαν πρόσφυγες απ' την Μικρά Άσία. Οι Μακεδόνες που μείνανε είναι ληστευμένοι από κάθε δικαίωμα και βρίσκονται κάτω από μια κυριαρχία της έξαναγκαστικής έξεθνοποίησης.

'Απ' την Μακεδονία που κατέχεται απ' την Βουλγαρία, έχουν διώξει διά της βίας ένα μεγάλο μέρος του τουρκικού πληθυσμού.

Στην Μακεδονία που κατέχεται από την Σερβία, όπου το σερβικό στοιχείο για να πούμε έτσι δεν ύπάρχει, ο πληθυσμός βουλγαρικής καταγωγής, που αποτελεί την μεγάλη πλειοψηφία, βρίσκεται κάτω από μια κυριαρχία έξεθνοποίησης, η όποια έφαρμόζεται με ένα ως τώρα άγνωστο τρόπο, και της όποιας ο σκοπός είναι η βίαια έκσερβοποίησης του πληθυσμού αυτού. Οι Μακεδόνες τουρκικής και άλθανικής καταγωγής παθαίνουν τα ίδια και είναι άναγκασμένοι να μεταναστεύουν. Οι διαχωμένοι από τα μέρη τους πληθυσμοί πηγαίνουν στις γειτονικές χώρες όπου φυλάγονται από τους μιλιταριστές και σωβινιστές, οι όποιοι ζητούν να τους βάλουν στην ύπηρεσία της έκδικητικής τους πολιτικής. 'Ετσι βρίσκονται στην Βουλγαρία μαζεμένοι μερικές έκαντοτάδες χιλιάδων Μακεδόνες πρόσφυγες βουλγαρικής καταγωγής, τους όποιους προσπαθεί η σωβινιστική βουλγαρική κυβέρνηση να τους εκμεταλλευθή, μέσον της όργάνωσης του στρατηγού Πρωτογέωφ, για την έκδικητική της πολιτικής βάζοντας τους να ύπηρετήσουν για τα ιδεώδη της Μεγάλης Βουλγαρίας.

Κατ' αυτόν τον τρόπο, το καθεστώς της άδικίας

και της καταπίεσης που κυριαρχεί στα τρία μέρη της Μακεδονίας ενάντια απ' ότι κανείς φαντάζεται, δεν κάνει από του να περιπλέκει πάντα περισσότερο την κατάσταση στη Μακεδονία και από του να επισωρεύει καθημερινώς νέο υλικό για συγκρούσεις απειλών την ειρήνη στα Βαλκάνια.

Έπειτα απ' αυτά τα λίγα λόγια πάνω στη σοβαρότητα της κατάστασης του καταπιεζομένου μακεδονικού λαού και πάνω στους κινδύνους που διατρέχει η ειρήνη στα Βαλκάνια, ένεκα της χειροτέρευσης του μακεδονικού ζητήματος, θεωρούμε αναγκαίο να σταματίσουμε ειδικότερα στο ζήτημα της Μακεδονίας κάτω από τον σερβικό ζυγό, και να επισύρουμε την προσοχή της παγκόσμιας γνώμης πάνω στο φικώδες καθεστώς της τρομοκρατίας και της σφαγής, που λυσσά από πολλούς μήνες τώρα.

Από έννέα χρόνια τώρα κρατά η κυβέρνηση του Βελιγραδίου την Μακεδονία κάτω από τον στρατιωτικό νόμο, από έννέα χρόνια κυριαρχούν η τρομοκρατία της αστυνομίας και η τυραννία. Όλα τα έθνικά και εκπαιδευτικά δικαιώματα που έχει κάποτε σεβασθή και αυτό ακόμη το τυραννικό καθεστώς του Άβδουλ Χαμίτ, έχουν σήμερα καταργηθή. Τα σχολία, οι εκκλησίες και τα άλλα εκπαιδευτικά ιδρύματα του μακεδονικού πληθυσμού είναι σήμερα κλειστά.

Αυτό συμβαίνει ιδίως με τους Μακεδόνες βουλγαρικής καταγωγής, τους οποίους αποφάσισαν οι σερβοι σθβινιστάι να τους έκσερβίσουν με κάθε μέσο. Για πολιτικές μανιφестаσιόνες και αγώνες ούτε λόγος δεν μπορεί να γίνεται βέβαια, κάθε προσπάθεια σ' αυτή την κατεύθυνση πνίγεται άγρια και πληρώνεται πολύ άκριβιά. Έτσι σπρώχνει το Βελιγράδι, ακόμα και την έθνική μακεδονική κίνηση σε παράνομους και έπαναστατικούς δρόμους. Παρ' όλες τις προσπάθειες των κυβερνητών του Βελιγραδίου — οι όποιοι δεν τρομάζουν ολόκληρο τον χρόνο μπρός σε κανένα μέσο, για να έκσερβίσουν τον μακεδονικό πληθυσμό — έμειναν τα αποτελέσματα άρνητικά.

Η τρομοκρατία της αστυνομίας, και οι βιβαίότητες των 10.000 χωροφυλάκων (σ' όλη την Γιουγοσλαβία υπάρχουν 17.000 χωροφύλακες. Η Μακεδονία έχει ένα χωροφύλακα σε 100 κατοίκους ενώ στα άλλα μέρη του βασιλείου αναλογεί ένας χωροφύλακας σε 1500 κατοίκους), οι πολιτικές συμμαχίες ή οικονομική καταπίεση, ή δωροδοκία και η έξαχρείωση του μακεδονικού πληθυσμού — ιδίως της Νεολαίας — αποδείκτεκαν ως άνεπαρκή για την πραγματοποίηση των σχεδίων έκσερβισμού των σατραπών του Βελιγραδίου, ως άνικανα για να πνίξουν την έθνική συνείδηση του πληθυσμού.

Οι πολυάριθμες πολιτικές δίκες και ιδίως οι καταδιώξεις, οι όποιες έγιναν εναντίον 20 περίπου νέων που μεγάλωσαν μέσα σε σερβικά σχολία, δείχνουν ακόμη μια φορά ότι η έθνική συνείδηση του μακεδονικού πληθυσμού είναι ακόμη ζωντανή. Αυτό ήταν σε θέση να φέρει σε άπελπισία του σθβινιστάι του Βελιγραδίου και ζήτησαν να εϋρουν πειο ένεργά μέσα έξεθνικοποίησης.

Και βρικών επί τέλους αυτά τα μέσα: έθεσαν στην πραγματικότητα τον μακεδονικό πληθυσμό εκτός νόμου στρατοκρατώντας την Μακεδονία.

Ένεργοι άξιωματικοί του στρατού κατέλαβαν τις θέσεις των ζουπών, οι όποιες ως τώρα ήταν πολιτικές θέσεις. Στην «Μπέλα Ρούκα» την γνωστή στρατιωτική οργάνωση, την δευτέρα έκδοση της «Ναροδνα Όδράνα» δόθηκε το δικαίωμα να κυριαρχεί πάνω στη ζωή και στην περιουσία των Μακεδόνων. Μαζικές συλλήψεις και τρομοκρατία σε μεγάλη βαθμίδα έγιναν κανόνας. Αρχισαν να εφαρμόζουν εκεί ένα δολοφονικό καθεστώς, ένα καθεστώς που διαρκεί ως σήμερα.

Παντού στην Μακεδονία υπάρχουν μαύροι κατάλογοι με τα όνόματα των πειο μορφομένων πειο ζυπνημένων και αγωνιζομένων Μακεδόνων. Κάθε ένας φυλάγει να έρτη και γι' αυτόν η ώρα να σκοταθή στον δρόμο. Κανένας δεν είναι σίγουρος για την αύριο.

Η κυβέρνηση και ο τύπος του Βελιγραδίου προσπαθούν να ξεγελάσουν την κοινή γνώμη στο έξωτερικό, αποδίδοντας τις δολοφονίες στην Μακεδονία στην οργάνωση του στρατηγού Πρωτογέρωφ. Λογαργιάζουν με το γεγονός, ότι, οι ξένοι συνήθως δεν είναι καλά πληροφορημένοι και δεν είναι σε θέση να διακρίνουν τα έγκλήματα που γίνονται από τους πράκτορες του Πρωτογέρωφ από τις μαζικές δολοφονίες που διέπραξαν πρό ολίγου οι σερβικές άρχες. Έκμεταλλεύονται τις ειδήσεις, οι όποιες, λένε, ότι, οι άνθρωποι του Πρωτογέρωφ υποστηριζόμενοι από τον Μουσολίνι και τους βουλγαρους μιλιταριστές θα διαπράξουν κατά την άνοιξη άπόπειρες στα βουλγαρικά και άλβανικά σύνορα. Αυτό τους δίδει την δυνατότητα να παρεκλύνουν την προσοχή και την αγανάκτηση της κοινής γνώμης στο έξωτερικό, και να παραλύσουν την έντύπωση που άμκουν αυτές οι δολοφονίες σε άλλους Μακεδόνες, αυτά τα έγκλήματα που διαπράττονται από τις ίδιες σερβικές άρχες.

Είναι άπειρας λυπηρό — και αυτό είναι ένα μεγάλο δυστύχημα για τον μακεδονικό λαό — ότι υπάρχει στην Σόφια μια μακεδονική Μαφφία, η όποία διεκδικύνη με τις προκλητικές της άπόπειρες στην Μακεδονία την εκτέλεση των έξοντοτικών σχεδίων τα όποια σκέφθηκε η κυβέρνηση του Βελιγραδίου εναντίον της χώρας μας.

Είμαστε υποχρεωμένοι να περιγράψουμε εδώ με λίγα λόγια τον Χαρακτήρα και την «έπαναστατική» δράση της λεγόμενης Ο.Ρ.Ι.Μ. για να διαφωτίσουμε την κοινή γνώμη στο έξωτερικό.

Παρ' όλα ότι, αυτή η οργάνωση φέρει το όνομα της παλιάς Έσωτερικής Έπαναστατικής Μακεδονικής Οργάνωσης (Ο.Ρ.Ι.Μ.), στις ιδέετες, στους σκοπούς της και στις μεθόδους πάλης δεν έχει τίποτε το κοινό με αυτήν. Η παλιά Ο.Ρ.Ι.Μ. αγωνίζονταν για την άπελευθέρωση και την άυτονόμηση της Μακεδονίας; ήταν η άποφασιστική αντίπαλος κάθε προσαριστικής προσπάθειας των χριστιανικών βαλκανικών κρατών, των γειτόνων της Μακεδονίας. Άγωνίζονταν σε δύο μέτωπα: ενάντια στην πολιτική καταπίεση του τούρκου σουλτάνου και ενάντια στις προσπάθειες των βαλκανικών δυναστειών και στρατοκρατών, ενάντια των φανερών προσπαθειών τον καιρό εκείνο του βασιλέως Φερδινάνδου της Βουλγαρίας και της μιλιταριστικής αϋλικής κλίκας. Η τακτική της οργάνωσης συνίστατο στην προετοιμασία του μακεδονικού πληθυσμού για την γενική έξέγερση.

Τι αντιπροσωπεύει η σημερινή Ο.Ρ.Ι.Μ.?

Έχει σήμερα επί κεφαλής όλους εκείνους τους μακεδόνες λιποτάκτες από την Σόφια, που είναι γνωστοί κάτω από το όνομα «Βερχοβίστες», τους όποιους μεταχειρίζονταν οι βούλγαροι προσαριστές, με τον βασιλέα Φερδινάνδο επί κεφαλής για να αγωνισθούν ενάντια στην Ο.Ρ.Ι.Μ., για να γίνουν οι κύριοι της, για να την μεταχειρισθεί ως όργανο για την κατακτητική της πολιτική. Δεν αποδεικνύει άρκούντος το γεγονός, ότι, επί κεφαλής αυτής της οργάνωσης βρίσκεται ο ίδιος βασιλικός στρατηγός, ο όποιος πρό ολίγου κρατούσε αήμιλά μέσα στην Βουλγαρία την σημαία της κατοχής της Μακεδονίας, για την άμφίβαλο φύση αυτού του «Άυτονομισμού», που ζητάν οι άνθρωποι αυτής της οργάνωσης? Η ίδια αυτή οργάνωση έλαβε μέρος στο πραξικόπημα της 9 'Ιουνίου 1923, έσκότωσε τους ύπουργούς και τους όπαδοις του Σταμπουλινσκι, έλαβε επίσης μέρος

στην κατάπιψη της εξέγερσης του Σεπτεμβρίου σκοτώνοντας βούλγαρους εργάτες, αγρότες και διανοούμενοι. Αυτοί οι ψευδοαυτονομιστές δολοφόνησαν στο διάστημα των τελευταίων πέντε ετών με δική τους πρωτοβουλία άνω από 1000 φεντεραλιστές Μακεδόνες των οποίων το μόνο αμάρτημα ήταν ότι μείναν μεχρι τέλους πιστοί στον αγώνα για την αυτονομία της Μακεδονίας και της Βαλκανικής Όμοσπονδίας.

Αυτή η μακεδονική συμμορία δεν έχαιρε ποτέ της συμπαθείας του μακεδονικού λαού, δεν είχε ποτέ επίδραση πάνω σ' αυτόν. Σήμερα καθώς και εις το παρελθόν δεν μπορούσαν να αναδείξουν άλλες μεθόδους από τις τρομοκρατικές πράξεις. Αυτές οι πράξεις προξενούν στο μακεδονικό ζήτημα αθεράπευτες ζημιές, και δίδουν στις σερβικές αρχές το καλύτερο πρόσχημα για να διαπράξουν μαζικές σφαγές, για να επιδράσουν το εξωτερικό και για να εξυψηφίσουν τις ξένες επιδράσεις στην Μακεδονία και στα Βαλκάνια.

Έτσι άναψαν οι άνθρωποι του Πρωτογέρωφ διαθέσεις στο παρελθόν, διαπράττοντας απόπειρες στην Τουρκία κατά διαταγήν της κυβέρνησης της Σόφιας, επιταχύνοντας έτσι τον Παγκόσμιο πόλεμο.

Δεν θα μπορούσε κανείς να φυλάγει από τους ανθρώπους του Πρωτογέρωφ, ότι θα άλλαζον σήμερα την «δοξασμένη» τους παράδοση, ή οποία τους έκανε πράκτορες του εξωτερικού στο μακεδονικό κίνημα.

Είναι λυπηρό, και ούδένά τρόπο όμως αξιοσημείωτο, ότι αν βλέπει κανείς να γίνονται στην Μακεδονία αυτές οι προδοτικές, από τις οποίες όφελονται μόνο οι έμπνευστές της Ρώμης και της Σόφιας, οι οποίες όμως θα κοστίσουν για τον λαό μας άνεκφραστα κακά.

Ο πραγματικός αντιπρόσωπος του καταπιεζόμενου μακεδονικού λαού είναι σήμερα μόνο η (ένωμένη) Ο.Ρ.Ι.Μ. Είναι η διάδοχος των ιδεών και των παραδόσεων της παλιάς Ο.Ρ.Ι.Μ. του Γκότσε Δέλτσεφ.

Είναι αυτή ή οποία χαιρεί της συμπαθείας του μακεδονικού λαού. Μονάχα αυτή μπορεί να είναι ο οδηγός του στον άπελευθερωτικό του αγώνα.

Η ένωμένη Ο.Ρ.Ι.Μ. δεν καταφεύγει σε ξεχωριστές τρομοκρατικές πράξεις. Είναι όπαδός της όργάνωσης των μαζών και του μαζικού αγώνα. Αγωνίζεται για την δημιουργία μιας ανεξάρτητης Μακεδονίας μέσα στα όρια μιας Βαλκανικής Όμοσπονδίας. Είναι όπαδός του έννοιας επαναστατικού μετώπου όλων των ένθικο-επαναστατικών και κοινωνικό-επαναστατικών βαλκανικών όργανώσεων, οι οποίες αγωνίζονται για τον έφαρμογή της αρχής της αυτοδιάθεσης των λαών και ενάντια στον τυραννία και στην αντίδραση που κυριαρχούν σήμερα στη Μακεδονία και στα Βαλκάνια.

Είναι γι' αυτό που δηλώνουμε έν όνόματι του μακεδονικού λαού, ότι, οι Μακεδόνες δεν έχουν και δεν θα θέλουν να έχουν τίποτε το κοινό με την Ο.Ρ.Ι.Μ. του Πρωτογέρωφ. Ο Μακεδονικός λαός είναι άγανακτισμένος για την μισωτή και προκλητική της δράση, μια δράση ή οποία όφελει μόνο τους έχθρους της μακεδονικής έλευθερίας. Συνεπώς δεν θα μπορούσε να είναι ο μακεδονικός λαός υπεύθυνος για την τρομοκρατική δράση της Ο.Ρ.Ι.Μ. του Πρωτογέρωφ, οι δε προσπάθειες των δημίων του Βελιγραδίου να βάλουν στο λογαριασμό της πρόκλησης των πρακτόρων του Πρωτογέρωφ τις δολοφονίες που διαπράττονται από τις σερβικές αρχές γίνονται δεκτές με περιφρόνηση και προκαλούν την άηδία σ' όλους τους ανθρώπους.

Άς μη άφίσουν να παραπλανηθούν οι προδοτικές δυνάμεις της Εύρώπης.

Η μάσκα πρέπει να πέση από το πρόσωπο των κυβερνητών του Βελιγραδίου, για να βλέπη κανείς

την πραγματική τους όψη του δημίου και του δολοφόνου του μακεδονικού λαού!

Τα άνοσιουργήματα της σερβικής κυριαρχίας στην Μακεδονία δεν ζαίρουν όρια. Η εικόνα είναι συγκινητική. Για συμπλήρωση των λεχθέντων αναφέρωμε εδώ μερικά γεγονότα, τα όποια διαφωτίζουν με ένα εύγλωτο τρόπο την κατάσταση που δημιουργήθηκε στην σερβική Μακεδονία.

Ο αριθμός των πολιτικών φυλακισμένων υπερβαίνει σήμερα τους χιλίους. Το μεγαλύτερο μέρος άπ' αυτούς είναι θύματα των μηχανογραφιών των κυβερνητικών όργάνων.

Έξ άφορμής της άποείρας έναντίον του στρατηγού Κοβάτσεβιτς τον Οκτώβριο του περασμένου χρόνου συνελήφθησαν στην περιφέρεια της Βρεγαλίτσα 400 πρόσωπα. Για να παρθούν οι όμολογίες που χρειάζονται στην άστυνομία, υπεβλήθησαν οι φυλακισμένοι σε ένα είδος βασανιστήρια τα όποια ούτε καν ή μεσαιωνική εξέταση δεν θα μπορούσε να φαντασθή. Υπάρχουν πολλές περιπτώσεις όπου οι όμολογίες έχουν άποσπασθή από τους φυλακισμένους μπροστά στο νεοανοιγμένο τάφο τους. Υπάρχουν πολλές περιπτώσεις όπου οι φυλακισμένοι πέθαναν υποκύψαντες στα βασανιστήρια τους. Ο 70ετής γέγων Λιλίνκωφ πέθανε στις φυλακές του Στίπν υποκύψας στα βασανιστήρια του. Στο διάστημα των τελευταίων 4 μηνών άπασχολήθηκαν τα σερβικά δικαστήρια σε 10 μεγάλες δίκες με 102 κατηγορούμενους.

Μια άπ' αυτές τις δίκες άνεβλήθηκε, οι άλλες τελείωσαν με την καταδίκη 9 ατόμων σε θάνατο, και άλλων 38 σε 296 χρόνια φυλάκιση. Γιατί και πώς καταδικάζουν τα σερβικά δικαστήρια? Το παρακάτω παράδειγμα δίνει μια ιδέα γι' αυτό: 2 Μακεδόνες από την πόλη Στίπ καταδικάσθηκαν κάθε ένας σε 4 χρόνια φυλάκιση, διατί βρίκαν σ' αυτούς ένα φύλλο της έφημερίδας «Μακεδόνσκο Δέλο». Στο διάστημα των τελευταίων 4 μηνών δολοφόνησαν τα στρατιωτικά σερβικά όργανα των επίσημων αρχών 200 άτομα. Ο σερβικός τύπος όμολογει 50 — και σ' αυτά δεν είναι ακόμα λογαριασμένοι οι 50 χωριάτες οι όποιοι πέθαναν από την πεία και το κρύο και οι όποιοι υποχρέωθηκαν να φυλάγουν τις σιδηροδρομικές γραμμές και τις γέφυρες.

Οι δολοφονηθέντες Μακεδόνες άνήκουν σε διάφορα κοινωνικά στρώματα και έθνικότητες. Μέσα σ' αυτούς βρίσκονται ο πρώην βουλευτής της Σκουπτινας και μέλος της διαλυθήσης όργάνωσης «Άγέμετ» Κιανί βέης από την Σκόπια, ο δάσκαλος και διακεκριμένος πολίτης της Σκόπιας Γκένωφ, ο δικηγόρος Ανδρεϊτσίνε από το Τέτονο κ.τ.λ.

Μόνο στις δύο τελευταίες μέβδοάδες σκοτώθηκαν. Ο παπās Άλέξανδρος Πέτωφ από το χωριό Σβέτι Νικόλε — δολοφονήθηκε στις 28 Μαρτίου, ο δήμαρχος του χωριού Γκορνιάνι. Μίτσκο Τάχκωφ — δολοφονήθηκε στις 21 Μαρτίου, ο Κόλιο Δίνωφ από το χωριό Βιβάλιτσα — δολοφονήθηκε στις 31 Μαρτίου, ο Ίβαν Βογιατσίεφ έμπορος από το Πρίλεπ — δολοφονήθηκε στις 31 Μαρτίου, ο Γιορδάν Δημήτωφ δήμαρχος του χωριού Βέλι — δολοφονήθηκε στις 3 Μαρτίου, ο Γιώργης Νικόλωφ από το Κίτσεβο ύστερα από μια πληγή έξ αιτίας μιας συμπλοκής που είχε ως σκοπό την δολοφονία του — στις 3 Άπριλίου, ο Ίσαελ Άχμεδ από την Γεβγελι — σκοτώθηκε στις 4 Άπριλίου.

Αυτοί δεν είναι παρά οι φόννοι που δηλώθηκαν από τον τύπο του Βελιγραδίου. Είναι περιττό να αναφέρουμε ότι ούτε ένας άπότους δολοφόνους δεν ένοχλήθηκε, άφού μάλιστα οι ίδιες οι αρχές παίρνουν μέρος σ' αυτούς τους φόνους. Η άλήθεια των αναφερθέντων

چوپرنسی لازم کڼ نه قدر اینهه دولابل وارسه هپ بو پارلامنتورله بو معولرله یایلر. ملت قان آغلار، بر قسم قلیل خلق که قرالری ایله اطرافنده کی زنه رالرا، معولر، سناتورلر، مأمورلر ملتی سیسته ماتیک آشکنجه ایده یله جک پولیس، ژاندارمه اوجاقلری بسله ییز. بومی حریت؟ بومی استقلال ملت . . . ؟ آرتق یتشیر زوالی بد بخت بالتان کویلیسی . . . سن مملکتده قوتلی بر اکثریتک، سن مملکتک ولی نعمتیک، چونکی اککی، اوقه سودی، یاغی، پینری، یولی و الحاصل مملکتک اک مبرم احتیاجاتی سن، سنک ترک، سنک یورولماق ییلز مبارک وجودک یاپور. آرتق کندی کندینه انصاف ایت. انصاف ایتده بو کوله لکندن بو آسارتدن واز کچ؛ بو سنک آلتهدر. شمدی یه قادر سنی، سنک یورغون وجودینی دیکلندیرمدک صاپاندن، حرماندن سیره، حدود بویه سوق ایدلدک؛ سن هیچ بر وقت یوق دیمه دک؛ اما جوق کوردک سنی ناصل اسیر کی قوللانقلرینی صوک زمانلرده ابی آکلادک: صوک قاتلی محاربه لره اشتراک ایتمش هیچ بر بالتانی کورمه دم که بالتانک باشنه اورولن چوراپدن خبردار اولماسون؛ همان هرکس آلدانیدیغی، حرری کندی حریتیمز ایچون دکل اورویا اترقیه لری حسابنه یاپدیغیمز اوکرندی، آرتق یتشیر سکا، شمدی پک قولای بر وظیفه قالمشدر. سکا کل، قراللز ایچون، حریتیمز ایچون، استقلالیتیمز ایچون تولد عسکر اول، اولدور ده یه نه جوابک حاضردر: «ن یورغونم» حریتیمز ایچون یاپدیغیمز حریلرده بابای، اولادلری می، غیب ایتدم، اومی، ییق، یانمش بولدم، تارلارم تیکن طولمش، خراب اولمش؛ آرتق بویه باغری یانیق، خانه سی، خانانی سونوک بر فقرا کونیندن نه ایسترسکز؟ حریت بویه ایسه، بو ایسه او سزک اولسون. انصاف ایدیکر بزی راحت یراقتز . . . دیمکدر بوکون دشمنک حدود بوینده کی نه روم نه بلغار نه صرب نه ولاحدر. دشمنک سنک قاتی ایچمک ایسته یین، سنی اسیر کی قوللاناق ایسته یین کندی یوردک ایچنده کی ژاندارمه اشقیاسی، سزک فاکتورن کوسلرینه آلتون مدالیه طاقان عسکری امراسی، کندی آغالرک، کندی بکلرک کندی غوسپودیلرندر. بونی هر کویلیتیک ابی ییله سی، اوکرنسی لازمدر. بونی ایانله اوکرهن کویلی مسعوددر. چونکه دوست ایله دوشمنی تفریق ایتمشدر. آرتق، اونک ایچون ته لکه یوقدر . . .

ایکنجی مقالله حکومتلر بوزمانده ناصل حکومت اوله لرینی لازمدر. حکومت کیملره دینه ییلیر. اولری ایضاع ایده حکم.

(مابعدی وار)

پروفوسور کامل بالا

انکیز حسابنه سیاه کوملکی فاجیست حسابنه اشکنجه لره دوغرادک، تولدوردک. اساساً اولر جمعیت اقوام ماسکسی آلتنده سکا بو پارهی بو قصابلی یایماق ایچون ویرمشلردر. اولرک مقصدی پاره ایله صاتون آلدقلری او قرالری، او زنه رالری آله ایتمک، کندی اترقیه لریه قارشى دائما اسیر قوللانماقدر. نک کویلیک یوزی کوله مسون: نک کویلی بوقرالرک بو زنه رالرک کوله لکندن قورطولماسون . . .

بو قودومان آوروپا قایتالیست اوسته لری بزی پک فنا اولادیلر. ال باشیلرینه پاره ویریلر. او پاره لر ایله انتخابات یاپورلر: کویاکه ملت مبعوث انتخاب ایدیور، کندی ایسته دکلی آدلری سوزم یابانا ملت مجلسی دیدکلی مجلسله طویلایورلر. اوراده ایسته دکلی اترقیه لری قانون شکنده اجرایه قالمشورلر. حرب لازم: درحال رأیلر آلبیز، ملت حربه قرار ویردی. هانکی ملت؟ قایتالیستلرک، آوروپا حکومتلرینک بزه کوندر دکلی قرالرک اداره سی آلتنده میلیونله اسیر . . . اولرک حسابنه حرب آچور، چالا قیرباچ کویلیلری طویلایور، هابدی حدود بویه سیره . . . تول، تولدیر کیمک ایچون کیمی اولدیریورسک سنک کی بد بخت بر کویلی، سنک کی زورله، قیربالجه سوق اولمش، آرقاسنده اولاد قاری، آنا، بابا آچ براقش، حیضت چوغنی، صنعتی یوز اوستی براقش بد بخت کویلی، فقرا خلقی تولدیریورسک . . . بوقوغاده سن غازیسک چونکی ملت مجلسی قرار یله، قرال اراده سیله حرب یاپورسک، سن جنتلک سک . . . ۱۱ بوزم باشمزه چونک بو عقلت، بو عقلسزلق نه وقته قدر دوام ایده حکدر؟ وطن مدافعه سی؟ هانکی وطن؟ سن او وطنک صاحی، اوز اولادی دکلمی سک؟ ویرکی ویرن سن، نارلای سون سن، ملنک اککی، یاغی، یتیرینی یتشیرین سن. سنک بو فداکارلغه مقابل مکافاتک حدود بوینده چوقولرینی آچ براقراق اولمک، حسرتله اولمک دکلمی؟ کیمک ایچون و نه ایچون؟ قانون دیدیکک پاره قوتیله مملکته صوقدقلری اترقیه لره قوردقلری دولایلردر.

ملت مجلسی دیرلر امدادار، آلتنک تریله مملکته ایش کورن خلق، اشچی، چیتچی طبقه سنک خبری اولمایان، مثلی اولمایان بر ملت مجلسی، بو مجلسلر هپ باطایچی آغالرک کاهیارلرک زکنیلرک بکلرک کوله لری اولان بر قسم خلق طرفندن انتخاب ایدلمش هیشلردر. بویه معولرله، بویه پارلامنتورله قانولر یاپارلر، مظلوملر آصارلر، مملکتلر صانارلر، امتیاز ویرلر، ملت سرمایه سیله بازارقلر، تجارت معاهده لری، اتفاقلر بتون انکیز حسابنه

γεγονότων πιστοποιείται με τὸ ἐξῆς συμβάν: Ὁ βουλευτὴς τῆς Σκοπιανῆς Βασίλ Τρούβιτς ἔστειλε στὸν ὑπουργὸ τῶν ἐσωτερικῶν μιά ἐπερώτηση σχετικά με μὴν δολοφονία τοῦ ἀναπερθέντος Ἰβάν Βογιατσέφ — σ' αὐτὴν τὴν ἐπερώτηση στέκεται.

«Τὴν νύκτα τῆς 31 Μαρτίου πρὸς τὴν 1 Ἀπριλίου δολοφονήθηκε στὸ Πριλέπ στις 2 ἡ ὥρα ὁ γνωστὸς βιομήχανος καὶ ἔμπορος Ἰβάν Βογιατσέφ. Ἡ δολοφονία ἔλαβε χώρα μπρὸς στὴν πόρτα τῆς στρατιωτικῆς λέσχης καὶ ἐπὶ παρουσία τοῦ σκοποῦ, ὁ ὁποῖος ἐβλεπε ἡσυχὸς τὸν δολοφόνου πού γύρισε δυὸ φορές γιὰ νὰ ἀποτελειώσῃ τὸ θῦμα του, καὶ ὁ ὁποῖος ἄφησε νὰ ἐκτελεσθῇ τὸ ἐγκλήμα».

Αὐτὴ εἶναι ἡ φρικτὴ ἀλήθεια στὴν κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸ ζυγὸ Μακεδονία. Ὁ πληθυσμὸς εἶναι καταλημμένος ἀπὸ τὴν τρομάρα καὶ τὸν πανικὸ. Οἱ κάτοικοι τῶν χωριῶν φεύγουν στὶς πόλεις, οἱ κάτοικοι τῶν πόλεων φεύγουν σὲ ἄλλες πόλεις τῆς Γιουγосλαβίας γιὰ νὰ γλυτώσουν τὴν ζωὴ τους. Δὲν ὑπάρχει ὅμως πούθενά σωτηρία γιὰτι οἱ ἴδιες οἱ ἀρχές εἶναι πού καταδιώκουν καὶ δολοφονοῦν.

Μπρὸς σ' αὐτὴν τὴν κατάσταση μόνο ἡ ἐνεργητικὴ διαμαρτυρία καὶ ἡ γρήγορη ἐπέμβαση ὄλων τῶν

προοδευτικῶν καὶ δημοκρατικῶν δυνάμεων εἶναι σὲ θέση γὰ κρατῆσι τὸ χέρι τοῦ δημίου.

Ξαίρουμε ὅτι, οἱ ἐπίσημες ἀρχές τῆς Ἑλλάδος, οἱ ὁποῖες με μιά λέξη θὰ μπορούσαν νὰ βάλουν γνῶση στοὺς δαμονίους κυριάρχους τοῦ Βελιγραδίου, δὲν κουνοῦν οὔτε ἓνα δάκτυλο, καὶ τὸ Βελιγραδί τὸ ξαίρει αὐτὸ καὶ γι' αὐτὸ εἶναι ἔτσι ἄγριο.

Ἐπ' αὐτὸν ὅμως σ' αὐτὸν τὸν κόσμον κοινωνικὲς δυνάμεις τῶν ὁποίων τὰ συμφέροντα καὶ τὰ ιδεώδη ἔρχονται σὲ ἀντίθεση μὰ τὴν σημερινὴ ἀντιδραστικὴ καθέσθυση, συμφωνοῦν ὅμως με ἐκεῖνα τοῦ καταπιεζομένου μακεδονικοῦ λαοῦ. Λογαριάζει στὴν συμπάθεια καὶ στὴν ὑποστήριξη του. Σ' αὐτὴς τίς δυσκόλες στιγμὲς φυλάγει ὁ μακεδονικὸς λαὸς μιά γρήγορη καὶ ἐνεργὸ ἐπέμβαση ἐκ μέρους τους.

Τολμάμε νὰ ἐλπίζουμε ὅτι, οἱ φίλοι τῶν καταπιεζομένων καὶ ὑποδουλωμένων λαῶν δὲν θὰ μείνουν ἡσυχιοι θεατὲς τῆς ἐξάντσης ἐνὸς ὀλοκλήρου λαοῦ, τοῦ ὁποῖου τὸ μόνο λάθος συνίσταται εἰς τὸ δὲν θέλει νὰ παραιτηθῇ ἀπὸ τὴν ἐθνικὴ του συνείδηση καὶ ἀπὸ τὸν ἀγῶνα γιὰ τὴν ἀπόκτηση τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων καὶ τῆς ἐλευθερίας.

Ἀρχές Ἀπριλίου 1928.

Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τῆς (ἐνωμένης) Ο.Ρ.Ι.Μ.

بالتان فدراسیونی

هر اون بش كوده انتشار ايدر

بالتان اقلیتلرینك ومظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر

بالعموم بالتان اسانلرنده باريلمقده در

كندی قراله بیعت ایتدین رول نه در؟ بر مملکت که زورله، قلیچ و اشکنجه ایله کنده بیوک بر حکومت پانی آیرمش بر مملکت که تبعه سنک یوزده سکسانی لسان رسمی، رومنجه بیلیور، میلیونلرجه کویلی، زومن ضابطلرینک طایاغي اشکنجه سی آلتده فان آغلا یور. بالتان کویلیسی قادار فلاکتلر چه کن، قانه بوغولان ذیاده هیچ بر کویلی یوقدر. بوفلاکتلری بو معصوم، مازک کویلی به یایدیران کیملر در؟ بو فان طوفانی بالتانده نه وقته قادار دوام ایده چکدر. بونی پک آچیق سویله مک ایسترم، سن بولغار، روم، صرب، آرنائوود رومن کویلیسی، بالتان کویلیسی بر استقلالیت نامنه بر ملیت نامنه سکاسیاه ایسه لر کیدریدیلر. بر یورد قارداشلیله سونکو سونکویه کلدک، یقمدق و یاقادق جان براقادک، سکا مستقل بر یونانستان، بر بلغارستان قراللی، سکا مستقل بر یونانستان بر مستقل صرب، بر مستقل رومن، بر مستقل آرنائوود قراللی، سن یوردنده مستقل، حر قاله جقسک دیدیلر. کاه پروپاغاندا ایله، کاه پاپاس ایله، کاه قیربالجه سنی مزاره قدر سوروکدیلر، بویله جه یارم عصر دئیری بالتانی آتسه ویردک نه خانه قالدی نه خاتمان قالدی... براوو سکا استقلالیت قازاندک... سن بلغارستان قراللی تاجنی باشنه قویان بلغار... بیکلرجه مصوم بلغار کویلیسنک ماکدونیا مختاریتی قازاناجقم دییه مزارینی قازدک ماکدونیا نیک کویلینی آتسه، قانه، دومانه غرق ایتدک، بیکلرجه بلغاری، رومه، صربه، تورکه بوغدردک، بونلر بئشمیدی؛ سکا آل بر دها قاتلک؛ آله قالان قراللی اداره ایده چکم دییه قرال، جنرال بسلیک ایچون مملکتی رهنه قویدک، اوستا انکلیر سکا اودونج پاره ویردی. بو پاره ایله صوک درت سنه ده کندی مصوم قیمتلی، منور اولادلرندن، ۲۴ ییک کشی

بالتان

بالتان کویلیسی

دوستمز کریمه

باشلیجه بلغار، رومن، صرب، روم، آرنائوود ملتلی بو مبارک شبهه جزیره نیک بد بخت سکنه سیدر. بو شبهه جزیره وضعیت جغرافیا اعتباریله عادتاً بر یورد، بر اقلیمدر. نه بلغار طوپراغی صرب طوپراغندن، نه روم طوپراغی آرنائوود طوپراغندن طبیعت، اقلیم نقطه نظرندن فرقیلدر. بو واسع منبت یورد بر یوادر، بر بشیل یوادر، یاسکنه سی، خلقی نه در؟ بونلر، بومتلر بر برندن فرقیلدر؟ خایر، هیچده فرقی کلدر. بر رومک بر آرنائووددن، بر بلغارک بر صربدن، بر ولاحدن عادتاً، اخلاقاً همان فرقلری یوق کیدر. بو فرقلر او قادار هیچدرکه بو ملتلرک هانکی بریسی اولسه بر آروپالی بونلری بر برندن فرق ایده مز، مشابهتلی او قادار چوقدر، بویله اولدیغی حالده بر بریمزه قارشلی عصرلر دئیری قانیان بو قانی، فاجعه لی عداوتلر نه در؟ بلغاری قویو، شوون... یاپوب بتون ماکدونیا بی بلغار کورمک ایسته یین حرص نه در؟ صربی، بتون بالتان صاحب یایمق ایچون آرنائوودی بلغاری چولوق چوجوغیله دوغراتان جانانوارلق نه در؟ رومی کندی کوزل یوردیله تسالیاسیله، سلانیکیه قناعت ایتیموب تا آقره چوللرینه قادار کیدوب اورالزده بیکلرجه مزار براقق، بیکلرجه کوی یاهاق چیلغینلنده بولوندیران ساتق نه در؟... رومانیا لی دنیانک اک منبت اووالرینه مالک ایکن لسانی، روحی، عادی، بستون رومنک یعنی بزم آسکی قوچه ولاحک غیر ی اولان سارایالره سوقان، اورالزده زورله اشکنجه ایله کویلی بی

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 1925—1936)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Kurt Kläber — Luigi Campolonghi

P. Louis: Méfiances Balkaniques et intrigues Danubiennes

D. Vlakhoff: La catastrophe sismique en Bulgarie et l'"action" du gouvernement Liapcheff

Bedri Pejani: L'Albania non si tocca—II

I. Mateescu: Succès de la démonstration de Alba-Iulia

Delablaj: Un gaffe qui en dit long...

D. Jovanovitch: Front de la Révolution contre le front de la Réaction!

R. Kremenovitch: Dix années de terreur blanche et d'oppression nationale en Yougoslavie

D. Vl.: Le 25^{me} anniversaire de la mort de Gotsé Deltcheff

La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1936—1942)

Unsere Enquête über die Balkan-Föderation: Kurt Kläber

Die Redaktion: Die ewig Verkauften

D. Vlakhoff: Hunger in Bulgarien

T. Stanić: Die Regierung sucht Mohre in Kroatien

Melingos: Die parlamentarische Diktatur der griechischen Republik

D. Vl.: Die „freiwillige Auswanderung“ der Balkanvölker

Texte albanais (pages 1942—1944)

P. Louis: Ballkani dhe diplomacia e Mussolinit

P. Davila: Monroisme kundra kuptimit

Texte bulgare (pages 1944—1947)

Редакцията: Вечните продажници

P. Кременович: Десет години бел терор и национален гнет в Югославия

П. Луи: Ромжнската криза и неволята на Титулеско

Texte roumain (page 1947—1948)

I. Mateescu: Succesul demonstrației dela Alba-Iulia

Delablaj: Gura păcătoșului adevăr grădește...

Texte serbe (pages 1948—1949)

Редација: Вечити најамници

Д. Јовановић: Фронт револуције против фронта реакције

Texte croate (pages 1950—1951)

K. Ivačić: „Dalmazija irredenta“

Texte grec (pages 1951—1955)

‘Η Σύναξη: Οί αιωνίως πουλημένοι

‘Εκκλησή της ένωμένης Ο.Ρ.Ι.Μ.

Texte turc (pages 1955—1956)

پروفوسور کامل یالا: بالتان بالتان کویلیسی. — (مابعدی وار)